

S T U D I A

UNIVERSITATIS BABEŞ–BOLYAI

EPHEMEREIDES

2

EDITORIAL OFFICE: Republicii no. 24, 400015 Cluj-Napoca ♦ Phone 0264-40.53.52

SUMAR - CONTENTS - SOMMAIRE - INHALT

ION VEZEANU, Communication, dialogue et intelligence	3
DENIS VERNANT, Pour la rhétorique: entre pragmatique et praxeologie	25
I. MAXIM DANCIU, Mass Media. Modernity, post modernity, globalization	31
ELENA ABRUDAN, Exigencies of the Cultural Journalism	39
OVIDIU PECICAN, New Media Populism: Anonymous Comments and E-mailing Lists on Journal's Sites	47
GÖNÜL BAKAY, Defoe's Journal of the Plague Year	51
ANDREEA MOGOŞ, Le message publicitaire dans l'enjeu de la communication interculturelle	61
CRISTINA NISTOR, Media Changed Politics	65
ILIE RAD, The "Stylistics" of Censorship	71
FLAVIU CĂLIN RUS, PR Beratung im Bereich Politik	79
Europa	
FLORE POP, La réalisation de l'espace économique européen. Brève présentation générale	87
DACIAN-GRATIAN GAL, La ratification du traité constitutionnel: Le «NON» français et le «NEE» Néerlandais	95

COMMUNICATION, DIALOGUE ET INTELLIGENCE

ION VEZEANU*

La question de la communication est de grande portée depuis la mise au point des techniques de traitement et de transmission d'informations voire de propagande, de manipulation et de contrôle des populations, désignées génériquement par le syntagme *mass media*. L'origine de ce phénomène contemporain pourrait être située vers la moitié du XIX^e siècle avec l'apparition des journaux de grand tirage. Ces techniques, diversifiées et sophistiquées par l'invention du cinématographe et de la radio, ont pris une ampleur sans précédent après la deuxième guerre mondiale avec l'apparition de la télévision et se sont généralisées en devenant pratiquement universelles et donc totalisantes et totalitaires grâce à l'informatique *via* Internet. Il s'agit d'une vaste problématique qui concerne des domaines très variés, à la fois politiques, artistiques, scientifiques et philosophiques, qui ne pourrait être traitée ici de manière exhaustive. C'est pourquoi, nous discuterons dans cette étude seulement un aspect particulier de la communication interhumaine: le *dialogue* en tant que critère intersubjectif d'évaluation de *l'intelligence*.

Quelques repères étymologiques nous permettront, dans la première section, de saisir les significations originaires de la notion de communication, mais aussi d'indiquer les présupposés philosophiques qui ont déclenché le débat actuel et les risques engendrés par les «objets communicants» pour la liberté humaine. De la sorte, nous aurons une idée plus claire de l'actualité philosophique de cette notion. Ensuite, nous analyserons un aspect important de la communication humaine: *l'intersubjectivité* comme base de la constitution des personnes par le dialogue. A l'aide de cette analyse, nous montrerons les limites de l'«intelligence artificielle» en proposant des critères pragmatiques qui rendent compte de la possibilité du «dialogue homme-machine». Ainsi, le rôle du dialogue s'avère double: d'abord ontologique, puisque constitutif de la personne; ensuite gnoséologique, en tant que critère d'intelligence.

1. Étymologie et présupposés philosophiques

Dans le dictionnaire de Lalande¹, qui a marqué pratiquement le langage philosophique français du XX^e siècle, on trouve une seule entrée, «Communication des consciences», mais sans aucune explication pour la notion de «communication».

* Université de Grenoble II

¹ A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, PUF, Quadrige, 2002 (1926); l'édition originale est parue entre 1902-1923 dans le *Bulletin de la Société française de Philosophie*. Au total il y a eu dix-huit éditions.

Pour la notion d'«information», il y a une seule rubrique «Informer» comportant deux occurrences scolastiques résumées en quelques lignes: la première signifie «donner une forme à une matière», alors que la seconde signifie «faire connaître quelque chose à quelqu'un». La notion de «dialogue» est totalement absente. Par contre, la notion d'«intelligence», qui a beaucoup préoccupé la Scolastique, comporte sept significations, mais aucune ne renvoie à l'idée d'intelligence artificielle.

Par rapport à la parcimonie évidente de Lalande, pour utiliser un euphémisme, dans le traitement de telles notions, l'*Encyclopédie Philosophique Universelle*² marque une différence majeure à la fois quantitative et qualitative. La notion de «communication» comporte six entrées, chacune étant traitée de manière approfondie dans des articles de plusieurs pages et par plusieurs auteurs. De même, il y a trois occurrences pour la notion de «dialogue». La notion d'«information» présente huit occurrences traitées en autant d'articles. Enfin, l'«intelligence» est analysée en détail dans une double perspective: psychologique et comme intelligence artificielle. Il s'agit donc d'un changement sérieux dans l'orientation de la réflexion philosophique actuelle. Par conséquent, il importe de connaître d'abord les sens originaires de ces notions avant de déceler les prémices philosophiques qui les ont portées au centre de la réflexion contemporaine.

Communiquer vient du latin *communicare* qui signifie, «faire part de», «partager», «liens entre des choses qui existe», «être en relation», «transmettre». Le terme est apparu en français vers 1361. Le terme communication, signalé au XII^e siècle, vient du latin *communicatio*, «communicable», «qui peut être communiqué»³. L'idée de passage d'un lieu à un autre (voies de communication) apparaît au XVIII^e siècle. C'est au XX^e siècle que le terme a été utilisé comme presque équivalent à celui d'information, pour faire référence aux institutions et aux techniques de diffusion de masse: la presse, la radio, la télévision, le cinéma, Internet, etc.

La notion de «dialogue», entrée dans la langue française au XI^e siècle, a son origine dans le latin *dialogus*, avec le sens d'entretien philosophique, de conversation; ce terme provient du grec *dialogos*, de *dia*, «deux» et *logos*, «raison», «pensée», «langage», «discours», etc. *Lato sensu*, dialogue signifie toute relation d'échange de paroles, de pensées et de gestes signifiants entre deux personnes. *Stricto sensu*, le dialogue se rapporte à la relation orale, directe et active entre deux personnes. La notion d'intelligence comporte également dans son étymologie l'idée de relation. Le mot latin *intelligere*, avec le préfixe *inter*, «entre» et le verbe *legere*, «lien», «relation», veut dire «comprendre», «établir des relations», «saisir les liens entre les choses», «instaurer de relations». Le mot est entré dans la langue française au XII^e siècle. Vers la fin du XV^e siècle, il est utilisé aussi comme «entente, relation secrète».

De manière générale, toute chose communique avec d'autres choses tant qu'elles restent en contact ou en relation. L'image des vases communicants serait une bonne métaphore pour illustrer comment les objets communiquent. On peut

² *Les Notions philosophiques*, vol. 2, in *Encyclopédie Philosophique Universelle*, Paris, PUF, 1990.

³ Cf. *Dictionnaire étymologique et historique du français*, Paris, Larousse, 1993 (1964), p. 169.

difficilement envisager une chose existante qui ne soit en communication avec une autre chose existante. Dès lors, communiquer semble être une sorte de principe ontologique. C'est par le dialogue que les êtres humains atteignent le maximum de possibilités dans la communication. Cette communication de type langagier n'est pas signalée dans le cas des animaux et encore moins dans le cas des objets appartenant à la réalité physique, elle est le propre de l'être humain. Mais le dialogue comme tel est redevable du langage naturel qui est particulièrement ambigu. Or, l'ambiguïté et l'équivoque ne maximisent pas la communication, au contraire ils représentent des entraves dans la transmission de l'information et dans le transport de signification et de vérité. Ni la précision, ni la certitude ne sont garanties par les paroles du langage ordinaire.

Pour y remédier, Platon⁴ avait distingué entre *muthos* et *logos*, entre le discours mythologique d'une part, encre dans la fiction et redevable de l'opinion et des apparences du monde sensible et le discours dialectique d'autre part, visant la vérité éternelle du monde intelligible. Aristote⁵ est allé encore plus loin dans son combat contre les sophistes et a inventé la logique traditionnelle à partir de sa théorie du syllogisme. Mais, le problème d'une communication parfaite demeurerait encore à l'époque de Leibniz. Le philosophe allemand avait même envisagé une langue logique idéale, *Characteristica Universalis*, pour résoudre toutes les disputes entre les philosophes par un raisonnement précis à la manière dont nous calculons en mathématique⁶. Redevable de l'héritage aristotélicien, Leibniz n'a pas pu concevoir une telle logique. Mais le rêve leibnizien sera accompli par Frege⁷. Avec sa *Begriffsschrift*, le philosophe et logicien allemand a inventé à la fin du XIX^e siècle la logique bivalente contemporaine, une langue idéographique qui garantissait à ses yeux la validité des raisonnements et donc de la communication humaine.

L'invention frégréenne déclanchera par la suite l'apparition de toutes sortes de langages formels, de langues artificielles, un peu comme les champignons après la pluie, qui ont abouti entre autres aux langages de programmation et à la construction des ordinateurs. La mise en réseau des machines, ce que l'on appelle maintenant «réseau Internet», a été un véritable essor pour la communication. Avec la nouvelle révolution des *nano-objets* et objets communicants, qui est en train de s'opérer par les nano et micro-technologies, les possibilités de communication s'amplifient à l'infini. N'importe *qui* pourrait communiquer avec n'importe *quoi*. Apparemment, cette communication illimitée et généralisée offre tous les signes d'une liberté et donc d'une démocratisation totales. En réalité, l'acquiescement

⁴ Platon, *Œuvres complètes*, tr. fr. par E. Chambry, Paris, Garnier, 1964.

⁵ Aristote, *Organon*, tr. fr. J. Tricot, Paris, Vrin, 1992-1995 (1950-1962).

⁶ Leibniz, *Die Philosophischen Schriften*, 7 volumes, C.-I. Gerhardt (éd.), Berlin, 1890; Georg Olms Verlag Hildesheim, New York, 1978, vol. 7, p. 200: «Dès lors, quand surgiront des controverses, inutile d'instituer une discussion entre deux philosophes, pas plus qu'on ne le fait entre deux calculateurs. Car il suffira de prendre la plume à la main ou de s'asseoir devant les abaques et, après avoir au besoin convoqué un ami, de se dire l'un à l'autre: "Calculons!"».

⁷ Frege, *Begriffsschrift*, (1879), tr. fr. par C. Besson, *Idéographie*, Paris, Vrin, 1999.

d'une liberté et d'un pouvoir sans limites retourne contre les individus mêmes. La confusion conceptuelle et donc l'ignorance étant une des principales causes de ce danger.

Ainsi, pour le philosophe s'intéressant aux mécanismes de communication, il se pose un problème particulièrement difficile, lorsqu'il s'agit d'expliquer la communication entre les machines dites «intelligentes» et plus particulièrement le «dialogue homme-machine». Ce syntagme est consacré comme tel dans les écrits contemporains de philosophie du langage et de philosophie de l'esprit. L'expression sous-tend des significations et des conceptions assez différentes mais à partir d'un seul présupposé philosophique fort: le dialogue, tel qu'il a lieu dans le langage ordinaire entre les humains, est le meilleur critère pour rendre compte de la «pensée» voire de l'«intelligence» d'une machine ou d'un robot. Ainsi, une définition de l'intelligence humaine ou artificielle comporte une problématique bien vaste, celle du rapport corps-esprit, qui envisage le fonctionnement du dialogue comme test d'intelligence.

La question n'est pas d'évaluer la pertinence d'une telle théorie philosophique, un peu trop à la mode, en montrant de la sorte qu'il y a une intelligence de type artificielle fabriquée matériellement par l'homme et non pas créée par Dieu. Par analogie, on en conclut qu'il est de même dans le cas de l'intelligence humaine: elle serait d'origine matérielle. Cette conception envisage la possibilité de dialoguer effectivement avec les machines, mais elle puise son inspiration de préférence dans la littérature de science-fiction que dans le discours conceptuel. Elle tient donc de la fantaisie plutôt que du raisonnement.

C'est pourquoi, ce qui nous intéresse dans cette étude est de lancer une analyse critique des notions de «dialogue» et d'«intelligence» pour voir si l'on peut en tirer des définitions satisfaisantes rendant compte de la communication humaine, pas seulement de la communication entre les machines. Dans une perspective pragmatique, le dialogue présuppose de manière générale la communication et plus particulièrement l'intersubjectivité.

2. Communication et intersubjectivité

Théoriquement, il s'agit de dépasser une philosophie qui considérerait la pragmatique comme subordonnée à une théorie narrative générale (défendue par Paul Ricœur) et conférer à la pragmatique son véritable rôle d'intégrateur des théories du langage et de l'action. Ceci nous permet de considérer le rôle décisif de la *communication intersubjective* et du *dialogue* dans la constitution active des personnes.

2.1. L'intersubjectivité langagière

Dans son livre *Différence et subjectivité*, Francis Jacques⁸ entend articuler le problème du solipsisme à celui de la personne dans une approche communicationnelle. C'est pour remédier au fait que le *je* (pris en lui-même) a un caractère plutôt impersonnel

⁸ F. Jacques, *Différence et subjectivité: anthropologie d'un point de vue relationnel*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.

que personnel. Un *je* qui ne passe pas par le *tu*, qui n'est pas pensé dans la relation je-tu, c'est l'impersonnel au centre de la personne. Pour éviter cet impersonnalisme, équivalant à l'aliénation et à la dissolution de soi, il faut penser le moi à travers l'altérité en tant qu'exercice relationnel et différentiel qui commence avant la constitution du moi. Le rapport à l'autre précède l'expérience du moi, qui commence en tant qu'expérience d'un moi tragique d'abord (puisque conscient de sa mort) et ensuite moral (puisque responsable et libre).

Un des soucis de Francis Jacques est de reformuler le problème de l'identité personnelle dans la perspective ouverte par l'altérité. Ainsi, le je-tu, qui se retrouve dans ce rapport de communication, en fait le locuteur et l'interlocuteur, se définissent et se constituent en tant que personnes à travers le dialogue. Le processus est d'identification et il se réalise grâce à la parole. Cependant, parole énoncée en dialogue signifie parole adressée à autrui. Le moi se fait parce qu'il y a l'autre qui m'aide, qui contribue à l'identification. Celle-ci s'accomplit dans l'altérité, dans la différence. Le philosophe français pratique une approche communicationnelle de la personne. Par conséquent, la question du moi personnel diffère de la question classique de la subjectivité, car la subjectivité devient dans le nouveau contexte pragmatique *intersubjectivité*.

Cette redéfinition de la question de la subjectivité sous-tend une critique de tout discours subjectiviste dans le but de montrer que dans une perspective fondationnelle, le sujet est plutôt secondaire et donc dérivé de la notion de personne. Le sujet n'est pas défini par la conscience de soi, et même si celle-ci est toujours impliquée dans le développement de la personne, il ne s'ensuit pas qu'elle en constitue son essence. Ainsi, le rôle de la conscience se trouve diminué pour en faire place au langage dans un contexte d'interlocution et de communication:

La première chose à comprendre c'est que l'homme n'est pas placé parmi les autres étants comme une pomme parmi les autres pommes du panier: il est relié allocutivement et délocutivement à eux. Je dois être capable d'accueillir l'adresse ou l'interpellation d'autrui qui me dit *tu*, sous peine de ne pas être *je*. Si je suis celui auquel on se réfère en seconde personne, ce *tu* alors c'est moi. Qui pourrait le contester ? Pendant le même temps, je dois être capable de me reconnaître comme l'objet d'un discours qui me concerne à la troisième personne; ce *il* alors c'est moi. Entre les trois instances – je, tu, il – le lien est indissoluble. Le résultat est une unité structurale d'une énorme complexité: la personne⁹.

En effet, pour parvenir à construire *empiriquement* l'identité du moi, il faut satisfaire deux conditions. D'abord, je dois être capable d'exercer un ensemble de prestations communicationnelles. Ensuite, je dois intégrer les trois pôles de l'acte de communication (*moi, toi, lui*): je parle aux autres en disant «moi», les autres me parlent en me disant «toi» ou ils parlent de moi en disant «lui». Effectivement, l'identité personnelle s'opère par recouvrement des trois positions (*je, tu, il*) de l'acte de communication:

⁹ *Idem*, p. 51.

C'est parce que chacun de nous a le pouvoir de se reconnaître concurremment comme *je, tu, et il* qu'on a celui de s'identifier. Nous avons ceci de commun avec tout ce qui existe au monde, de pouvoir devenir objet de perception et de discours. Mais ma connaissance de l'autre n'est susceptible d'être dite *délocutivement* que si je suis entré *allocutivement* en relation avec lui¹⁰.

Toutefois, la communication n'est pas toujours une réussite. Un bon exemple est le processus même de constitution de la personne, qui est guetté par de nombreuses illusions d'identification personnelle générées par les aléas et les échecs communicationnels. Celles-ci sont totales ou partielles. L'illusion est totale quand le recouvrement fonctionnel n'existe pas du tout: le discours péremptoire (lorsqu'on interdit la parole de l'autre), le «discours» du timide (celui qui écoute ayant peur de parler), le susceptible (qui ne supporte pas qu'on parle de lui). L'illusion de la personne est partielle lorsque le recouvrement fonctionnel est lui-même illusoire. Il est ainsi des distorsions et des masques psychologiques de personnalité, s'expliquant par des anciennes blessures ou traumatismes psychologiques et auxquelles «nos identifications spontanées sont assujetties»¹¹.

Cette opération d'identification personnelle n'est donc jamais acquise puisque nos pratiques discursives de dialogue et de communication sont souvent vouées à l'échec: nous parlons facilement avec un interlocuteur, tandis que nous sommes dans l'impasse avec un autre. Les malentendus, les contretemps, les équivoques, les erreurs, les pièges discursifs de toutes sortes en sont des preuves quotidiennes. Retenons, pour caractériser ce parcours difficile et de longue haleine de l'identification, l'image métaphorique de Francis Jacques: l'itinéraire du voyageur. Le soi est aux aléas d'un voyage guetté par des nombreuses illusions et pièges. Le voyageur sera confronté à l'aliénation, diverse et fascinante, voire à l'imposture du moi. Et à chaque fois cette fascination est payée au prix fort d'une communication tronquée.

Mais, ces difficultés, bien plus nombreuses¹², ne mettent pas en cause le langage en tant que critère d'identification de la personne. Bien au contraire, le fait qu'il y ait des difficultés langagières de communication prouve que ce processus existe bel et bien. En effet, le moi échoue souvent et arrive parfois «à se constituer un et le même à travers tous les engagements où il est en *position* formelle ou en *place* institutionnelle de communiquer»¹³. Il importe toutefois d'affiner ce critère langagier et la question se pose de savoir quelles sont les conditions qui garantissent l'existence de la personne? Selon Francis Jacques, ces conditions se retrouvent dans le contexte pragmatique, un contexte actionnel et relationnel. C'est à ce cadre fixé par l'action que l'on va restreindre la recherche des critères et des conditions d'identité personnelle résultant de l'analyse de la communication dans le langage:

¹⁰ *Idem*, p. 62.

¹¹ *Idem*, p. 65.

¹² Cf. *idem*, p. 65-73; le philosophe fait une analyse détaillée des «illusions», des «difficultés et aléas» ou de la «précarité» de l'identification personnelle.

¹³ *Idem*, p. 77.

Le fait que je sois, constitue une réalité fluctuante qui ne se soutient et ne se décide que par l'action. Ce qu'exprime, malgré son insuffisance, la formule *ego adsum*. Le moi se découvre en réalité, ou au contraire [...] se dérobe et se dissimule dans l'activité communicative. On conçoit que cette activité puisse être compromise ou suspendue par une activité inverse de désidentification rebelle, dès que je me refuse à occuper la place où la fonction, l'institution ou la réputation m'appellent à paraître¹⁴.

La réalité du «je» est une réalité fluctuante déterminée par l'action, mettant en jeu le rapport à l'autre et alimentée par deux processus opposés: l'identification et la désidentification du moi. En tant que telle, l'expérience du moi est discursive avant d'être existentielle. Bref, le langage, l'action et le rapport à l'autre sont les éléments constitutifs de la définition de la personne. En ce sens, le langage est basé, en tant que *praxis* inter-discursive, sur une relation pratique d'un homme à un autre. Et réciproquement «une telle *praxis* est toujours langage parce qu'elle ne peut se faire sans se signifier»¹⁵.

Nous pouvons résumer l'activité langagière de constitution de l'identité personnelle par l'acquisition des compétences pragmatiques (communicatives) conférant à l'individu humain le statut de personne. Comment cela se réalise-t-il concrètement ? D'après Denis Vernant, c'est en explicitant le nouveau paradigme *dialogique* que Francis Jacques:

affirme le primat de la relation interlocutive [*primum relationis*] qui s'avère principe constitutif des interlocuteurs. Le dialogue authentique devient cet «espace logique» *a priori* dans lequel les interlocuteurs se constituent comme personnes, parviennent à construire une connaissance mutuelle et établissent de concert un rapport au monde¹⁶.

À cette démarche, typique pour les philosophes du dialogue d'orientation fondationnelle et transcendantale, Denis Vernant préfère celle de Wittgenstein, des jeux de langage inscrits dans des «formes de vie» socialement conditionnés et historiquement datés¹⁷. Ainsi passons-nous d'une distinction nette individu/personne à la définition du sujet en termes d'agent ou de co-agent grâce au processus de transaction. En effet, chez Francis Jacques, selon la métaphore du puzzle¹⁸, de la même façon que l'image est première par rapport aux fragments du puzzle, les personnes sont premières par rapport aux individus et les rapports interpersonnels sont premiers par rapport aux interactions, transactions et actions conjointes des individus. Alors que chez Denis Vernant, les transactions entre individus préparent l'acquisition du langage, le sujet étant compris en termes d'agent ou co-agent intramondain intégré à un projet de co-constitution personnelle. On passe donc d'une approche métaphysique à une conception *pragmatico-behavioriste* du dialogue qui est assez discutable.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ *Idem*, p. 142-143.

¹⁶ D. Vernant, *Du Dialogue à l'action. Études pragmatiques*, Paris, PUF, 1999, p. 93.

¹⁷ Cf. L. Wittgenstein, *Investigations philosophiques (Philosophische Untersuchungen)*, Oxford, Basil Blackwell, 1953), § 23, p. 25.

¹⁸ F. Jacques, *op. cit.*, p. 151.

2.2. Dialogue et co-constitution personnelle

Une réponse possible à la question de savoir «comment l'identification personnelle se réalise concrètement dans le contexte dialogique?», serait d'envisager le processus pragmatique de *co-constitution* des personnes, dans «les interactions langagières à partir des transactions qui leur assignent sens et finalité. Parler, c'est agir avec/contre autrui pour transformer nos mondes»¹⁹ dans un processus ouvert et ajoutons-nous, pour nous former et trans-former nous-mêmes. Le cadre de l'analyse pragmatique (actionnelle) est introduit par une définition du *dialogique* selon trois critères, trois directions principales d'analyse: la co-constitution des interlocuteurs, la co-construction des mondes et en caractérisant le dialogique comme processus ouvert, c'est-à-dire imprévisible.

Le dialogue est une expérience à laquelle participent un ou plusieurs sujets (même le monologue est un dialogue avec soi-même) où s'opère un *échange* interlocutif. Cet échange dialogique est constitutif des interlocuteurs, c'est-à-dire des sujets parlants, des personnes participant au dialogue: «dans la perspective dialogique, les interlocuteurs se constituent mutuellement dans un procès de *subjectivation* essentiellement dialogique»²⁰. Mais puisque la construction de soi-même est en même temps édification de l'autre, par l'échange et les interactions dialogiques, l'opération de constitution *mutuelle* de la personne est en fait *co-constitution* personnelle. C'est ainsi que l'enfant acquiert progressivement les capacités d'interaction communicationnelle: grâce aux transactions mère-enfant, à travers les paroles, les caresses, le jeu, l'enfant se constitue graduellement comme «personne-enfant» alors que la mère se constitue comme «personne-mère»²¹.

Bien évidemment, cette conception est contestable, car elle n'explique pas comment les enfants orphelins, qui ne participent pas à cet échange comportemental avec leur mère, acquièrent le langage et se constituent comme personnes. Mais, cette approche montre le rôle premier du dialogue par rapport au monologue et à l'écriture: «Comme parole vive échangée entre deux êtres en relation, le dialogue s'avère ontologiquement premier par rapport aux usages discursifs monologiques et à ces traces scripturaires dérivées»²². En ce sens, l'importance cruciale du dialogue est révélée par la complexité de sa définition. Rejetant l'explication prédicative, représentationnelle et structurale en faveur d'une conception relationnelle, actionnelle et processuelle, Denis Vernant propose une analyse à la fois transactionnelle et interactionnelle du dialogue, seule apte à rendre compte des relations interlocutives et assigner une finalité extra-langagière au dialogue:

¹⁹ D. Vernant, *op. cit.*, cf. la quatrième de couverture.

²⁰ *Idem*, p. 94.

²¹ Cf. par exemple, S. Laugier, «Le dialogue et l'apprentissage du langage», p. 89-90 et *passim*; l'auteur défend la théorie de Jerome Bruner (tr. fr.), *Savoir faire, savoir dire* (directement inspirée de la théorie des actes du langage de J. Austin et avec des fortes nuances behavioristes), qui s'oppose à la conception chomskienne de l'*inné* linguistique. Cette conception défend le primat de la transaction.

²² D. Vernant, *op. cit.*, p. 95.

Dans cette perspective transactionnelle, le dialogue constitue une stratégie langagière de coopération qui assure la reconnaissance mutuelle des interlocuteurs comme personnes en même temps que comme agents d'actions, communes ou conjointes, sur un monde qu'ils construisent et transforment ensemble. Ainsi la transaction a-t-elle une double dimension: *intersubjective* et intramondaine²³.

Le premier aspect de la transaction concernant les relations interpersonnelles nous offre le principal critère de co-constitution des interlocuteurs, c'est-à-dire d'identité personnelle. Concrètement, le dialogue agit à plusieurs niveaux: d'abord, au niveau cognitif; ensuite, au niveau psychologique et social; enfin, au niveau relationnel. Le niveau cognitif est celui de la connaissance et de la reconnaissance réciproque des interlocuteurs par l'ajustement de leurs états mentaux (croyances et connaissances, désirs et intentions, valeurs et interdits, sentiments et émotions). Bref, c'est à ce niveau que le dialogue opère une adaptation des connaissances, de la volonté, de la morale et de l'affectivité des interlocuteurs. Au niveau social et psychologique, interviennent des éléments du dialogue oral comme le ton ou le rythme, et des éléments corporels comme les gestes, les postures, les mimiques, les regards, *id est* toutes les règles tenant de l'art de la rhétorique. Doivent également être considérés les éléments relevant de l'éducation, de la politesse, de la courtoisie, du tact. Enfin, au niveau relationnel, intervient l'usage *allocutif/délocutif* des pronoms personnels. Les relations instaurées entre les personnes de cette façon peuvent être symétriques (Je-tu/Je-tu), asymétriques (Je-tu/Je-vous), d'opposition (nous/vous).

En conclusion, comprises comme conduites humaines fondamentales, les interactions langagières nous permettent de définir l'homme en termes dialogiques. Denis Vernant l'a bien énoncé: «“ L'Homme est signe ”, disait Peirce. On peut ajouter, toujours dans le même esprit, qu'il est parole, mieux, dialogue»²⁴. Ainsi, loin d'être un simple critère d'identité venant s'ajouter aux critères classiques (corporel et/ou mental), nous pensons que l'identification dialogique est la condition principale de constitution et de cognition de la personne, l'expression la plus riche du double rapport réunissant le corps et l'esprit. C'est grâce aux interactions langagières interpersonnelles, que nous exprimons nos douleurs ou nos joies, nos déceptions ou nos espoirs, notre conscience ou notre aliénation. De la sorte, sans clore le débat ardu, complexe et compliqué concernant l'identité personnelle, en proposant le critère langagier d'identité, nous avons au contraire souligné l'importance d'une condition à la fois ontologique (car constitutive) et épistémique (car cognitive) de la personne. Partant, chacun pourra faire siens les propos suivants: *Je parle, je pense et j'agis avec l'autre et, grâce à lui, je me fais être moi-même le même, toujours en train de m'accomplir ou de me détruire, de me faire ou de me défaire, d'être ou de ne plus être.*

Toutefois, cette position est fortement redevable au *behaviorisme*. Or, cette idéologie qui veut rendre compte de la vie mentale de l'individu (psychisme et cognition), à partir des seuls comportements observables objectivement, s'est avérée

²³ *Idem*, p. 97; nous soulignons.

²⁴ *Idem*, p. 145; nous soulignons.

déficiente. Le behaviorisme a été l'idéologie dominante pendant un demi-siècle, mais elle a échoué dans l'explication de la vie mentale des individus. Son échec a été tel, que des notions comme conscience ou esprit ont été totalement bannies du vocabulaire scientifique pendant sa période de gloire. La meilleure façon pour tester cette conception, c'est d'en évaluer ses conséquences pratiques dans le cas précis de ce que l'on appelle «intelligence artificielle» ou, à la manière cartésienne, «intelligence des machines». Ainsi pourrions-nous espérer obtenir une définition de l'intelligence à partir du test du *dialogue* homme-machine, même si par ailleurs celui-ci semble impossible.

3. L'intelligence des machines

L'intelligence est une fonction essentielle de l'esprit qui permet de saisir les relations entre les choses. Il s'agit d'une difficulté spécifique à la philosophie de l'esprit et l'association des deux questions, l'intelligence artificielle et le rapport corps/esprit, n'est pas fortuite. Elle exprime très bien le débat actuel qui fait un présupposé philosophique fort et implicite, trop souvent oublié: il s'agit de la vieille confrontation entre matérialistes et idéalistes (ou créationnistes). Si l'on arrive à construire des machines intelligentes, on montrera par ailleurs que l'esprit n'est rien d'autre qu'une forme de matière, une sorte d'entité émergente du cerveau. Ainsi, on disposera de la meilleure réfutation de toutes les conceptions spiritualistes, idéalistes, religieuses, etc. Le poids de la question est donc important, mais sa résolution semble bien difficile. Une éventuelle solution ne pourra se trouver du côté du matérialisme dur.

3.1. Descartes et la créativité dans le langage

Les controverses actuelles sous-entendent toujours la conception cartésienne de l'esprit. Un aspect particulier et intéressant de cette théorie dualiste est la capacité novatrice de l'homme dans l'emploi du langage naturel. Descartes avait conçu la théorie de l'animal comme automate, théorie mécaniciste, selon laquelle tous les comportements des animaux trouvent leur explication si l'on considère l'animal comme une machine. Mais pas l'homme ! Celui-ci aurait des compétences uniques qui ne peuvent être expliquées de manière mécaniciste. La différence essentielle entre l'homme et l'animal est le langage humain et en particulier la propension qu'a l'homme de produire, de fabriquer, de créer de nouvelles expressions, d'inventer de pensées inédites, etc. Dans un texte étonnant par sa modernité Descartes discute de l'intelligence des automates:

Et je m'étais ici particulièrement arrêté à faire voir que, s'il y avait de telles machines qui eussent les organes et la figure extérieure d'un singe ou de quelque autre animal sans raison, nous n'aurions aucun moyen pour reconnaître qu'elles ne seraient pas en tout de même nature que ces animaux; au lieu que, s'il y en avait qui eussent la ressemblance de nos corps, et imitassent autant nos actions que moralement il serait possible, nous aurions toujours deux moyens très certains pour reconnaître qu'elles ne seraient point pour cela de vrais hommes. Dont le premier

est que jamais elles ne pourraient user de paroles ni d'autres signes en les composant, comme nous faisons pour déclarer aux autres nos pensées. Car on peut bien concevoir qu'une machine soit tellement faite qu'elle profère des paroles, et même qu'elle en profère quelques-unes à propos des actions corporelles qui causeront quelque changement en ses organes, comme si on la touche en quelque endroit, qu'elle demande ce qu'on veut lui dire; si en un autre, qu'elle crie qu'on lui fait mal, et choses semblables; mais non pas qu'elle les arrange diversement pour répondre au sens de tout ce qui se dira en sa présence, ainsi que les hommes les plus hébétés peuvent faire²⁵.

En effet, l'automate ne peut pas user des signes et des paroles en les composant comme les hommes pour exprimer leurs pensées, même si par ailleurs l'automate *imiterait* parfaitement le comportement humain et arriverait à des résultats bien plus *performants* que l'homme. Sans vouloir tomber dans l'anachronisme, on pourrait traduire l'idée de Descartes en termes de communication dialogique: pour attribuer une intelligence aux machines, il faudrait s'assurer de leur propension créative dans la communication, *id est* de leur aptitude dialogique. Descartes avait bien anticipé les capacités quantitatives des machines et avait envisagé la possibilité que l'homme soit largement dépassé par leur puissance de calcul, par exemple. Les machines peuvent faire plusieurs choses aussi bien sinon mieux que les humains, en termes de performances, cependant elles n'agissent jamais par connaissance, «mais seulement par la disposition de leurs organes»²⁶. Mais, il y a bien plus chez le philosophe français. Il critique cette idée de simulation, d'imitation du comportement humain par une machine, comme étant un critère insuffisant pour rendre l'automate intelligent. Car celui-ci ne dispose pas de l'aptitude d'utiliser le langage naturel qui est spécifique à l'homme:

Car c'est une chose bien remarquable qu'il n'y a point d'hommes si hébétés et si stupides, sans excepter les insensés, qu'ils ne soient capables d'arranger ensemble diverses paroles, et d'en composer un discours par lequel ils fassent entendre leurs pensées; et qu'au contraire il n'y a point d'autre animal, tout parfait et tout heureusement né qu'il puisse être, qui fasse le semblable²⁷.

L'homme possède une faculté propre à son espèce, un type d'activité intellectuelle unique qui s'exprime dans ce que Chomsky appellera plus tard «l'aspect créateur de l'utilisation ordinaire du langage»²⁸. C'est une expression qui est utilisée comme telle par le linguiste américain et qui exprime assez bien l'idée de Descartes. Cependant, on doit préciser que Descartes n'emploie jamais le mot «créativité», mais des locutions qui lui sont équivalentes comme «innovation», «nouvelles expressions», «agencements nouveaux», «user de paroles», «composer des signes», «déclarer nos pensées», etc.

²⁵ Descartes, *Discours de la méthode*, in *Ceuvres et lettres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, p. 164-165.

²⁶ *Idem*, p. 165.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ N. Chomsky, *Cartesian Linguistics: A chapter in the history of rationalist thought*, New York, Harper and Row, 1966; tr. fr. par N. Delanoë et D. Sperber, *La Linguistique cartésienne*, Paris, Seuil, 1969, p. 20.

Il y a alors deux critères «très certains» pour distinguer entre l'intelligence d'un être humain et l'intelligence d'une machine: l'aspect innovateur de l'utilisation du langage et la diversité de l'action humaine. Ainsi, Descartes intègre dans la définition de l'intelligence l'idée d'*action*, ayant l'intuition de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui une approche pragmatique de l'intelligence. Sa notion de «force qui connaît» est une faculté active qui «s'appelle selon ses fonctions divers: entendement pur, imagination, mémoire ou sens; mais on l'appelle proprement intelligence, soit quand elle forme des nouvelles idées dans l'imagination, soit quand elle s'applique à celles qui sont déjà formées»²⁹.

Le propre de la compétence langagière novatrice de l'homme est d'entrouvrir des possibilités sans limites et de ne procéder d'aucun stimulus. Cette capacité infinie de la pensée humaine, adaptée toujours aux situations nouvelles, qui est créatrice puisqu'elle peut exprimer des idées nouvelles et former de nouveaux énoncés, représente la différence essentielle entre l'homme et l'animal ou entre l'homme et la machine. Nous disposons ainsi d'une définition intéressante de l'intelligence humaine qui dispose de trois vertus: la simplicité; la capacité de caractériser spécifiquement l'activité intellectuelle de l'homme par rapport aux animaux et aux automates; et son actualité, du fait de proposer un critère pragmatique de réalisation des machines intelligentes. Mais ce critère, transposé dans le cas des automates, s'avère tellement exigeant, qu'il nous apparaît aujourd'hui plutôt comme une limite infranchissable de construction de l'intelligence artificielle.

Cette conception va de pair chez Descartes avec une critique avant la lettre du behaviorisme. Dans une épître envoyée au marquis de Newcastle, le 23 novembre 1646, le philosophe français insiste sur plusieurs aspects concernant le langage: d'abord, le rôle crucial du langage dans la définition de l'intelligence humaine; ensuite, l'impossibilité de prouver à partir de nos comportements et de nos actions extérieures que les humains ne sont rien d'autre que des automates; enfin, la distinction existant entre les humains, d'une part et les animaux et les machines, d'autre part:

Pour ce qui est de l'entendement ou de la pensée que Montagne et quelques autres attribuent aux bêtes, je ne puis être de leur avis. [...] Enfin il n'y a aucune de nos actions extérieures, qui puissent assurer ceux qui les examinent, que notre corps n'est pas seulement une machine qui se remue de soi-même, mais qu'il y a aussi en lui une âme qui a des pensées, excepté les paroles ou autres signes faits à propos des sujets qui se présentent, sans se rapporter à aucune passion³⁰.

Selon lui, par le langage, on exprime librement sa pensée sans être déterminé par des stimuli externes. Cette force, «par laquelle nous connaissons proprement les choses, est purement spirituelle»³¹. Et puisqu'il est impossible d'expliquer en termes mécaniques l'aspect créateur de l'utilisation du langage naturel, Descartes

²⁹ Descartes, *Règles pour la direction de l'esprit*, in *Œuvres et lettres*, op. cit., p. 79.

³⁰ Cf. *Lettres choisies*, in *Œuvres et lettres*, op. cit., p. 1254-1255.

³¹ Descartes, *Règles pour la direction de l'esprit*, op. cit., p. 78.

conclut qu'il faut attribuer un esprit aux corps (humains) qui ressemblent au sien. C'est la preuve cartésienne de l'existence de ce que les philosophes appellent «les autres esprits», conséquence du dualisme corps/esprit. Pour que l'argument soit complet, il faudrait considérer ses prémices constituées par la distinction opérée antérieurement par Descartes entre l'intelligence humaine et l'intelligence des machines ou des bêtes. Mais, cette preuve demeure assez fragile.

Dès son époque, le cartésianisme a été critiqué notamment sur cet aspect défectueux: l'impossibilité de prouver l'existence «des autres esprits»³². Le fameux dualisme, la cohabitation des deux entités opposées, est devenu par la suite la cible des attaques de la part de philosophies de tout genre et notamment des matérialismes. Seulement, les critiques anti-cartésiennes ne semblent pas définitives. Ainsi que Chomsky le rappelle: «Nous pouvons difficilement nous targuer d'avoir vraiment progressé depuis le XVII^e siècle dans la caractérisation du comportement intelligent, des moyens par lesquels on l'acquiert, des principes qui le gouvernent, ou de la nature des structures qui le sous-tendent»³³. C'est parce qu'il demeure redoutable, que le dualisme cartésien est toujours visé, à l'époque contemporaine, par le fonctionnalisme, par le physicalisme et autres matérialismes. Ces positions ont donné naissance à un débat qui frise la science-fiction. Un exemple bien connu est le «dogme de l'esprit dans la machine».

3.2. *Le fantôme dans la machine*

Une réponse contemporaine possible aux difficultés posées par les conceptions dualistes et pluralistes et allant à *contrario* de la vue cartésienne serait de considérer la réduction (l'identification) de l'esprit au corps selon la position *physicaliste*. Selon cette conception, qui a quelque chose de brutal (puisqu'elle élimine la difficulté en évinçant l'entité problématique, l'esprit)³⁴, nous sommes capables d'expliquer le fonctionnement de l'esprit humain en termes exclusivement matérialistes sans pour autant adopter les versions fortes du réductionnisme, celles qui prônent l'unité des sciences. La question à laquelle se proposent de répondre les tenants du physicalisme peut se formuler de la façon suivante: «comment est-il possible qu'une entité comme un esprit exerce des pouvoirs causaux dans un monde exclusivement constitué de choses matérielles ?»³⁵.

³² Cf. P. Bayle, «Rorarius», *Dictionnaire historique et Critique*, tome IV, Q-Z, Genève, Slatkin Reprints, 1995; réimprimé d'après la cinquième édition d'Amsterdam 1740 (1697), p. 76-78 et *passim*.

³³ N. Chomsky, *op. cit.*, p. 30.

³⁴ Cf. J. C. Eccles, *Évolution du cerveau et création de la conscience*, tr. fr. par J.-M. Luccioni et E. Motzkin, Paris, Flammarion, 1994 (1992, Fayard et 1989, Sir John Eccles); p. 290: «Dans le cadre d'un darwinisme strictement matérialiste, l'existence de la conscience animale est déjà une anomalie inexplicable [...]».

³⁵ P. Ludwig, «Le corps et l'esprit», chap. X, in *La Philosophie de sciences au XX^e siècle*, Paris, Flammarion, 2000, p. 226; retenons que la façon de formuler cette question est typique pour les matérialistes durs, ils présupposent ce qu'ils contestent: «[...] un esprit [...] dans un monde exclusivement constitué de choses matérielles?».

La réponse à cette question se fait grâce à deux concepts: celui de *fonction* et de *fonctionnalisme*. De la sorte, il serait possible de défendre un dualisme, bien différent de celui de Descartes (dualisme des *substances*), appelé «dualisme des *propriétés*» et selon lequel il n'existe qu'un seul type de substances (matérielles). Seulement, un présupposé qui échappe aux tenants du physicalisme leur permet effectivement de soutenir leur conception. Ce présupposé consiste dans l'idée selon laquelle les activités (les états) mentales(aux) sont assimilé(e)s à des *propriétés* mentales, alors que les activités physiques sont assimilées à des *propriétés* physiques. Partant, on est à même de soutenir la thèse conformément à laquelle les propriétés psychologiques *surviennent* sur les propriétés physiques, sans pour autant être *identiques* entre elles. Il est bien évidemment très facile de mettre en rapport plutôt des propriétés que des activités ou des substances. De cette manière, les aspects quantitatifs et qualitatifs des activités cérébrales et mentales se trouvent amalgamés. Par conséquent, la frontière entre les propriétés mentales et les propriétés cérébrales est elle aussi effacée. De la sorte, faire «survenir» ou faire «émerger» les unes des autres n'est plus qu'un jeu de mots. Aussi sommes-nous conduits à nous interroger sur la nature des propriétés mentales.

Considérons l'état mental causé par une douleur à la suite d'une brûlure à la main droite. Lorsque l'on a la sensation de brûlure, selon l'interprétation physicaliste, il y a une correspondance entre cet état mental et un certain état du cerveau. Cette correspondance s'expliquerait, selon les fonctionnalistes, par l'identification entre les états mentaux et leurs rôles causaux. Mais, peut-on ignorer le rôle que la douleur joue pour notre psychologie, la conséquence qu'elle a pour notre vie mentale ? La réponse est négative. En effet, éprouver une sensation de brûlure à la main droite a comme conséquences, pour tous les êtres humains, la modification des autres états mentaux: la croyance selon laquelle la main droite a été brûlée, le désir de la soigner, la peur d'avoir subi une blessure grave. De même, il y a un changement de comportement (à travers les réflexes): nous retirons rapidement notre main, nous crions, nous nous lamentons. Comment expliquer ces conséquences ?

Tout d'abord, les physicalistes confondent la douleur avec la souffrance. Des études effectuées en psychologie expérimentale ont bien montré que la douleur est corporelle, physique. Par contre, la souffrance est mentale, psychologique et ne pourrait être réduite à la douleur. Ensuite, l'argument physicaliste s'appuie sur une analogie tirée de l'interprétation que l'on peut donner de la fonction dans une organisation sociale ou de la fonction biologique dans un organisme: de la même façon, on est en mesure de «distinguer la fonction psychologique de l'état de douleur, son rôle dans la vie mentale de l'individu, de la structure particulière qui se trouve occuper ce rôle au sein de cette structure physique complexe qu'est le cerveau»³⁶. Selon les fonctionnalistes, ce genre d'hypothèse serait susceptible d'expliquer un ensemble d'états mentaux entretenant des relations de causalité en identifiant ces états par leurs rôles causaux et ceci indépendamment de la nature des occupants de ces rôles.

³⁶ *Ibidem.*

Mais cette conception n'est pas en mesure de répondre à plusieurs objections. D'abord, l'analogie avec la fonction d'une organisation sociale ou avec la fonction biologique d'un organisme semble douteuse, car elle absolutise le rôle de la fonction. L'analogie est d'autant plus discutable qu'elle suppose à son tour une autre analogie, celle de l'ordinateur. Bref, on peut envisager une conception de l'esprit qui s'inspire de l'approche computationnelle³⁷. Selon cette conception, les états mentaux sont des propriétés fonctionnelles susceptibles d'être définies en tant que *rôles causaux* de propriétés structurales. En généralisant et modifiant cette idée à partir du modèle initial de l'ordinateur «les états mentaux ne correspondent plus à des rôles dans un réseau de transitions computationnelles abstraites, mais à des rôles dans un réseau de relations causales entre événements»³⁸. Comment expliquer et surtout comment accepter ces analogies ?

Pour expliciter l'analogie avec la fonction sociale dans une organisation, considérons l'exemple d'organisation d'un régiment de l'Armée française. Une telle organisation sociale possède une hiérarchie très stricte (tous ceux qui ont fait le service national s'en rappellent), une structure de pouvoir qui déterminerait les rôles et les fonctions des individus qui la composent. Tout le monde sait que le colonel, chef du régiment, n'a pas le même rôle ni les mêmes fonctions que les capitaines, chefs d'escadrons. Ces derniers exercent des fonctions différentes des adjudants, gradés ou des simples soldats. Pour que l'exercice du pouvoir puisse s'accomplir, chaque place dans la hiérarchie doit être occupée par des militaires en chair et en os et chaque fonction doit être exercée par ces mêmes militaires. De la sorte, le rôle causal de capitaine est possédé par un individu lorsqu'il exerce le pouvoir causal en criant des ordres qui seront exécutés par les grades inférieurs de la hiérarchie (adjudants, gradés ou soldats). Mais, ce rôle causal joué par le capitaine ne dépend pas nécessairement de la personne qui exerce la fonction en question. N'importe qui à sa place, disposant des mêmes aptitudes et qualifications, pourrait remplir ce rôle.

Il en est de même de l'analogie avec la fonction biologique dans un organisme humain. Prenons l'exemple bien connu du cœur humain. Celui-ci joue également un rôle causal dans l'organisme humain: il pompe du sang et assure la circulation sanguine à tous les niveaux du corps. Si nous réduisons le cœur à son rôle (de pompe) et à sa fonction (de pompage), nous pouvons envisager le remplacer par une structure physique qui respecterait le même principe. Ceci rend possible le transplant du cœur humain par un cœur artificiel, par exemple. De la sorte, l'organe en question peut être identifié par son rôle causal. De la même façon, les états mentaux pourraient être identifiés par leur rôles causaux.

Mais, c'est l'analogie avec les machines et notamment avec les ordinateurs qui a permis aux fonctionnalistes de justifier leurs thèses en distinguant de façon

³⁷ Cf. par exemple, J.-N. Missa, «De l'esprit au cerveau», in J.-F. Dortier (coord.), *Le Cerveau et la pensée. La révolution des sciences cognitives*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions, 1999, p. 138.

³⁸ Cf. P. Ludwig, *op. cit.*, p. 235.

plus rigoureuse les fonctions d'un système de sa structure matérielle³⁹. Deux ou plusieurs machines peuvent avoir des structures matérielles différentes et en même temps remplir une même fonction selon un même programme. Depuis que les ordinateurs ont été inventés⁴⁰, on a pu utiliser les mêmes programmes informatiques pour obtenir les mêmes résultats sur différentes générations d'ordinateurs constitués par des architectures distinctes d'une génération à l'autre. Mais il y a des mécanismes plus simples que les ordinateurs, tels les horloges, les montres à quartz, les cadrans solaires, les clepsydres, ayant tous la même fonction, à savoir, mesurer le temps, dire l'heure.

Le développement de l'intelligence artificielle et l'analogie avec les programmes de calcul informatique, exécutés par les microprocesseurs, ont fait naître l'idée suivante: des structures matérielles différentes peuvent exécuter des tâches équivalentes et, par conséquent, produire des états ayant des fonctions identiques (comme celle de calculer dans le cas du cerveau et du microprocesseur), mais qui remplissent leur fonction grâce à des supports matériels différents. Dans ce cas est-ce que le fonctionnalisme est vraiment «matérialiste»? La réponse est assez équivoque puisque d'une part, il décrit les productions de l'esprit comme une suite d'opérations, de choses abstraites, en se désintéressant du support matériel de la pensée. D'autre part, le fonctionnalisme dit «computationnel» n'affirme pas non plus l'autonomie de l'esprit par rapport à la matière⁴¹.

Selon Hilary Putnam⁴², l'analogie entre l'esprit et l'ordinateur nous permet de comprendre que des termes comme «penser», «se souvenir de», «comprendre», «voir», qui illustrent nos activités mentales, ne sont pas liés à une quelconque substance spirituelle. Mais ce qui importe dans notre activité mentale, c'est la forme et non pas la matière, le logiciel (*software*) et non pas le matériel (*hardware*). Partant, la question de la nature de l'esprit ne se pose plus puisque les mêmes fonctions sont satisfaites par ce qu'on décrit indifféremment en termes d'états mentaux et en termes d'états cérébraux. Une autre analogie permet à Putnam d'expliquer sa position: la constitution matérielle des clefs au niveau microscopique, n'explique pas comment telle clef peut ouvrir telle serrure. Par contre, la forme de la clef, assez indépendante de la matière qui la constitue (dans certaines limites!), justifie de manière satisfaisante le fonctionnement de la serrure. Mais de cette façon,

³⁹ J. Lacoste, *La Philosophie au XX^e siècle*, Paris, Hatier, 1988, p. 100.

⁴⁰ Un des premiers spécialistes de l'intelligence artificielle est Alan M. Turing; cf. par exemple, son article «Les ordinateurs et l'intelligence», in A. R. Anderson (sous la dir. de), *Minds and Machine*, Prentice-Hall, Inc., 1964; traduit de l'américain par Patrice Blanchard, *Pensée et machine*, Seyssel, Editions du Champ Vallon, 1983, p. 39-67.

⁴¹ J.-N. Missa, *op. cit.*, p. 138.

⁴² H. Putnam, «Philosophy and our Mental Life», *Mind, Language and Reality, Philosophical Papers*, vol. 2, Cambridge University Press, 1975, p. 291; une partie de ces idées sont reprises par le philosophe américain dans H. Putnam, *Reason, Truth and History*, Cambridge University Press, 1981, tr. fr. par A. Gerschenfeld, *Raison, vérité et histoire*, Paris, Minuit, 1984; dans le premier chapitre, le philosophe propose l'expérience de pensée «des cerveaux dans une cuve» et discute le test de Turing, p. 11-32.

l'existence d'une chose pensante, comme l'esprit, n'est plus nécessaire. Partant, il n'y aurait plus aucun risque de rencontrer des esprits ou des «fantômes dans les machines»⁴³.

L'expression, sciemment outrageuse, est introduite et popularisée par le philosophe Gilbert Ryle⁴⁴. Le philosophe anglais pense que la conception exprimée par le «dogme du fantôme dans la machine» est fautive à cause d'erreurs de catégorie. Pour mieux comprendre ce genre d'erreur, Ryle propose l'exemple suivant: un étranger visite pour la première fois l'Université d'Oxford ou de Cambridge et après avoir vu des collèges, des bibliothèques, des terrains de sports, des musées, des laboratoires et des bâtiments sportifs, il demande quand même où est l'Université. Selon Ryle,

Il faudra alors lui expliquer que l'Université n'est pas une institution supplémentaire, une adjonction aux collèges, laboratoires et bureaux qu'il a pu voir. L'Université n'est que la façon dont tout ce qu'il a vu est organisé. Voir les divers bâtiments et comprendre leur coordination, c'est voir l'Université. L'erreur de cet étranger gît dans la croyance naïve qu'il est correct de parler de Christ Church College, de la Bodléienne, du musée Ashmolean et de l'Université, comme si cette dernière était un autre membre de la classe dont les institutions déjà mentionnées sont des membres. A tort, il logeait l'Université dans la même catégorie que celle à laquelle appartiennent les autres institutions⁴⁵.

Cependant, est-ce que l'analogie vaut pour l'esprit humain? Si le fonctionnement de l'esprit humain est analogue à celui des universités britanniques, des horloges ou des ordinateurs, en ce cas, peut-il réfléchir, penser et créer? Peut-on affirmer pertinemment que les universités britanniques, les horloges et les ordinateurs sont intelligents et disposent de compétences innovatrices? Il y a dans l'anecdote de Ryle quelque chose de conceptuellement gênant, puisqu'il ne donne pas les critères permettant de rendre compte de l'activité intelligente de l'esprit. Son argument de l'«erreur de catégorie» semble retourner contre lui-même. C'est Alan Turing qui a conçu un test pertinent en ce sens.

4. Le dialogue homme-machine

Ce test fournira à tort aux philosophes du langage et de l'esprit l'idée de la possibilité du dialogue entre l'homme et la machine. Mais son analyse critique mérite toute notre attention puisque de cette manière, nous pourrions en fixer les limites et surtout en tirer une définition générale du dialogue en tant que phénomène paradigmatique de la communication humaine.

⁴³ Cf. J. Bouveresse, *La Parole malheureuse. De l'alchimie linguistique à la grammaire philosophique*, Paris, Minuit, 1971; l'auteur consacre à cette question le chapitre 9, «Le fantôme dans la machine», p. 397-470.

⁴⁴ G. Ryle, *The Concept of Mind*, 1949; tr. fr. par S. Stern-Gillet, *La Notion d'esprit*, Paris, Payot, 1978, p. 16.

⁴⁵ *Ibidem*.

4.1. Le test de Turing

C'est dans un article publié en 1950, que l'un des spécialistes des premiers ordinateurs dits «intelligents», le britannique Alan Turing, posa la question de l'aptitude des machines à «penser»: «Les machines peuvent-elles penser ?»⁴⁶. Il s'agit de faire participer une machine à un jeu ayant pour principal dessein la *simulation* ou plutôt *l'imitation* du comportement d'un interlocuteur honnête et aussi d'un menteur se faisant passer pour une femme. Si la machine réussit ce test, alors elle confirmera la théorie des fonctionnalistes selon laquelle «penser» correspond à ce jeu de l'imitation. Le jeu se joue à trois: un homme *A*, une femme *B* et un interrogateur *C* qui se trouve dans une pièce à part. Le but du jeu est, pour la personne qui interroge, de distinguer entre l'homme et la femme qui se trouvent dans la pièce voisine. Le moyen utilisé est celui des questions, posées par l'intermédiaire d'un téléscripteur, du genre: «quelle est la longueur de tes cheveux ?», «quelle est la forme de tes chaussures ?».

Ce procédé de communication évite l'identification des deux sujets à partir du ton de leurs voix. La femme *B* doit répondre sincèrement, alors que l'homme *A* peut essayer d'induire en erreur le questionneur *C*. Maintenant, si l'on substitue au locuteur *A* un ordinateur que l'on soumet au même type de questions, le test sera considéré comme un succès dans le cas où le questionneur n'arrive pas à déterminer qui est l'humain et quelle est la machine. Selon Alan Turing, ce jeu d'imitation réussi par la machine nous permet d'affirmer que l'ordinateur *pense*⁴⁷.

Hilary Putnam va encore plus loin en affirmant que si une machine réussit le «test de Turing» et si on répète le test un nombre suffisant de fois avec des interlocuteurs différents, alors on peut affirmer que la machine est *consciente*⁴⁸. Pour défendre cette position, Putnam s'attaque d'abord aux dualistes ou à toute conception qui soutiendrait que l'esprit est une réalité intrinsèque. Pour ce fait, il vise directement les théories de l'intentionnalité et de la référence: «Les images mentales et les mots pensés ne représentent pas *intrinsèquement* ce dont ils sont la représentation»⁴⁹. Plusieurs expériences de pensée, dont celle des «cerveaux dans une cuve» sont invoquées pour venir à l'aide de la conception matérialiste de l'esprit.

Supposons qu'un savant fou fasse une intervention chirurgicale sur Putnam, lui enlève le cerveau et le place dans une cuve où il peut être maintenu en vie. Ensuite, toutes les liaisons nerveuses sont reliées à un super-ordinateur qui procure à Putnam-cerveau l'illusion que tout est normal quant à la réalité extérieure ou à sa vie intérieure. L'ordinateur lui crée toutes les illusions possibles du genre, «bouger», «voir», «sentir». De la sorte, l'illusion de vivre dans le monde réel est parfaite. Mais supposons encore plus, à savoir que Putnam n'était pas le seul cerveau dans la cuve, mais que tous les êtres humains soient des cerveaux dans une cuve, branchés

⁴⁶ A. Turing, «Computing Machinery and Intelligence», *Mind*, p. 433; cf. la trad. «Les ordinateurs et l'intelligence» in A. R. Anderson (sous la dir. de), *Pensée et machine, op. cit.*, p. 39.

⁴⁷ Cf. *idem*, p. 49.

⁴⁸ H. Putnam, *Raison, vérité et histoire, op. cit.*, p. 19.

⁴⁹ *Idem*, p. 15.

à un super-ordinateur ! L'expérience de pensée de Putnam traduit assez bien l'expérience de Descartes sur le « malin génie ». Ce dernier est remplacé pour la circonstance par un super-ordinateur contrôlé par un savant fou. Ce serait certainement un monde hallucinant et cauchemardesque, mais en ce cas, se demande Hilary Putnam, pourrions-nous *dire* ou *penser* que nous sommes des cerveaux dans une cuve ? La réponse est négative. Autrement dit, nous ne pourrions rien dire ou penser de façon objective sur nous-mêmes et tous nos sentiments de subjectivité ne seraient rien d'autre que de simples illusions d'une individualité qui n'existerait pas. Ainsi, Putnam utilise la même anecdote mais pour aboutir à une conclusion anti-subjectiviste contraire à celle de Descartes⁵⁰.

Seulement, l'argument de science-fiction de Putnam n'est pas tenable devant la subjectivité de la douleur. Le philosophe américain qui semble avoir oublié l'argument du philosophe français contre le malin génie (« on ne peut pas douter qu'on doute ») ne soutiendrait plus qu'il est « un cerveau dans la cuve » à la suite d'une blessure particulièrement douloureuse ou face à une souffrance profonde. En supposant qu'un ordinateur soit doué d'une certaine conscience computationnelle, peut-il souffrir, peut-on concevoir qu'il ait des douleurs ? La douleur est douleur de *qui* ou de *quoi* ?

4.2. *Aptitude dialogique des machines*

Pour bien affiner les nombreuses critiques de l'intelligence artificielle⁵¹, il importe de tenir compte de trois critères permettant d'attribuer une forme d'intelligence à la machine: *i*) le test de la simulation comportementale; il s'agit pour la machine de jouer un même rôle que l'homme, mais selon des procédures différentes; *ii*) le test visant un comportement exclusivement langagier; le défi est celui de la simulation du comportement langagier humain, celui d'une maîtrise des mots et de signes du langage naturel; *iii*) le test ne requiert pas seulement que la machine communique, mais surtout qu'elle dialogue grâce à un échange stimulateur par questions et réponses. Ainsi, on exige de la part de la machine intelligente la capacité d'interaction avec un être humain, de la même manière que deux personnes interagissent par le langage naturel en appliquant des stratégies de dialogue. Bref, le langage naturel est invoqué ici comme critère d'intelligence artificielle avec la précision qu'il doit être conçu dans sa fonction dialogique d'interlocution⁵².

⁵⁰ Le lecteur passionné de littérature de science-fiction pourra poursuivre plus loin ce genre d'expérience de pensée chez D. Dennet, « Où suis-je ? », in *Les Vues de l'esprit. Fantaisies et réflexions sur l'être et l'âme*, Paris, InterEditions, 1987, p. 219-233; tr. fr. par Jacqueline Henry de D. Hofstadter et D. Dennett, *The Mind's I*, New York, Basic Books, 1981. Selon Dennet, on peut remplacer le corps de quelqu'un tout en gardant le cerveau dans une cuve, ensuite on peut remplacer le cerveau tout en sauvegardant sa mémoire et ses états mentaux, alors que la conscience du moi demeure. La conclusion est que le moi n'a pas d'existence mentale réelle vu que l'on peut utiliser à sa place son équivalent informatique.

⁵¹ Cf. par exemple, la critique de D. Lambert, « De l'intelligence formelle à l'intelligence artificielle », in B. Feltz et D. Lambert (éd.), *Entre le corps et l'esprit*, Liège, Mardaga, 1994, p. 105-113; cf. aussi la critique de P. Ziff, « Les sentiments des robots », in A. R. Anderson (sous la dir. de), *Pensée et machine*, op. cit., p. 135-140; cf. également K. Gunderson, « Le jeu de l'imitation », *Pensée et machine*, op. cit., p. 98-109.

⁵² D. Vernant, op. cit., p. 130-131.

En plus de ces exigences implicites chez Turing, l'ingénieur britannique impose à la machine une autre contrainte qui associe la réussite du test à l'identification du mensonge et à la découverte du sexe des interlocuteurs⁵³. Or, ces questions sont bien celles de la *créativité* (mentir c'est inventer) et de la *corporéité* de l'interlocuteur et de son rapport fondamental aux autres et au monde. Autrement dit, en termes contemporains d'intelligence artificielle, il s'agit bien du problème de l'incarnation de l'esprit, de son encrage dans la réalité, de son enracinement et de sa référence directes au monde physique. Selon certains philosophes contemporains, «seule une approche pragmatique, entendue comme théorie générale de l'action, pourra fournir les outils de cette dimension corporelle de l'esprit»⁵⁴. Nos conclusions sont plus modérées, voire sceptiques.

Si l'on respectait l'exigence de créativité imposée par Descartes au langage et les limites pragmatiques issues des interactions dialogiques interhumaines, la définition de l'intelligence aurait la forme suivante: *est intelligent l'être vivant et sensible qui pourrait comprendre les relations entre les choses, entre les événements et entre les idées, et s'exprimer dans un contexte dialogique d'interaction tout en ayant la prédisposition de créativité dans le maniement du langage naturel.*

Or, cette définition est trop contraignante, car tous les critères semblent impossibles à satisfaire par les machines informatiques actuelles (ordinateurs ou robots). Mais il suffirait d'imposer, à la Chomsky, une seule de ces conclusions, «les structures universelles et innées du langage», pour rendre la tâche impossible aux automates. Il faudrait alors alléger les requêtes cartésiennes pour espérer construire de l'intelligence artificielle. Mais aujourd'hui, il n'y a aucune solution en ce sens en dépit d'une littérature par trop abondante, fascinée par la fuite en avant de la performance et de la science-fiction plutôt que par l'analyse conceptuelle. D'où le sentiment justifié de «malaise philosophique» auquel est confronté le chercheur contemporain en quête de véritables solutions.

Ce malaise est encore plus grand en sachant que la capacité dialogique des machines est nulle alors que leur capacité de communication est illimitée, à tel point que l'on peut avoir toutes les informations sur un individu à partir de seuls outils de communication: ordinateur, téléphone mobil, vêtements intelligents, etc. C'est un aspect fondamental de l'être humain, sa liberté même qui est mise en cause par la communication, qui s'est transformée en outil de surveillance, de contrôle et de manipulation des individus. Une des causes de ce danger réside dans la confusion conceptuelle, voulue ou inconsciente, entre *dialogue* et *communication* et le test de Turing est une des principales méprises en ce sens. L'ingénieur anglais pensait que la simulation du comportement langagier humain par une machine suffirait pour imiter le comportement intelligent humain.

⁵³ Ainsi, Turing semble faire écho à la critique cartésienne de *l'imitation* des humains par les automates et reprend également le critère d'*innovation* par le biais du mensonge: préférer, mais aussi reconnaître les mensonges des interlocuteurs présuppose la capacité novatrice exigée par Descartes pour l'intelligence humaine.

⁵⁴ D. Vernant, *op. cit.*, p. 138.

Son argument est défaillant à trois niveaux conceptuels. D'abord, la simulation n'est pas l'imitation. L'acte même d'imiter quelqu'un présuppose l'intelligence, alors que la simulation est un calque analogique ou numérique sur la réalité à partir des principes bien différents de ceux qui régissent le phénomène étudié. Ensuite, le fait d'imiter le comportement implique un but behavioriste dont nous connaissons maintenant les limites. D'une part, des comportements différents peuvent être expliqués par un même état mental et d'autre part, un seul comportement peut être expliqué par des états mentaux différents. Bref, le comportement n'atteste pas la connaissance des états mentaux puisqu'il n'y a aucune corrélation nécessaire entre l'activité cérébrale et l'activité mentale du cerveau. De plus, comme la montré Descartes, *imiter* c'est un acte nécessaire mais qui n'est pas suffisant pour rendre compte de l'intelligence. Enfin, le test de Turing suggère que la relation de communication, possible entre les objets, a un même statut que la relation dialogique, possible entre les humains. D'où l'idée confuse du syntagme «dialogue homme-machine» qui implique que l'homme peut dialoguer avec les objets.

En conclusion, le fait que l'homme puisse communiquer avec un ordinateur ne change pas le statut ontologique de la machine, ne la transforme pas d'objet en être humain. Le dialogue représente un aspect particulier de la communication, mais la communication n'est pas nécessairement le dialogue. Dès lors, on ne peut plus confondre les deux notions. Par son aspect créatif et intersubjectif, le dialogue est strictement humain, alors que la communication est possible entre les objets et par extension entre les machines, mais cela ne leur accorde en rien le statut d'être subjectifs et encore moins la qualité d'êtres intelligents. Conserver et transmettre l'information ne signifie en rien créer et innover sciemment. Ainsi l'expression «dialogue homme-machine» est bien ambiguë sinon contradictoire. D'une part, la notion de dialogue correspond bien à l'homme, mais elle est inopérable pour les machines. D'autre part, la notion de communication illustre bien la relation qui peut s'instaurer entre les objets ou entre humains et machines, mais exclut du coup la possibilité du dialogue.

La métaphore des vases communicants demeure toujours d'actualité. Ce n'est pas parce que le niveau de l'eau s'établit à la même hauteur dans les vases communicants que les derniers sont intelligents. Les vases communiquent, mais ils ne dialoguent pas. L'homme peut à peine dialoguer avec ses semblables, alors qu'il dispose de tous les moyens. Mais concevoir que l'homme puisse dialoguer avec les animaux et plus encore, avec les objets, c'est tout simplement de la fiction.

POUR LA RHETORIQUE: ENTRE PRAGMATIQUE ET PRAXEOLOGIE

DENIS VERNANT*

Le XX^e siècle restera sans aucun doute comme le siècle de la communication. Il est celui qui inventa une nouvelle source de connaissances, de valeurs et de profits: l'information. Il est celui qui développa les moyens de diffusion et de traitement de l'information: presse, téléphone, radio, télévision, réseau satellitaire, câble optique, ordinateur, etc. D'où le triomphe d'une société de l'information et de la communication où il s'agit d'être «branché», «câblé», de «surfer sur la toile», de «participer au village planétaire» en «empruntant les autoroutes de l'information».

Empêcher de communiquer en rond, le philosophe traditionnel pourra stigmatiser cet éloge de la superficialité, cette auto-justification d'une technologie des échanges. Mais depuis la condamnation des sophistes par Platon que propose-t-il? Sinon d'utiliser le discours pour découvrir *la Vérité*. Par opposition au *muthos*, mythe qui vise à charmer les esprits faibles, le *logos* constitue un exercice de questionnement rationnel visant l'atteinte d'une vérité impersonnelle et éternelle. Sublime, un tel exercice, réservé au philosophe, s'adresse aux Dieux¹. À l'idéologie de la communication, on substitue le rêve irénique du philosophe idéaliste selon lequel, par un dialogue débarrassé de toute contrainte du vil besoin, du désir insatiable ou de l'intérêt mesquin, l'Homme, devenu être purement rationnel, parvient à s'accorder au Vrai, au Bien, au Juste. Ce rêve demeure celui de la plupart des philosophes du dialogue contemporain, tel Habermas qui croit pouvoir fonder les valeurs sociales sur une «situation idéale de dialogue» apte à fournir les conditions transcendantales d'un accord rationnel entre citoyens éclairés².

Une illusion semblable est partagée par les logiciens qui réduisent le discours à une unique fonction informative, constative et n'admettent pour éléments discursifs que les seules *propositions*: énoncés déclaratifs susceptibles d'être vrais ou faux. Cette «illusion descriptive», justement dénoncée par Austin³, néglige gravement les aspects passionnels et actionnels du langage. À cela s'ajoute

* Université Pierre Mendès France, UFR Sciences humaines, Dépt. Philosophie, Université Grenoble II, Denis.Vernant@upmf-grenoble.fr

¹. Platon, *Phèdre*, 273e: «Mais cette perfection [dans l'art oratoire], on ne saurait l'acquérir sans un immense labeur et, si le sage en assume la peine, ce ne sera pas pour parler aux hommes et traiter avec eux, mais pour se mettre en état, autant qu'il dépend de lui, de plaire aux Dieux par ses paroles, et de leur plaire en toute sa conduite», Paris, Garnier-Flammarion, 1964, p. 163.

². Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987.

³. John Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, col. Point, 1^{re} conf., p. 39, 1991.

une fois encore l'erreur rationaliste selon laquelle tout débat, toute discussion peuvent être tranchés par le recours aux règles d'inférence logique, que ce soient les tropes des stoïciens ou les syllogismes aristotéliens. Comme si tout homme, fût-il philosophe et/ou logicien, se réduisait à un être purement rationnel ! La recherche de la validité formelle *a priori* comme celle de la vérité matérielle *a posteriori* met en jeu des stratégies argumentatives purement rationnelles qui relèvent d'une *logique de la véridicité*⁴. Par contre, les manœuvres déployées dans les prétoires, les salons, les assemblées, les places de marché, et autres espaces composant l'agora moderne relèvent d'une *logique de la persuasion* spécifique dans laquelle tropes et syllogismes de la logique gardent rarement valeur probatoire. Chacun sait d'expérience que le sophisme de la négation de l'antécédent convainc plus que l'antique *Modus Tollens*⁵.

Idéologie communicationnelle, rêve du philosophe et illusion du logicien partagent un même présupposé: le *logocentrisme*, c'est-à-dire l'idée fallacieuse selon laquelle tout se résout dans et par le langage, l'échange d'information, la discussion rationnelle. Discours, dialogues, débats s'avèrent indispensables et importants, mais ne sont pas tout et ne sauraient valoir pour eux-mêmes. On ne communique pas pour communiquer, on ne discute pas pour discuter, mais pour agir. L'*interaction* langagière est fondamentalement *hétéronome*: elle trouve sa finalité – son sens et sa fin – dans une *transaction* extra-langagière⁶. Cette thèse, à laquelle demeurent encore rebelles de nombreux philosophes de la communication, apparaît d'une évidente trivialité dès lors que l'on considère les usages techniques et prosaïques du discours et du dialogue.

En informatique, par exemple, l'interface homme/machine, si sophistiquée et «conviviale» soit-elle, ne possède aucun sens par elle-même ; elle vise ni plus ni moins qu'à permettre l'utilisation d'un programme dédié à une tâche déterminée. Une bonne interface doit se révéler «transparente» et se faire oublier pour faciliter l'usage du logiciel et la réalisation de la tâche qui donne sens.

Dans l'industrie, l'agent commercial qui monte un dossier pour répondre à un appel d'offre met en place un dispositif discursif relativement complexe – exigeant par exemple concertation et décision de la part du service prospective, développement, production, etc. – pour emporter un marché qui remplira les carnets de commande et sauvera peut-être l'entreprise de la faillite dont la menace ce nouveau Moloch qu'est la «Mondialisation».

⁴ Nous en proposons une formalisation dans notre article: «Pour une logique dialogique de la véridicité», *Cahiers de Linguistique Française*, n° 26, Genève, p. 87-111, 2004.

⁵ Ce sophisme consiste, à partir d'un conditionnel à en nier l'antécédent pour pouvoir en détacher la négation du conséquent – Si A alors B et non A, donc non B –, alors que l'antique trope impose la négation du conséquent pour en détacher l'antécédent. Pour un exemple, cf. notre article pré-cité, p. 102.

⁶ Pour un examen des conséquences philosophiques et techniques de cette thèse, cf. notre *Du Discours à l'action*, Paris, PUF, coll. Formes sémiotiques, 1997.

On le voit sur ces deux exemples, l'exercice langagier n'est en rien gratuit, pris qu'il est dans un contexte situationnel précis et tributaire d'enjeux et d'intérêts contraignants. Philosophiquement, ceci suppose une conversion importante consistant à abandonner le logocentrisme pour concevoir l'interaction langagière, discursive, dialogique comme un simple maillon dans une chaîne d'actions extra-langagières. Pour l'essentiel, le sens ne gît pas dans le dictionnaire, mais, du mot à la phrase, de l'énoncé à l'énonciation, dans l'*utilisation* qui en est faite dans une situation donnée pour un objectif spécifié. Comme le rappelait pertinemment le dernier Wittgenstein: «Le sens de la proposition réside dans le reste de nos actions»⁷. Généralement, on n'utilise pas le langage pour contempler le monde – la *theoria* grecque – mais pour le transformer, c'est-à-dire pour agir dessus par, avec, pour ou contre autrui. La dimension non-langagière, nous nommons *transactionnelle*, comporte ainsi deux aspects: elle engage notre relation à l'autre, et elle vise un rapport au monde, au contexte, à la situation qui imposent leurs contraintes, leurs possibilités d'action⁸.

On est désormais loin de la logique standard. À côté des certitudes, il convient de faire place à l'incertain, à l'aléatoire, aux croyances, mais aussi aux émotions, passions, désirs, besoins qui régissent les agents confrontés à un problème pratique en une situation déterminée. Comme l'avait bien vu Aristote, il convient d'adjoindre à la logique formelle une *dialectique* qui traite des raisonnements simplement admissibles fondés sur des prémisses seulement acceptables ainsi qu'une *rhétorique* qui rende compte de l'usage proprement persuasif du discours. L'actualité d'Aristote réside dans le fait qu'il a bien compris que toute argumentation visait *in fine* l'action et sa rhétorique peut enrichir une *pragmatique* conçue comme analyse de l'utilisation du discours à des fins actionnelles relevant de la *praxéologie*⁹. Ainsi sa fameuse trichotomie: *ethos*, *logos* et *pathos* situe bien la triple dimension d'analyse d'un usage persuasif du discours.

1° – L'*ethos* n'a rien à voir avec ce que nous nommons *éthique* qui traite des questions morales si chères aux philosophes contemporains du dialogue. L'*ethos*, au niveau de l'interaction langagière, constitue l'image que le locuteur, l'orateur, donne de lui-même, à l'auditeur, à l'auditoire. Par le discours, le choix des termes, du registre langagier, du style, du ton, etc., mais aussi par ses fonction et position sociales, le locuteur/orateur suscite ou non la confiance de l'auditeur/auditoire, conforte ou non son autorité¹⁰. La question est de savoir qui parle et d'où il parle.

⁷. *De la Certitude*, § 229, Paris, Gallimard, coll. Tel, p. 70, 1976.

⁸. C'est ce que nous qualifions d'aspects *intersubjectif* et *intramondain*, cf. *Du Discours à l'action*, ch. V, § 4 & ch. VIII, § 3-4.

⁹. Inventée au XIX^e siècle par Alfred Espinas, la praxéologie fut notamment développée par Tadeusz Kotarbinski, cf. *The Roots of Praxiology*, Victor Alexandre ed., The International Annual of Practical Philosophy and Methodology, vol. 7, Transaction Publishers, London, 1999.

¹⁰. Sur le contrat fiduciaire cher à Greimas, cf. notre *Du Discours à l'action*, ch. IV, p. 67.

2° - La question corrélatrice est de déterminer à qui et pour qui il parle. Là importe le *pathos*, dimension intersubjective, affective de l'échange. Si la démonstration logique se déploie *a priori* et *sub specie aeternitatis*, l'argumentation rhétorique est construite par quelqu'un et s'adresse à quelqu'un d'autre, l'auditeur/l'auditoire¹¹. Cet autre constitue la cible, celui qu'il faut convaincre, persuader, donc plus ou moins charmer et séduire. La connaissance de ses besoins, désirs, croyances, préjugés, etc. devient alors cruciale.

3° - Reste le *logos*. C'est d'abord le discours qui, *medium*, autorise l'échange, le dialogue, le débat. Mais c'est surtout l'ensemble des codes et des règles sous-jacents qui permettent la compréhension mutuelle et éventuellement l'accord. Il s'agit bien entendu du code linguistique, pré-condition de tout usage du discours. Mais, surtout, sont en jeu les valeurs et les opinions implicitement partagées. La dialectique fait fond sur les opinions courantes, les préjugés enracinés et la rhétorique recense minutieusement ces «lieux communs» qui sont les lieux - *topoi* - où se construit l'accord possible. Plus fondamentalement encore, en-deçà des croyances et opinions, gît le socle des habitudes, tropismes et *formes de vie* qui déterminent le sens et commandent le partage des intentions et des projets: «Le mot "Jeu de langage" doit faire ressortir ici que le parler du langage fait partie d'une activité ou d'une forme de vie»¹². Les questions ici sont celles du quoi, du comment et du pourquoi.

Il importe ainsi de recenser les lieux communs, les formes argumentatives qui leur répondent et surtout de construire une grille d'analyse qui guidera la constitution d'un argumentaire. L'intérêt est alors de combiner description abstraite des schèmes argumentatifs et application concrète. Loin de rester abstraite et *a priori*, l'argumentation rhétorique s'inscrit dans une situation qui voit les agents multiplier les transactions pour résoudre un problème. La persuasion dépend alors de la prise en compte des besoins, désirs, positions et intérêts de chacun. C'est en cela que s'impose l'analyse praxéologique des aspects transactionnels de la question.

L'orateur peut avoir une foule pour auditoire, le locuteur peut s'adresser à plusieurs interlocuteurs, mais, avant de prononcer son discours ou d'engager la discussion, l'orateur et le locuteur eurent un premier interlocuteur: eux-mêmes. Depuis Descartes, cette réflexivité est tenue pour le fondement de toute subjectivité. Mais, en fait, elle se réduit à l'intériorisation d'un processus social. L'*intralocution* - le dialogue avec soi-même - n'est qu'intériorisation de l'interlocution. Comme l'avait bien vu Peirce: «La pensée procède toujours selon la forme d'un dialogue - un dialogue entre les différentes phases de l'*ego*»¹³. Dès lors, les schèmes rhétoriques de persuasion d'autrui fournissent aussi et d'abord les moyens de construire et structurer notre propre pensée. On mesure ici tout

¹¹. En anglais, le destinataire du message se nomme *addressee*.

¹². Wittgenstein, *Investigations philosophiques*, § 23, Paris, Gallimard, coll. Tel, p. 125, 1989.

¹³. *Collected Papers*, 4, 6, C. Hartshorne & P. Weiss (éds.), Cambridge, Mass., Harvard U.P., rééd. 1960.

l'intérêt philosophique comme psychologique d'une rhétorique bien comprise qui puisse contribuer efficacement à la construction d'une intersubjectivité dialogique¹⁴.

Le siècle de la communication fut aussi celui de la fin des absolus. Par exemple, la logique admise au début du siècle comme l'expression des «lois de l'être vrai» par son fondateur Frege a éclaté en une multitude de systèmes non compatibles¹⁵. Si désormais la vérité n'est plus une réalité spirituelle à découvrir, mais un ensemble de croyances sur lesquels on s'accorde, la rhétorique devient l'outil indispensable de toute pensée personnelle et de tout accord des esprits. C'est dans et par l'argumentation discursive que les hommes forgent leurs croyances et organisent leur coopération, positive ou négative, pour tenter d'agir sur un monde dont ils ne sont désormais plus «maîtres et possesseurs».

¹⁴. Sur les aspects philosophiques, voir l'ouvrage inaugural de Francis Jacques, *Différence et subjectivité*, Paris, Aubier, 1982.

¹⁵. Cf. M.-D. Popelard & D. Vernant, *Éléments de logique*, Paris, Seuil, coll. Mémo, n° 101, 1998.

MASS MEDIA. MODERNITY, POST MODERNITY, GLOBALIZATION

I. MAXIM DANCIU

Mass communication appeared in Europe at the end of the 15-th century and beginning of the 16-th century as a consequence of processes specific of modernity and the creation of institutions busy to make profits out of the exchange of symbolic forms, which travelled in larger spaces a longer time. The political units of Mediaeval Europe had been gradually reduced entering in a system of interference between state-nations, each claiming sovereignty upon a given territory. Changes within the social organization of the symbolic power are also to be considered together with the 16-th century spread of Protestantism, since the fragmentation of religious power was followed by an increased number of ways of knowledge and learning once the industry of printing was installed. Regular mail and printing services to spread the news deeply affected communication nets at the dawn of modern Europe. Anyway, the weekly appearance /printing/ of newspapers in the second half of the 16-th century considerably changed the bourgeois life style.

At the beginning of the 19-th century, the Medias developed other three central tendencies: a change of the mass-media industry in a large-scale commerce, the globalization of communication, the development of electronically mediated communication.

The mass media system is often associated with the concept of mass society, which generally stands for an extended organization of impersonal/ bureaucratic relations, after the decay of traditional communication forms, like social classes, ethnicity, and religion. Consequently, mass communication illustrates both modern society and the culture of industrialized modern society, since communication is addressed to an overextended audience of a heterogeneous nature, unknown to the communicator. That is how mass communication is commonly associated with mass media.

To be accurate, we shall distinguish between mass communication and mass-media: the first term covers / the practice and product supplying information and entertainment meant to cover the spare time of an unknown audience, goods produced on an industrial scale within highly industrialized corporations officially controlled and individually consumed.

On the other hand, the term mass media refers to social institutions being charged to produce and deliver knowledge based on specific rules and regulations, sending the message to a very large audience, the communicators are not familiar with, which may intercept the communication or reject it. Therefore, as Pierre

Sorlin puts it, the term mass media is frequently used, but the world of information is not a unity of perfect coherence. Nevertheless, there is a strong link between the development of information and the increase of the audience. A characteristic of mass media is their lack of predictability, the sudden quick changes where new modalities of interaction take place that are different from the traditional face-to-face interaction.

J.B. Thompson distinguishes three ways of interaction the face-to-face, the mediated interaction and the mediated cvasi-interaction. Thus, means of modern communication have eliminated physical space, and individuals may communicate without sharing the same space.

The mediated interaction comprises such forms as letter writing, telephone conversations, etc. while the mediated cvasi-interaction points to social relationships established via means of mass communication. However, here, in the frame of cvasi-interaction, which is mediated, symbolic forms are produced for an indefinite number of potential users. This explains why the face to face interaction and the mediated interaction are still associated with the dialogue, have a dialogical character, while the mediated cvasi-interaction gets closer to the monologue, and indeed becomes one.

Still, the mediated half-interaction/cvasi-interaction is a form of interaction. Individuals find themselves in a newly created social situation based on a symbolic exchange where time and space are separated as Anthony Giddens has explained using the term disembodiment as a prime modern dynamics.

Coordinating time is also the essence to control space. Therefore, once calendars have been standardized, space and place go apart. Giddens recognizes three sources of modern dynamics:

1. The separation of time and space-a condition of reaching distances in space-time.
2. The development of disembodiment mechanisms, which transfers social activity from local contexts to social relationships on a large-scale time-space distance.
3. A reflexive way to appropriate knowledge-the systematic production of knowledge leaves tradition behind.

Disembodiment mechanisms can be represented as

- a/ symbolic tokens, means of transferable interchange without taking into account the specificity of individuals or groups.
- b/ Trust or the protection against danger, security.

Knowledge or the pretended knowledge reflexively applied to social life is filtered by four groups of factors:

- a/ differential power- some groups or individuals are more capable to appropriate specialized knowledge.
- b/ the role of values-values and empiric knowledge are connected in a net of mutual influence.

- c/ the impact of unintentional consequences. Knowledge about social life surpasses the intention of people who try to change it.
- d/ The circulation of social knowledge in a double hermeneutics – knowledge reflexively applied to conditions of system reproduction deforms implicitly the situations it initially referred to.

The American sociologist Charles Horton Cooley distinguished four factors to determine the efficiency of new mass media, compared to previous time's process of communication, which are: expressivity, the permanence of the document or the conquest of time, fastness or the conquest of space, broadcast or the access of all categories of individuals. The development of mass communication does not only create new forms of interaction but also new types of action of distinctive characteristics the more general one being, according to Thomson that actions are oriented or answer to action of persons situated/ placed in far away areas in space. Thus, they are distant actions, quite common in the modern world. The <increase of multiple channels of communication and information contributed to the unpredictability of an already complex world.>

Actually, the development of mass media helped the increase of public space, which as Jurgen Habermas has noticed allow for the expression of almost all contexts multiplying the domain of local, regional public space, the international one or the literary, scientific, political sphere. Borders can be trespassed, for there is a detectable tendency to globalization. As is well known, Habermas favours the printed word, therefore, the description he makes of the bourgeois public sphere carries the traces of the classic Greek image about the public life. Fashionable circles, clubs, café houses in Paris and London were in modern Europe equivalent to the meetings in Ancient Greece's squares. That is why, Habermas disfavors radio and television broadcasts, although, he admits, these forms create new types of conversation but, they do not stand, according to him, a critical, rational debate. His conception is that of a traditional modernity, while this very model has been replaced. Indeed, a dialogue based communication has become out of a given space a non-dialogical one, and much more linked to visibility. Electronic mass media are recognized among the most efficient channels of ideological transmission, and social regulation in modern world, says James Lull. Most people in developed countries consider television more reliable than any other source of information. Mass media imagery in the routine construction of interpersonal discourses is a common social use of television.

Thompson also analyses the management of visibility in modern society, which have altered the means power is practiced.

During the 19-th and 20-th century, the management/ administration of political leader's visibility through mass media grew in importance. The development of television has recharged the importance of visibility, which is now separated from a common space. Even at the dawn of democratic systems, the press played a crucial role which in second half of the 20-th century was confiscated by television. Politicians were obliged to follow such rules of visibility.

The multiplication and broadcast of modern media have deeply changed politics, says Georges Balandier, because events may be staged without a necessary occasion. Better equipped to produce images, the government sees its efforts jeopardized due to the overuse. Therefore, it has to imagine new techniques and symbols for an attractive political drama. It goes about terms and formulas to qualify or disqualify political media, Pop art the industry of entertainment. Roger Gerard Schwartzberg declares that leaders have to adapt from now on to politics decayed through the intervention of mass media, that is to the star system in politics. Politicians become, according to the preeminence of the image, a sort of homo cathodicus, writes Jean Marie Cotteret.

This is a system where watchers can see individuals living in other parts of the world, in a process, which is not mutual. People share events taking place at long distances, being virtual witnesses, that is at the right moment they happen. But viewers cannot control the field of sight, they are forced to look in given direction. For, the field of sight is structured by mass media, nevertheless, it has represented a historical significance. Politicians must now act in a world-open Arena while viewers are given a similarly vast performance. Images can be produced everywhere and become large stores to be consulted at any time.

On the other hand, the reorganization of time and space brought about by mass media belongs to a packet of processes that have changed the world and still do so. The general term is globalization. Broadly speaking, it refers to the capacity of permanent interconnection of different parts of the world today, giving birth to an unprecedented interdependence. According to Thompson, globalization appears when:

- activities take place in an Arena which is global or almost so.
- activities are planned and organized on a global scale.
- activities imply a degree of interconnection and interdependence, so that activities in different places take each other as models.

When these actions/activities are systematic and interconnected, when they grow to include the population of the planet, we can speak of globalization. The globalization of communication in the 19-th century is a process, which first led to corporative activities on a large-scale communication. This is a transnational process issued from economic and financial interests. Among such corporations, dealing with communication are: The Time Warner Group and News Corporation. They concentrate economic and symbolic power, privately controlled, unequally spread, and able to invest massive resources in global objectives.

Three interrelated developments were of particular importance: first, the development of cable systems in growing sophistication, largely extended, which offer a vast transmission of information electronically codified. The second concerns the use of satellites for distant communication. The third development, may one be the most important are the digital methods of processing information, stocking it and recuperating information. At the same time, the material produced in a country is

internationally spread. As news is concerned, the models of dependence are inherited from international news agencies in London, Paris, New York. But, by the localized process of reception, mass media products are altered in their significance. Thompson calls the process as a stressing of symbolical distances from space-time contexts of everyday life.

Going back to globalization, James Lull underlines the fact that we still do not live in a global village. Despite the amazing technology, he says, and its area of action, we have not become one people. Standardization includes military means, techniques of publicity, dominant languages, mass media creators, tendencies in fashion, which all introduce general values and practices. Still, such political-economic-cultural influences do not cover same cultural contexts. They interact with various local conditions. Applied on a global scale, standardizing forces meet a diversity of ideologies and traditions, which produce series of heterogeneous dialogues. The same as television programs or the folk music of one society change the habits of another one, the power to broadcast information on a global scale does not necessarily lead to imitation on a national and cultural level. Consequently, although the forces of modernity have definitely changed the cultures of the world, it is not uniformity that globalizes, but rather diversity, such as we can detect forces of static tendencies together with changes. The ways people organize these cultural tones is a key to understanding modern social stability.

The american anthropologist Arjun Appardurai specifies five factors to describe the dynamics of contemporary cultural diversity. He calls these dimensions scapes and is persuaded they help avoid a homogeneous process of cultural dominance. The cultural dimensions are: ethnoscaples, technoscaples, finanscaples, mediascaples and ideoscaples, each meaning a certain movement, such as people migrating and traveling around the world, the transportation of technology out of national borders, a global transfer of money. But, instead of advocating the political-economic-cultural interests of super-powers, Appardurai claims that the relation between ethnoscaples, technoscaples and finanscaples are deeply disjunctive, imprevisible since each of these landscapes experience their own limits and challenges.

These scapes influence culture just through differences and contradictions. The technology of communication is essential to such influences, mass media rather works to expand cultural diversity than to standardize it. Thus it is more appropriate to consider globalization as a set of human flow, both material and symbolic interacting or torn apart, eventually becoming heterogeneous, and which persistently modifies the positions of social power.

Similarly, Thompson adds that tradition has become dependent on communication, as we experience it nowadays, which is a non-face-to face communication. The result is characterized by faded rituals and depersonalized processes typical of no-location.

Traditions, says Thompson, which are thus uprooted are more easily adaptable, changed and encoded by individuals who are familiar with mediated symbolic production and their distribution.

Therefore, the impact of mass media is clear. People are aware of the multitude of events taking place on Earth, which they might have ignored otherwise. So, the extension of global institutions of modernity would have been impossible without knowledge mixed up in the news.

Of course, globalization is not a one directional process. David Held takes into consideration multidimensional phenomena, the interaction of economic, political, technological, military, juridical, cultural and ecologic factors.

The increase of the number of interdependent models between states and societies can determine a higher level of changes that affect people around the world. By creating new patterns of change, globalization may weaken old political and economic structures, without necessarily offering other systems of regulation.

Consequently, late modernity-as Zygmunt Bauman asserts, - has become fluid. According to him, the solid state of modernity disgraced nomadism. Citizenship was strictly linked to settlement, and the lack of a permanent address could be a reason to be expelled from a community. However, at present we face a return of nomadism against the principles of established territory. During the liquid state of modernity, the settled majority is lead by a nomadic elite. Keeping free highways for nomadic traffic and the eliminations of customs has become now a meta-target of politics. Therefore, the global elite is shaped according to the model of absent owners. They may lead without the ordeals of management, care of people's welfare or the necessity to reform.

To make power free to flow, the world must lack borders. Any net of dense social relationships rooted in a territory appears as an obstacle to be removed. Global powers have a tendency to dismantle such nets in order to maintain their fluidity in continuous progress. A fact which very well allows them to act.

Thompson also insists on the fact that symbolic and cultural powers are more accessible than economic, political and restrictive ones.

Post modernity is based on symbolic production and the utility of media institutions, for mass media create false needs and the new forms of public control issue from the social world not from politic and economic restrictions. It is exactly what Jean Baudrillard called a system of objects.

An example is television, the first cultural medium in history which shows past artistic achievements as a patchwork of simultaneous images, departed by geography and material history, transported in modern living-rooms, in a more or less continuous flow.

The postmodernist bias to gather references concerning old styles is a main characteristic of our times. Eventually, reality is shaped to imitate the media. Nonetheless, capitalism becomes more organized once spread in geographic and market mobility.

Information a highly appreciated good. Therefore, the access to information and its control together with its processing have become extremely important for all corporations. Everyday knowledge has developed as a key-good product sold to he who offers a better price.

Learning to properly use volatility is equally important as getting time faster. The control or active interference in producing volatility means manipulating tastes and opinions, either by imposing fashion, overwhelming the market by images meant to shape volatility according to specific purposes.

Harvey says that if we eliminated from advertisements all reference to money, sex and power, not much would be left. Even more, images have become useful goods. In this perspective, post-modernity is the cultural expression of postmodernism, which is the cultural consequence of capitalism.

Finally, the family of concepts linked to postmodernism is formed of abstract constructions meant to fulfill interpretable tasks, and are not at all transparent to existing things. Therefore, when speaking about postmodernist discourse, we touch a theoretical, discursive level, which demands to be clarified. Mike Featherstone explains that journalists and cultural agents together with theoreticians invent and spread terms like postmodernism aiming to get an updated cultural profit, to handle new ideas and meanings. The theory of postmodernism attracts young people who search to shock common opinion.

It is also true that if modernity was obsessed by space, postmodernism carries the obsession of time. If we add these obsessions to the high interest shown towards the past, an analogy with psychotherapy is possible, according to Irina Stanciugelu. Freud said that unconsciousness does not get the notion of time. Our unaccomplished wishes or traumatizing events are still there in an eternal present. Maybe our postmodern epoch is a time culture submits to psychoanalysis. For it is only through analysis that we may cope with the present world and project ourselves in future. Gianni Vattimo considered post-modernism the twilight of modernism and mass media to go with it, as an infinite multiplication of images and information the origin of a phantasmatic world. It actually obliges us to reconsider modernism.

And the very case of post-modernism is to reflect upon the diversity of alternative pluralistic methods to investigate the everyday life of contemporary society. Analysis of mass media aims to attain such a perspective.

BIBLIOGRAPHY

1. Arjun Appadurai, "Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy", în M. Featherstone (ed), *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*, London, Sage, 1990
2. Georges Balandier, *Scena puterii (Le pouvoir sur scène)*, trad. rom. Oradea, Aion, 2000
3. Zigmunt Bauman, *Modernitatea lichidă*, București, Antet, 2000
4. Mihai Coman, *Introducere în sistemul mass media*, Iași, Polirom, 1999
5. Melvin L. Defleur, Sandra Ball-Rokeach, *Theories of Mass Communication*, New York, Longman Publishing Group, 1989
6. David Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Oxford, Blackwell, 1989

I. MAXIM DANCIU

7. Jürgen Hebermas, *DerPhilosophische Diskurs der Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1985
8. Jürgen Hebermas, *The Structural Transformation of the Public Sphere*, Cambridge, Polity Press, 1989
9. David Held, *Democracy and the Global Order*, Cambridge, Polity Press, 1995
10. Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, Stanford C. A., Stanford University Press, 1991
11. James Lull, *Media, Communication, Culture. A Global Approach*, New York, Columbia University Press, 1995
12. Denis Mc Quail, *Communication*, Addison Wesley Longman, Harlaw, Essex
13. Denis Mc Quail, "Mass Media", în Adam Kupper, Jessica Kupper (ed.), *The Social Science Encyclopedia*, London, Routledge, 1985
14. Pierse Sorlin, *Mass Media*, Iași, Institutul European, 2002
15. Irina Stănciugelu, *Prefixul "post" al modernității noastre*, București, Trei, 2002
16. J. B. Thompson, *Ideology and Modern Culture*, Stanford, Stanford University Press, 1990
17. J. B. Thompson, *The Media and Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1955
18. Gianni Vattimo, *Societatea transparentă*, Constanța, Pontica, 1995

EXIGENCIES OF THE CULTURAL JOURNALISM

ELENA ABRUDAN*

Key words: Cultural Journalism, Value, Literature, Painting, Music, Cinema

Special journalism may be defined as that simple journalistic *demarche* (of information, of opinion) profoundly studied in a given domain (medicine, economy, science, culture, arts). On the other hand, special journalism may be considered part of the *contiguity press* which refers to the *special press* (accomplished by experts for experts). Special journalism contains: *Press* (newspapers, radio, TV station) *dedicated to one single category of public* or to a single *domain* (feminine press, sports press, press for children, for youths) and *Leisure press* which exploits entertainment, hobby, fisherman's shop, philatelist's shop

Cultural Journalism. The cultural journalism approach is rather complex as it should take into account the journalist's and the reader's perspective upon the cultural product. We shouldn't neglect either the great importance of the author's perspective, creator of the artistic communication, or of the fact that nowadays the offer of the cultural products is very large.

Our demarche has as a stake the necessity of existence of a hypostatized interaction between the cultural product and its author, in which case the receiver becomes the co-author, creator of new significances. In this case, the cultural journalist becomes a mediator, an opinion shaper, who can open a direction in the assimilation of the cultural communication. His task is difficult because the cultural journalist must make a selection of the cultural events and also must evaluate, interpret and mediate, taking into account the audience, the target public, the probability of understanding the message and the existence of an aesthetic point of view, of some representations on the beauty norms or, even, on the emotional norms.

This last systematization is difficult to obtain in the globalization era due to the fact that cultural communication is addressed to different social groups of different ages, with different targets upon different public segments or domains: women, children, youth, automobilism, philately, fishing, sports. This great variety of the receiver's cultural product supposes the fact that it is chosen preferentially and claims a special interpretation, imposing a critical and assessable attitude. It will take into account the *aesthetical value of the cultural product* as well as the *identification value, cohesion value* and *symbolical value*.

* Babes-Bolyai University, The Faculty of Political, Administrative and Communication Sciences, abrudanelena@yahoo.com

Identification value assumes the presence of verisimilitude, everyone's possibility of retrieving himself in a story, image or emotions stirred by music.

Cohesion value may be also named a value of appurtenance to a social group, being part of a direct reality or of a desirable and contemptible one.

In the previous ages the *symbolical value* was confound with the aesthetical value, fact which has changed in the contemporary times, as the symbolical value antecedes the aesthetical value and supposes the loading of the cultural product with complex significances in regard to a social group or a human colectivity.

An *experimental value* may be manifested tangential with these values of the cultural product. This experimental value responds to the human need of escape for having breath-taking experiences and for producing new ways of socialization of the type: „I was there“, „I saw, I tasted“....

Cultural journalist must take into account another element - the *expansion of the pleasure of the game* in entertainment activities as well as in the structure of the cultural product's discourse, because the pleasure of the game is combined with the knowledge forms, emotions and feelings stirred by this pleasure of the game.

The *aesthetic value* of the cultural product constitutes an objective reality, obedient to the aesthetic norms of the given domain, which was or will be confirmed in time. It also has a subjective element because beyond the novelty or opening in the artistic plan proposed by works, they must impress, be loved and even shock, they must born emotions and feelings and build a meaning, which should situate the reader in the aesthetic domain proposed by the author. As it has been already noticed, the cultural journalism, critique of arts or artistic chronicle represent in a certain way the act of creation of the cultural product, shaping its aesthetic value. This task is difficult and supposes some exigencies.

Cultural journalism assumes a special qualification, which may be obtained in an institutional frame - faculty, courses - or through the journalist's preoccupation - self-didacticism. The newspapers which have a permanent rubric dedicated to culture also have a team which is preoccupied exclusively by this domain. The difference between the specialist and the special journalist consists in the fact that the specialist has as a target public a knowing public, while the special journalist has a public with no lore in this domain, an ignorant public.

This situation has a historic explanation: it is the reverse situation of the times when writers had invaded the newspapers for publishing their novels feuilleton (Alexander Dumas, Paul Feval, Charles Dickens, Mark Twain, Emile Zola). In time, the chronicles or the literary commentary of the text, volume, theatre performance, opera, ballet, movie which were published in special magazines - dedicated to a knowing public - were published in the newspapers - dedicated to a heterogeneous public. The most frequent example regarding this situation is literature, the most frequent subject of the cultural journalism as well.

The literary critique is practised by the critic writer (*impressionist critic*-who transmits his emotions stirred by the contact with the literary work, *dogmatic critic*-who judges the work through the ideological pattern (philosophical, aesthetical, sociological, political); critics who practise a *biographical critique*, a *stylistic*, *philosophical*,

thematic, comparative critique or critique of the literary ideas). The cultural magazines abound in such critical materials because they contribute to the maturation and launch of some critiques. The special language is the constant element of these chronicles whatsoever the style of the work may be. The text may contain literary terms which help the translation of the text or of the language of a certain domain on the basis of a reading system. In this case, critic becomes the mediator between the author and the audience and he may become anytime a special journalist.

Approaching the cultural phenomenon, the special journalist accomplishes the reception critique which supposes the approach of the work in the moment of appearance. In this case, it is not used a special language, as a simple information is stated, followed by a description and explication of the text or performance, the commentary and then the statement of the value. In other words, it is a initializing process for a non-special public, which supposes a good knowing of the domain, information about the activity and preoccupation of the author, placing his work in the literary context, avoiding the falsification of the author's message.

The critique of a performance is expressed in sentences for suggesting images, sounds, music, movements, staging. Whatever the rubric may be (music, film, theatre, varieties), the required qualities are the same for all domains: listening and vision, elaboration of the text. The description, explanation, judgement of a musical or artistical performance is more difficult to express in words while writing than to relate the same type of text in television, where the image reproduces identically the event.

Dramatic chronicle. The dramatic reviewer should have an aesthetic polyvalent culture: a specific culture for a literary traditional critic, as well as a specific one for a performance critic, able of intercepting the aesthetic visual and spectacular valences. The same principle must be applied in the case of an opera performance with the difference that the critic should evaluate the musical interpretation – the fidelity towards the score and the way in which the expression of the feelings (roused for the lyrical actors by the score) is accomplished.

The dramatic reviewer may follow up the intentions of the author in regard to the staging – the responsibility of the stage director. He is the one who imagined how to transpose the significances of the text in the actors' performance (scenery and the clothes). Director's transposition may follow faithfully the author's intentions or may present a personal interpretation, a paraphrase of the initial text which means that this is the case of another text with new psychological, aesthetic and political significances.

The reviewer of the performance writes up to the public which may have seen the performance or not and should inform the public and to explain the elements which transform the written text in a successful or unsuccessful performance. Being a reader of the dramatic work and a critic at the same time, the reviewer may express his favourable or unaspicious opinions in a reasoning discourse or he may even say in what way he will have staged the performance. He may also highlight the differences between some other performances or

between the discussed one and the referent, case in which the reviewer addresses to a knowing public, appealing to its memory; it is a public with a crystallized opinion about the text and the author. The reviewer must surprize this public with something new, thought-provoking.

Cinema chronicle. The most efficient way of writing about a movie seems to be the description, which makes possible the portrayal of the characters, the description of the main idea of the action, of the most intense moments and, of course, the actors' performance. The role of the cinema critic is much alike with the role of the dramatic and literary critic but, besides the director's vision, he should point out the technique of registering images, which becomes an independent art. According to the profundity of the analysis, it may be a simple chronicle, an informative view or a critical refference of the aesthetic and ideative value of the script, image, staging, actors' performance.

There are two elements which are responsible for the achievement of the content and style of the cinema chronicle. The movie as much as the novel is dedicated to a large public without a cultural or social homogeneity, exerting a great attraction. Nevertheless, the fact that this is a popular art does not justify the mixture of language register. A false vision about a movie may be created by the use of the expressions from the popular register, combined barbarisms or the lack of explicitness or even the simple summary of the action. In this case the reader may have a decreased interest in watching the movie.

Another topical element is the *effect of passing to the digital image*. This technique allowed to bring off exceptional movies with a lot of special effects very appreciated in the last years. *Jurassik Park*, *Matrix*, *The Lord of the Rings* are only a few movies which impressed the cinema-goers and the specialists (the last one was rewarded with Oscar). It is very important to highlight these facts in the chronicle not only for technical achievement, but also for informative reasons, as nowadays many cinema-goers watch the movie for its special effects, not for the characters, script or story, which represent the background.

Plastic critique is mostly a museum's or exhibitions' chronicle, in which the critic is pointing out some impresions and judgement values, which show the differences between beauty and kitsch, identity and imitation, original and copy. This critique transcribes the visual perception and searches the way to transfigure in words the artistic emotion generated by various manifestations of the beauty: painting, drawing, graphics, sculpture, photography, design, popular art, handicraft.

The first detail that forms the text is the *type of the publication* (which may be special or general) and the *public*. The personality of the critic, his aesthetic culture invests the narration of his lirical experience with authenticity and converts it in an urge for the reader to share this experience. We may recognize if the author of the text has an aesthetic culture by the avoidance of cliché and the ordering of the discourse, pointing out the place and role of the author and his work in the artistic context, and the use of the *main elements of the plastic language*. These elements may be stated briefly, being given the importance of knowledge and use in the argumentation of the aesthetic value.

Composition – supposes the coherent disposal of the real objects appropriate to the logic of art. While comparing the painting and the real image represented in it we may notice that the abstracted forms from reality are not copies of the objects, but plastic means; lines and diagrams of construction underlying the image so far as they contribute to the organization of the artistic product. The forms and colours are stratified along to the line strength which guides the sight, directing it towards the main points of tension of the work. The pleasure, the aesthetic impression must always precede the theoretical explanations. As in the case of music, the artist communicates himself, removing through image his state, emotions and feelings.

Material. In sculpture – the stone, the wood, the marble – the material's texture encourages or withstands to the glows of the artist. In painting – aquarelle, pastel, oil – determines the way of plastic expression, the treatment of the space, the chromatic conception. The strut requires plastic differential solutions (kitsch is the result of ignorance of the organic connection between material and form – the change of the marble with plastic or the copy of a painting in aquarelle instead of oil decomposes the solidarity between vision and material).

The line has three usages. *Outlining the represented forms. Picturing the movement* – communication of the sensation of movement through a static character. The line suggests the movement as well as the immobility; the difference between one line and the other is the gesture which gave its birth and that's why there are expressions: nervous, resteless, energetic, flabby line. The drawing (line) represents registering for eternity of the gesticulation on the canvas or paper of the artist, a transposition gesture of the vivacity or melancholy mood, the expression of pain, anger or ecstasy. *Ability of creating the feeling of unwieldiness of the represented volumes* – the ability of suggesting mass or solid bodies.

Colour. Besides the experience in the aesthetic plan, the preference for a certain colour is the mirror of our personality, which characterizes different types of temperament and personality. *The symbolical significance of the colours* contains universal and human elements, but also differential features, cultural and religious connotations (ex. The heraldic painting uses the symbolical attributes of colours and the chromatic convention of the medieval arts; Byzantine manuals for the usage of the house painters specified the chromatic scale of the clothes, faces, scenery, hair and beard of the Sacred History's characters).

Role of the light and shadow. The Renaissance's men used the *shadows* (intensity variations of colours) with the help of which different amounts of illumination may be pictured. The *value perspective* refers to the rendering the fluidity of light through the variation of the colour intensity. *Chromatic perspective* refers to the use of equally saturated colours (surface representations, simple colours being compatible with relief and profundity as in the case of Gauguin and Matisse). The depth was suggested due to the quality of colours, due to their chromatic temperature (red in the foreground and violet in the background gave the sense of tridimensional – Paul Cezanne, father of the modern painting, discovered and illustrated the *modulation*

device or *the law of the simultaneous contrast of the colours*: the complementary colours suffer a mutual intensification and through *irradiation* the bright intensity is increased together with the apparent dimensions of a light spot of colour on a dark background – stained glass window).

The *valorization advantage* refer to the possibility of picturing the profundity through the gradual shadowing of the parts of the objects which are afar to the eye of the painter; it also refer to the possibility of suggesting the quality of the represented materials through fluctuation of colour intensity of a monochromatic object (velvet, fur, brocade, but also steel and porcelain) and to the possibility of picturing different degrees of illumination in proportion to the dominant light in the painting.

The *chromatic aisle* is subdued to the intrinsic logic of the mutual relations between the colours (Matizze, Franz Marc) – the use of colour for the sake of colour (also used in the medieval Persian miniatures).

Proportion is the relation which binds together the parts and the whole and has the role of organizing the painting's space (the idea of harmony based on the *golden section* and on the proportions derived from it – a sort of mathematic formula of the beautiful).

The rhythm is a sort of syntax of the plastic discourse which confers tension and vigour to the work, a kind of spatial symmetry perceived in terms of temporal cadence. Line, colour, tone, proportions are the rhythm's factors. There is a rhythm of the volume, of painting's plans, a chromatic rhythm, of the spaces of light and shadow. The rhythmicalness of used plastic devices contributes to the achievement of an interior dynamism.

Musical critique. Being given the fact that musical communication is different from the verbal communication, it is obvious that the sense of music should be searched in its very essence, not in literary occasions or in comments that may accompany them. Nevertheless, the critic may highlight the thematic diversity or unity of the program, may appreciate the fluency of the discourse, warmth of the sound, virtuosity of the interpretation or may approach the performance from the history of music perspective. This type of critique is to be found in the special publications and refers to the classical music.

We might discuss the phenomenon of the pop music promoted by the radio stations and television. Unfortunately, DJ, critic and commentator of this music have a simplified discourse as they inform their public about the last entry, concerts and shows, pointing out the success of the sale, of the audience, hardly mentioning the novelty and originality of sound, melodic pattern or arrangement. This recipe was also adopted by the rubrics of newspapers or special magazines. A musical discourse about musical communication must contain a history about the musical genre, diversity and innovation of the expression. In this respect, we may mention the fact that rock comes of marginal environment and was promoted by successful artists, developing new styles and becoming a beloved genre of almost all kind of public. Another example would be jazz with a thrilling history and well-known singers.

Another aspect which can't be neglected concerns the *electronic music* which makes possible the processing of the coarse sounds and generation of new sounds (especially with the synthesizer).

We must also take into account the fact that the sensitiveness and the will are determined by the individual and collective ethos so that music suggests the temperament and the sensibility of a nation, the difference between the psychical structure and mentality of various people: Germanic, Slavonian, Latin American.

The most important aspect is the sincerity and impossibility of cheating the audience through the musical discourse, as it is a way of being aware of the sensibility and temperament of the author, an access path to the very essence of the author's personality so that the confidence of the votaries of music in the authenticity of the art of sounds is a consequence of the intimate nature of the musical communication.

To conclude with, the article's concern is to highlight the exigencies of the cultural journalism from the point of view of the compulsory requests of the mentioned types of chronicles and from the point of view of the author's required qualities for such texts. In this respect, some common mistakes were pointed out, which may compromise the result of this journalistic demarche. As in the case of other journalistic forms, the cultural journalism must be honest, intelligent and of good quality, restored by the journalist's interest, competence and seriousness.

BIBLIOGRAPHY

Jurnalismul cultural în actualitate, coord. Ilie Rad, Cluj-*napoca*, Tribuna, 2005.

D. Randall, *Jurnalitul universal*, Iași, Polirom, 1998.

„Jurnalism cultural” in C. Fl. Popescu, *Manual de jurnalism*, vol.2, București, Tritonic 2004, 35-160.

M. Palmer, D. Ruellan, *Jurnaliștii – vedete, scribi sau conțopiști*. București, Tritonic, 2002.

NEW MEDIA POPULISM: ANONYMOUS COMMENTS AND E-MAILING LISTS ON JOURNALS' SITES

OVIDIU PECICAN*

It's a pretty sad reality: under the pressure of radio, television and, more recently, internet journalism, the old fashioned printed on paper one is declining. Fifteen years ago, after the fall of the Communist regime, the social and political revolution was closely followed by a media revolution. From a day to another, anyone who wanted to publish a new journal or magazine gained the opportunity to do it and the national television increased dramatically the number of its broadcast hours, developing new frames and letting aside any kind of censorship. It was also the moment for a huge revival of the radio broadcasting, the national radio being accompanied by a lot of regional and private totally new broadcasts. The new media mixture was completed by the introducing on a large scale of the satellite television. As now every Romanian citizen was able to watch television the entire day and night, having access to thirty to forty Romanian and foreign broadcasts - including the main Western television as BBC, TV 5, M 6, RTL, RTL 2, sat 1, 3 sat, PRO 7, CNN, Rai 1, Rai 2, Canale 5 and so on -, after a first year of devouring the written press, step by step, the success of traditional press decreased more and more. By 1997, when the main universities and public institutions gained already access to the internet, and specially after 1998, when the mobile phones were sold in Romania at the same level as in Brazil, journals as *Romania Libera*, *Evenimentul Zilei*, *Ziua* or *Adevarul* lost hundreds of thousands of readers.

As a reaction to this unhappy fate, managerial teams of the journals tried several remedies. They diversified their offers, introducing television program supplements, organizing contests and promising good money to the most faithful readers and, after a while, creating web sites with the electronic versions of the printed edition of the journal itself. Very quick it became obvious that internet brought back a certain number of the lost readers; enough to make a try worthy. But, as we all know, the golden rule of entrepreneurship is development, not simply surviving! So, the last years marked a constant effort of those teams to improve their services, making both, sites and printed journals, more interesting and funny.

One of the fastest shared experiences was to ask comments from the readers at the end of each article. The invention was coming from outside, as almost everything linked to new technologies and mainly to internet. It was already a traditional practice on certain Western sites at the end of the 90es, as *Amazon.com* showed it. Here, after short recommendations from the publisher

concerning the quality of a book, the anonymous reader of the site was invited to express his or her own thoughts regarding the content, style or structure of the merchandise. *Amazon.com* wasn't the only site doing this, but it certainly is one of the most famous in the world. Imitating this kind of approach, Romanian journals tried just to cure themselves of starvation, following a successful example.

But to make comments on Emily Dickinson's poetry is one thing, and speak about burning realities that transform our lives right this moment is totally another one. In the first case, signing with a nickname your comment is a form of discretion and concerns your subjectivity, while in the other case, anonymity means a lack of citizen responsibility or even worse. In the times of the Communism, one of the favorite tools of the Romanian secret police (*Securitatea*) was the anonymous letter. Written as revenges by volunteer informers or even by unidentified frustrated people, very often those unsigned letters were the openings of a full range of trials, prosecutions and political discrimination. To open your journals sites to whenever might have an opinion to express is, generally speaking, a good thing, as it might be looked as a way to encourage the free opinions. But, as we keep into mind the historical background of suspicion, frustration and secret complicity with the secret police of the dictatorship regime, such a decision has long term consequences for Romanian. We still did not have a trial of the Communism and the names of the responsible for the so-called political police are still unknown, in spite of the efforts of some leading figures as the poet Mircea Dinescu or the essays authors Andrei Plesu and H.-R. Patapievici. After fifteen years of democracy we still don't have any conviction for Communist murder and repression, even if at the time of the Romanian revolution from December 1989 almost two thousands peoples were killed and other hundreds were wounded.

In the shadow of anonymity, the voices reflect old behaviors, being mean and sarcastic without arguments, writing inappropriate from the grammar point of view, accusing other people - this time with very precise identity -, using insinuation and so on. One could tell this is still useful, as you can measure the impact of an article or an author by the number of written reactions, by the debate his or her article rises or by the number of visitors of the site. This objection could seem reasonable from the quantitative prospective, but, as one of the press' functions is to educate, the damages are also to be taken into account. These side effects are concerning, in my opinion, the quality of the citizenship itself in nowadays Romania. After all, the press is known as "the fourth power in the state" mainly because is an expression of the social and political critique, being one of the loudest voices raised for helping democracy. Or, what kind of democracy is helped by continuing with other instruments - such as internet and journals web sites - the old type of public behavior characterized by gossip, non-responsibility, accuses without evidences?

There is also another aspect of this web activity involving both journalists and anonymous readers. To put the unsigned reactions on the same level of value as the signed article by the simple posting of the two on the same web page, one continuing the other, means to underestimate your own expert and to transform him or her, implicitly, in just one of the plural voices from the invisible crowd that might be right or not. It is not about making from a journalist a Superman of the day! It just means to retire him trust and to deprive him or her from the expertise. Actually, in Romania this type of procedure began previous the conceiving of the web sites of the journals, at the beginning of the 90es. First *Catavencu*, then *Academia Catavencu* – its heritor – launched the fashion of signing articles with funny nicknames. This was also a Romanian tradition coming from the second part of the XIXth century, when B. P. Hasdeu and his colleagues from the board of the political funny journal *Satyrul* did the same, pretending they are some Chinese paying a visit to Bucharest. Anyway, in the context of the 90es and after 2000, this approach seems to hide the real identity of the authors of the articles because they are afraid of assuming responsibility of the political scandals they feed. In this light, hiding the identity of the journalists seems very close to the techniques of addressing tough problems hidden under the anonymous letters in the Communist past.

Therefore, to give entire rights of expression to the unsigned comments on signed articles seems to be far from a democratic disponibility to hear critics from the other. It is more like encouraging the old style of keeping in the shadow of anonymity and in the mean time speaking loud about the problems of the day. It is, actually, more like a populist way of conceiving the mission of the press and it is not serving the true democratization and democracy.

If I was right saying that the creation of sites on the web by the journals is a consequence of their preoccupation for gathering a wider audience, than it becomes understandable why nobody seems to care in Romania about the side effects I have mentioned about. It is a fight for survival in an epoch where audio-visual media are gaining more and more power and the traditional printed journals lose it gradually. However, a certain reflexion should follow the main interest of the managerial teams from the press, as they do not act only for present purposes, but also for those concerning the future.

The solutions for the situation I have described above are complex. One might be a specific set of requirements for those who want to submit their comments on the web pages of the journals. The team of the publication has not to forget that everything appears under the title of their journal involves them also, even if they prevent the reader that his or her opinions are representatives only for him- or herself. One moderator should always be in charge with the e-mailing list, deleting the offensive or the inappropriate interventions. The moderator could also write himself comments containing the position of the board of the journal and keeping under track what happens. This wouldn't be, in my view, censorship, as the only concern of his actions should be the quality of the language and the respect for law, human dignity and rights.

BIBLIOGRAPHY

- Bauman, Zygmunt, *Globalizarea și efectele ei sociale*, București, Ed. Antet, 2000;
- Cesereanu, Ruxandra (ed.), *Curenți și tendințe în jurnalismul contemporan*, Cluj-Napoca, Ed. Limes, 2003;
- Danciu, I. Maxim, *Mass-media. Modernitate, postmodernitate, globalizare*, Cluj-Napoca, Ed. Tribuna, 2005;
- Pop, Doru, *Ochiul și corpul. Modern și postmodern în filosofia culturii vizuale*, Cluj-Napoca, Ed. Dacia, 2005;
- Rad, Ilie (ed.), *Jurnalismul cultural în actualitate*, Cluj-Napoca, Ed. Tribuna, 2005.

DEFOE'S JOURNAL OF THE PLAGUE YEAR

GÖNÜL BAKAY*

Daniel Defoe is considered to be the first political journalist and one of the greatest polemicists of all times. The great eighteenth-century writer also combined the fictional, the diaristic, and the journalistic discourses in various proportions which give a unique specificity to his writing. His *Journal of the Plague Year* is an excellent sample in this respect.

Defoe was led to write a work on the plague following the terrible spread of the disease in France in 1721. After publishing his *Due Preparations for the Plague* in 8 February 1722, he published his *Journal of the Plague Year* on the 7th March of the same year. The disease had caused great excitement and dread in England also and the people were wondering what they would do if one day they would be forced to face such a calamity and whether there was a religious meaning behind all. In his *Due Preparations for The Plague*, Defoe showed the plague as a punishment for the immorality of the people and recommended ways of saving the soul as well as the body, (Novak, 604); whereas in his *Journal*, he aimed to portray in great detail the city of London seized by this terrible disease that altered completely the peaceful life of the citizens. Defoe's intention in writing two books was a matter of speculation. Since he was in the government pay, it might be assumed that he wanted to try something in support of the government's unpopular embargo on trade with plague stricken countries. This embargo act was passed in December 1721.

Defoe's *Journal of the Plague Year* owes a lot to the "Review", the periodical which he founded and made famous. Both in style and in his manner of collecting facts, a lot of similarities can be seen between the two. One common point between "The Review" and the "Journal" is that both address the middle classes. The authorial intent focuses on the traders and the aspiring middle classes. The narrator of the "Journal" is also from middle class, he is a saddler who has no family. As a genuine representative of the middle classes and the merchants, he cannot leave the city nor leave his business.

Until recently, Defoe's *Journal of the Plague Year* attracted little attention from the critics; most of them blaming the work for its lack of accurate detail and historic value. However some more recent examinations of this work point to its value in terms of detail accuracy and historical merit as the *Journal* is a very successful description of London in the early eighteenth century. According to Austin Flanders, "it is Defoe's triumph in the *Journal* to have captured the essence of the psychological experience of urban life under circumstances of composition which could easily have produced merely ephemeral journalism" (Flanders, 329).

* Turkey

Defoe wanted to write his piece in the form of a journal. It was going to be the account of the plague and he would record the changes and the reactions of the people day by day. The lists he gives and the chapter headings also show a striking journalistic form. When writing his work in this form, Defoe faced several difficulties. Usually journalists write about current events and show people's and their own reactions to these events. Here the case was different; Defoe was going to record the event fifty years after it had taken place and to capture the feeling of similitude was quite difficult. There was another handicap: the Great Fire of 1666. Or in order to write in the journalistic form Defoe had to give accurate topographical detail. Many churches, alleys had been destroyed by the fire and the city had a completely different look.

It is probable as Defoe scholars have pointed out that Defoe had recorded the anecdotes told by his uncle and altered them a bit. The author was only five years old at the time of the plague and so it is very unlikely that he would remember much from this event. Defoe recounts how coins received in exchange for merchandise were dipped in vinegar before anyone would handle them. Novak observes that a child could remember events such as these but not much else about the details concerning the plague.

The narrator has an important role to play in *A Journal of the Plague Year*. Most likely, H.F.; the narrator was modelled upon Defoe's uncle, Henry Foe, a saddler living in London at the time of the plague. It is also probable that he told his nephew stories about the plague. As Schonhorn accurately observes, "we are always aware of the steady, moderate tolerant mind behind the journalistic presentation." (Bloom, 67). The narrator is presented to us as H.F., a saddler, and the journal is based on his memories. Defoe, very often aimed to distance himself from his narrators: As John F. Burke observes: "the saddler is a bachelor and an Anglican, whereas Defoe was a married man with children and a Presbyterian." (Bloom, 178). The saddler supports the Whigs and displays a journalist's curiosity to stay in London at such a time. He rejects Turkish predestinarianism and passivity. According to him, God did not will evil, he only permitted it. And therefore "he is only responsible indirectly of it all" (Bloom, 180). The reason for the narrator's optimism resides in his Christian faith (Bloom, 182). The saddler describes not only chaos and disorder but people united in face of disaster in order to devise ingenious ways of dealing with the calamity. As Richetti observes: "the saddler becomes a pure and disinterested intelligence who has earned the right by staying in the middle of disorder to claim the rewards of order around him" (Richetti, 238).

Defoe's object in writing the journal was, in Bastian's opinion: "to pass off the journal at its face value as a genuine record of the plague, able to stand the scrutiny of those who could themselves recall those days" (Bloom, 59). How could Defoe succeed in giving a journalistic tone to his book? First of all, he created the narrator, one H. F. Saddler, who supposedly had taken notes of the plague as it occurred and later assembled the journal in its final form.

One way in which Defoe's strategy resembles journalism is his citing numbers and statistics. For example he gives the numbers of the dead indicating that there was a weekly rise from 71 dead people in the first week to 145 dead, and then the toll of the disease rose to 228. He also keeps very precise weekly records for several neighbourhoods of London: Algate (14, 34, 65 dead people), Stepny (33, 58, 75 dead people), and finally White Chapel (21, 48, 79 dead people).

There are several other points that make this text resemble journalistic texts of the eighteenth century. Defoe's *Journal* exists because of its capacity to transfer to its readers the excitement of the people's fight and struggle to exist in spite of very difficult conditions.

Defoe gives the readers the sense of the present by recounting various incidents. He likes to cite exact places and names. This gives more authenticity to the various tales and anecdotes introduced in the *Journal*. Also the journalistic technique of keeping the readers in suspense is used here. Defoe tells the story in the manner of a journalist recounting the adventures of the two brothers and their friend day by day. Defoe's story about the two brothers and the joiner gives the book a feeling of verisimilitude. The author gives examples from the middle classes: an old soldier, a biscuit maker, a salesman, and the joiner. John, one of the brothers, says: "Brother I am in a difficult position here. I am of the same mind with the lepers of Salmaria. If we stay here we are sure to die. I mean especially as you and I are situated, without a dwelling house of our own, and without a lodging in any body else's. There is no lying in the street at such a time as this. We had as good go into the dead cart at once. Therefore I say, if we stay here, we are sure to die. And if we go away, we can but die, I am resolved to be gone" (126).

Defoe also recounts how the travellers had problems with the constable. The author examines the issue and indicates how difficult it can be for the man of law to apply the laws when individuals in this position are torn between the feelings of compassion and the desire for self preservation. In the talk between one member of this triangle, John, and the constable the difficulty is clearly seen. "John, 'We have a right to seek our own safety as well as you, you may see we are flying for our lives and it's very unchristian and unjust to stop us'. Constable 'You may go back from where you came. We do not hinder you from that.' John, 'It is a stronger enemy than you that keeps us from doing that. Or else, we should not have come hither' (231). Another intention of Defoe's in including the story of the three men was to stress the moral lesson of the story. The writer observes: "I come back to my three men. Their story has a moral in appearance of it and their whole conduct and that of some who they joined with is a pattern for all men to follow or women either, if ever such a time comes again; and if there was no other end in recording it, I think this is a very just one, whether my account be exactly according to fact or no" (205).

Defoe approached middle class people and the traders as the new leaders of the English Society. For him the economic consequences of the plague were very important "The fear of economic collapse, both personal and social was ever –

present in the minds of eighteenth century businessman and speculators" (Flanders, 337). The author observes. "All trades being stop employment ceased; the labour, and by that, the bread of the Poor were cut off" (95). The narrator continues. "The Masters of those perhaps might live upon their substance, but the traders were universally at a stop, and consequently, all their workmen discharged." (95). The suffering and the inventory of all the deprivation caused by the plague is extremely impressive.

All Families retrenched their living as much as possible, as well those that fled , as those that stayed; so that an innumerable Multitude of footmen, serving men, shop keepers, Journey - men Merchants-Book -keepers , and such Sort of People and especially poor maid servants were turned off and left friendless and Helpless without employment , and without Habitation. And this was really a dismal Article. (95)

So the *Journal of the Plague Year* is also a journal of the merchants and tradesmen and how they dealt with their business problems at the time of plague. The narrator's telling the event of the waterman is an incident like this. Besides, all the frightening events of the plague, Defoe was concerned with the running of trade at such a time. These were practical matters that interested the middle classes. So the book does not only relate the devastating events but the difficulties of doing business. The narrator asks the waterman:

How can you get money as a waterman? Does anybody go by water these times?" The waterman points to the 8 or 10 ships entered and observes all those ships had families on board of their merchants and owners and such like, who have locked themselves up and live on board, close shut-in, for fear of the infection; and I tend on them to fetch things for them, carry letters, and do what is absolutely necessary, that they may not be obliged to come on shore. (180)

He also adds a lot of details about the difficulties of everyday life during the plague:

but you do not understand me right. I do not buy provision for them here. I row up to Greenwich and buy fresh meat there. Sometimes I go down the river to Woolwich and buy there. Then I go to single farm houses on the Kentish side, where I am known and buy fowls and eggs and butter. (181)

Defoe's *Journal* also resembles the periodical press accounts because it contains sensational news that the public enjoyed. For example, the story of the man whose wife is pregnant but cannot find a doctor or a midwife to deliver the baby is one of these. In the end, the poor man is forced to deliver the baby himself but both his wife and the baby die. The next day he is found with his dead wife in his hands and he dies in a few hours himself.

Also the baby who is found suckling at the breasts of the already dead mother is another example of a sensational and moving piece of news. The narrator comments that the mother-child case constituted the most serious problem. He adds: "Usually the pregnant mothers could not find the money to engage competent midwives and could find only unskilled women who could not perform the job. As the narrator observes: "Children without number were, I might say, murdered by the some but a more justified ignorance, pretending they would save the mother whatever became of the child" (195).

Some of the scenes described by Defoe would appeal to readers who had a taste for the Gothic. The horror of the dead bodies falling from the cart is one of these:

The cart had in it 16 or 17 bodies, some were rapt up in linen sheets, some in rugs, some little other than naked, or so loose that what covering they had, fell from them in the shooting out of the cart, and they fell quite naked among the rest; but the matter was not much to them, or the indecency much to anyone else, seeing they were all dead, and were to be huddled together into the common grave of mankind. (25)

His description of the pit for dead bodies is another example to the sensational news one often encounters in the newspapers that easily attracts the attention of the reader:

It was about the 10th of September, that my curiosity led or rather drove me to go and see this Pit again , when there had been nearly 400 people buried in it. ; and I was not content to see it in the day- time, as I had before ; for there would have been nothing to have seen, but the loose Earth; for all the bodies that were thrown in, were immediately covered with earth, by those they called the Buryers which at other times were called the Bearers; but I resolved to go in the night to see some of them thrown in. (60)

Defoe's aim in writing his book in the journalistic style was both to instruct and inform. So, in his narrator's words, Defoe aimed to instruct the population against the spread of the plague. He thought that if he could instruct the public about certain measures they could apply against the spread of the plague, then in the future years, the plague struck again, this time England, then the public would know how to handle the situation better.

It may be proper to ask here how long it may be supposed men might have the seeds of the contagion in them before it discovered itself in this fatal manner, and how long they might go about seemingly whole, and yet be contagious to all that come near them... The opinion of the physicians abroad seems to be that it may lie dormant in the spirits or in the blood-vessels, a very considerable time. (334)

Defoe gives more authenticity to his work by listing in detail the orders published by the lord mayor. Here are some examples:

1) Examiners be appointed in every parish, 2) Watchman 3) The examiner's officers (these examiners be sworn by the eldersmen to inquire and from time to time what houses in very parish be visited and what persons be sick, and what disease etc.

Watchman: That to every infected house, there be appointed two watchmen, one for every day and the other for the night. (65)

There were also laws concerning the people that examined the diseased bodies such as searchers, surgeons, nurse-keepers. Defoe also listed these rules concerning this very important staff:

if any nurse-keeper shall remove herself out of any infected house before 28 days after the disease of any person dying of the infection, the house to which the said nurse-keeper doth so remove herself shall be shut up until the said 28 days be expired. (67)

Then Defoe listed the orders concerning infected houses and the persons sick with the plague, which again gave the work a striking feeling of authenticity:

1. Notice to be given of the sickness:

The master of every house as soon as anyone in the house complained, either of botch or purple, or swelling in any part of his body, or falled otherwise dangerously sick without apparent cause of some other disease, shall give knowledge thereof to the examiner of health within two hours after the said sign shall appear. (67).

Then there were many rules concerning the shutting up of the house, the burial of the dead, the necessity that every infected house be marked, and every visited house be watched, etc.

Defoe was one of the advocates for women's right, although he did not support equality of women on all issues. For him the most important issue was survival. So, he admired women who could survive under most adverse conditions. "It is indeed to be observed that the women were in all these calamities the most rash, fearless and desperate creatures, and as there were vast numbers" (87).

Again in order to give authenticity to his work, Defoe gives specific details to the stories of his characters giving the precise names of people and small neighbourhoods such as St. Giles -in- the- Fields, Cripplegate, Stepney, Rotherhithe, etc. .

The difficulties faced by the English people in commuting from one place to another are also given in the book by relating the text to the supposedly real people The constables and their watchmen kept them off at a distance and parleyed with them:

From the river they travelled towards the forest, but when they came to Walthamstow the people of that town denied to admit them, as was the case everywhere. The constables and their watchmen kept them off at a distance and parleyed with them (136).

As John Richetti observes, "the book is concerned with the intrusion of natural disorder called the plague and what the saddler leads us to fear is the dominance of disorder." (234) The narrator creates his own order in face of chaos. The narrator has to stay there so that we can have a book to read. Richetti again accurately observes this kind of first person narrator gives the work a journalistic form: "The sheer necessity of wanting and having this kind of first person observer (in events, yet outside them) involves not just journalistic efficiency but a fundamentally superior self that can participate in the world with involvement but without loss" (236). Among Defoe's other narratives, "the journal arose to see that the self does not resist to disorder as to exploit it create its own order (Ricetti, 236). After describing the horror felt at the plague, the journalistic-like record allows one to understand better how people face the horrifying conditions of an overwhelming epidemic, such as the plague.

Defoe's one intention in writing *A Journal of the Plague Year* was to make money with a text that deftly combined fictional and journalistic characteristics. He aimed to use phrases that both attracted attention and kept the interest of the readers alive: "Mothers murdering their own children", "Infants sucking the breast of their dead mothers" (97). Or: "A man stark dead, his jaw fallen, his eyes open in a most frightful posture" (62).

As Frank Ellis observes if the plague had reached London in 1722, *A Journal of the Plague Year* would sell very well but a second edition of the plague year was not published until 1754, a generation after Defoe's death. And the work did not get a canonical status until more than 200 years after the author's death. He comments that one of the weaknesses of the book is the endless class of repetition indicators. Ellis divides these repetitions into three groups. There are those referring to future events; "of which in its place, of which I shall speak presently" (Defoe 18) "of this I shall speak by itself" (Defoe 125), "and I shall observe by and by" (Defoe, 44), etc. Then there are those referring to past events; "as has been said", (168), "as I have said", "as I mentioned above", "as I have observed". The third type of repetition appears in the sections where Defoe mentions the medicines that should be taken against the plague.

Frank Ellis stresses that it is Defoe's captivating style that keeps the attention of the reader. And the book survives because it is an excellent tragic comedy.

Of course, Defoe's *Journal of the Plague Year* is also very important from the topographic point of view. As many other surveys and maps created immediately after the Fire, the journal recovers the London that was lost. The *Journal's* London is not a chaotic place but a carefully mapped territory. Street names give familiarity to unknown spaces. It is how we get to know a place. With

the fire, many signs were destroyed and the new city rebuilt after the fire was very different from the old one. The raised streets were widened or straightened, not obliterated (Ellis, 58). Defoe aimed to reconstruct, in his writing, his city as it used to be before the plague. What he set up to do was very difficult because "Parish boundaries had been revised, theatres rebuilt and churches destroyed; some temporary names applied descriptively had gone out of fashion, as others had come into use" (Bloom 59). The *Journal* is preoccupied with the existence, recognition and creation of tokens of reliable signs at a time when the plague and the fire had destroyed every sign of recognition in the city, leaving a place of chaos. Empty, desolate streets signify the plague, the emptiness, the awaiting danger. Schanhorn observes: "Perhaps I should not overestimate the problem facing Defoe, as he distinguished from his reader the older, plague ridden London from the eighteenth century city. But although no comprehensive scheme of improvement was carried out at the time and streets were rebuilt for the most part on their old sites, yet they were rebuilt as streets with some definite line of frontage and not as footways to and from individual houses" (Schanhorn, 58, in H.A. Harlev, *A Dictionary of London*, 1918). It was not easy for Defoe to give a topographically accurate account of the city of London. Critics have rightfully observed that even with a London map before him, together with his accurate acquaintance of the town, Defoe should have had little trouble in evolving his history. But the case of Defoe's journalistic and fictional account of the plague is more complex.

As H.A. Harlev's chronicle notes, the streets and their buildings were no longer structures of familiar space but markers of emptiness. Whole streets seem to be desolated and not to be shut up only, but to be emptied of their inhabitants. Doors were left open, windows stood shuttering with the wind in empty houses for want of people to shut them (171). As the author observes H.F. cannot bear to contain himself in his own safe house; he continually springs out into the streets, roaming for sights, signs, knowledge much as he often comments the shutting up of houses, he cannot bear the thoughts of others contained, no matter how practically or conceptually threatening their release (16).

Paul Slack observes that while no one would cite it as a source material, *A Journal of the Plague Year*, is an original and profound inquiry into the social consequences of plague and of sanitary measures adopted against it" (337). To conclude, we can say that Defoe's *Journal of the Plague Year* is still read today with enthusiasm, because of topographical knowledge it gives about London before the Plague, because it deals with the primary feelings of fear, anxiety and distress and also because it describes in a very humane way the strength and unity of the English People in their determination to overcome this calamity. The *Journal of the Plague Year* is an excellent combination of the diaristic, the journalistic, and the fictional discourse and it shows the fruitful versatility of the modern periodical style.

BIBLIOGRAPHY

- Defoe, Daniel. *The Journal of the Plague Year* New York: The New American Libraray of World Literature, 1960.
- Backsheider, Paula R. *Daniel Defoe, His Life*, Baltimore, London: The John Hopkins UP, 1989.
- Bloom, Herold.(ed.). *Daniel Defoe* London. Chelsea House Publishers, 1987.
- Ellis, Frank Hale (ed.). *Twentieth-Century Interpretations of 'Robinson Crusoe': A Collection of Critical Essays*.London: Prentice Hall, 1969.
- Flanders, W.Austin. "Defoe's Journal of The Plague Year and The Modern Urban Experience" *The Centennial Review* 16 (1972) 328-348.
- Mc.Neil, David. "A Journal of the Plague Year: Defoe and Claustrophobia" *Southern Review* 16 (1983) 374-83.
- Novak, Maximilien E. *Daniel Defoe, Master of Fictions* Oxford: Oxford UP, 2001.
- Richetti, John J. *Defoe's Narratives* Oxford: Clarendon Press, 1975.
- Starr, George A. *Defoe and Spiritual Autobiography*. Princeton, Princeton UP, 1965.
- Terence, Ranger and Paul Slack. *Epidemics and Ideas: Essays on the Historical Perception of Pestilence*. Cambridge: Cambridge UP, 1992.

LE MESSAGE PUBLICITAIRE DANS L'ENJEU DE LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE

ANDREEA MOGOȘ

Le phénomène de la globalisation est étroitement entremêlé avec la consommation des produits étrangers et, par conséquent, la publicité de ces produits est devenue quotidienne. Par contre, chaque fois une incompatibilité du message publicitaire avec le nouveau médium culturel est durement condamnée par le public.

A l'époque où l'opérateur de téléphonie mobile Orange est entrée sur le marché roumain le message verbal de bienvenue était formulé au 2^{ème} personne singulier. La grande majorité des clients a perçu le tutoiement plus comme une manque de politesse et moins comme surpasser les limites du formel. Même si l'anglais ne fait pas la différence entre le tutoiement et vouvoiement, en roumain, comme en français, le passage entre les deux est basé sur des éléments solides de familiarité. Les publicitaires doivent tenir compte de ces particularités en concevant leurs messages.

L'article ci présent est conçu comme une incursion dans le mécanisme de machine à faire illusions, une incursion qui apporte des éclaircissements sur les particularités de la translation du message publicitaire entre les différents enjeux culturelles.

Ne tenir pas compte des facteurs extérieurs lesquels influencent ce message signifie parfois faillir vendre au potentiel client ou consommateur. On va insister moins sur les dimensions économique et idéologique, en soulignant l'influence des facteurs culturels.

La dimension culturelle a une composante socioculturelle (reliée à la religion, aux traditions, aux attitudes raciales, au nationalisme et au comportement du consommateur) et une composante juridique (appliquée aux produits interdits à la publicité ou aux messages publicitaires interdits¹). En France, la Loi Evin stipule l'usage exclusif de français dans la publicité, en temps que en les Emirats Arabes est interdit de montrer parties du corps féminin ou le corps entier, sauf le visage.

Les grandes compagnies ont développé des attitudes différentes par rapport au pays d'origine de la campagne publicitaire². L'approche *ethnocentriste* est étroitement liée au contexte originel et présuppose un minimum d'adaptation du message. D'autre côté, l'approche *polycentriste* a pour objectif intégrer le spécifique culturel de chaque pays (des marchés ciblés) en adaptant le mieux les messages

¹ de la publicité fautive ou comparative

² après Y. Wind, S. Douglas, H. Perlmutter - *Guide lines for developing international market strategies*, en *Journal of Marketing*, 1973, p.82

publicitaires. Les campagnes *régionales* sont encore plus ciblées. Au contraire, l'approche *globale* ne tient pas compte des frontières et différences culturelles, en concevant des messages universels.

La dernière est devenue très populaire dans les années '80 parmi les chercheurs de la publicité (Lewitt, 1983). La prémisse du monde vu comme une seule marché commune montrant seulement des valeurs superficiels a mené à une stratégie de marketing et publicité standardise. Les deux grandes avantages de l'approche global sont les économies au niveau de dépenses et la capacité d'offrir une image unitaire de marque ou produit.

L'idée derrière le concept du «marketing standardisé» est qu'un message codé dans une culture soit décodé dans une autre culture. Mais cette idée a été rapidement conteste et prouvée inefficente (Woods, 1985), car des majeures différences culturelles identifiés empêchaient une décodification adéquate des messages publicitaires.

Les pièges de la traduction lexicale

Les problèmes liés à la traduction du message publicitaire sont présentes en deux circonstances: la traduction lexicale et la «traduction» des concepts, la référence défectueuse aux mythes ou la méconnaissance des différentes connotations du même objet dans des contextes culturels différentes.

Par conséquent, le rôle de la traduction est de donner au discours une équivalence *culturellement pertinente*³.

Les erreurs en matière de traduction des textes publicitaires mais aussi des slogans et des marques sont nombreuses et ils glissent de vulgaire au hilare.

La traduction en chinois du nom Coca-Cola était *Ke-kou-ke-la* car il se rassemblait phonétiquement à l'originel, mais le sens de ces sons était "jument remplie avec de la cire". La marque concurrente - Pepsi - a gaffé sur le même marché chinois, où le slogan "Pepsi Brings you back to Life"⁴ est devenu en chinois "Pepsi ramène tes ancêtres de leurs tombes"⁵.

Le nom NOVA a déterminé des ventes basses sur le marché latino-américaine pour les automobiles produits par General Motors , car l'expression *no va* signifie en espagnol "ne va pas".

La marque de produits sportifs NIKE ne peut pas être utilisé sur le marché arabe parce qu'elle est une injure. Similairement, le modèle PAJERO de Mitsubishi n'a pas eu du succès à cause des connotations péjoratives du mot «pajero» (paysan).

Le slogan pour un aspirateur était en originel «Nothing sucks like Electrolux»⁶, mais le double sens du mot «sucks» l'a transformé dans un fiasco, liée au sens l'expression anglaise «it sucks».

³ en D. Sperber, D. Wilson - *La pertinence*, Ed. de Minuit, 1986, p.35

⁴ en fr. "Pepsi te ramene a la vie"

⁵ apres *Some Humorous Cross-Cultural Advertising Gaffes*, www.adsgal.com, consulté le 15 avril 2004

⁶ en fr. « Rien n'aspire comme un Electrolux »

Les exemples précédents sont la preuve vive que la communication publicitaire utilise des mots au multiples sens ou bien des définitions qui manquent d'équivalence dans une autre langue. Une certaine formule qui fonctionne efficacement dans un espace culturel peut se prouver inefficace dans une autre langue.

La traduction, entre mimétisme et création

Les problèmes antérieurs mentionnés peuvent être évités en utilisant une traduction adéquate.

*La transposition*⁷ est le transfert du slogan originel dans une autre langue sans le modifier. Il est préféré par les compagnies multinationales ou les entreprises en recherche d'un marché international. L'exemple le plus évident est celui de Coca Cola, qui a traduit un ancien slogan en manière identique partout dans le monde: «Drink Coca Cola», «Buvez Coca Cola», «Bevete Coca Cola», «Bea Coca Cola».

*L'adaptation*⁸ dans le domaine de la traduction implique reconnaître et accepter l'altérité. L'adaptation regarde d'une côté l'aspect formel (la modalité d'expression) et d'autre côté la charge idéique (le contenu). Les exemples suivants sont choisis pour illustrer une adaptation réussie: le slogan français de *Cellu-lift* de Jeanne Piaubert, «C'est décidé, je montre mes fesses» est devenu dans les pays arabes «J'ai décidé un terme aux tissus adipeux».

Les contraintes face auquel un bon slogan doit répondre sont liées à la constance de l'identité du produit, d'une approche positive de la marque et la mémorisation facile du message.

*La réécriture*⁹ du slogan est une traduction libre et originelle d'un texte originel et peut s'engendrer sous la forme d'une représentation d'une partie de l'énoncé ou bien de l'énoncé entier en conservant le contenu initial.

Les réflexes culturels et l'utilisation des «accroches» dans les messages publicitaires

«Les accroches» ont été définies comme une «collection d'éléments qui fassent le produit plus attractif pour le consommateur sans être nécessairement des attributs du produit et parfois sans avoir aucune connexion avec celui-ci»¹⁰. Même si la bière est un produit ayant moins sex-appeal, cet accroche est utilisé dans la publicité pour la rendre plus attractive.

Au contraire des accroches *émotionnels*¹¹ on trouve les accroches *rationnels*, centrés sur intérêt du public et soulignant la valeur et les performances du produit. Les accroches *morales* font appel aux sentiments de «correct» et «adéquat» (l'écologie, le nationalisme).

⁷ en Mathieu Guidere - *Publicité et traduction*, l'Harmattan, Paris, 2000, p.251

⁸ idem, p.259

⁹ idem, p.262

¹⁰ en Wells, Burnett, Moriarty - *Advertising Principles and Practices*, Thousand Oaks, 1995

¹¹ en P. Kotler - *Managementul marketingului*, Ed. Teora, Bucuresti, 2002

Kale (1995) a identifié trois types de pays ayant des indices culturels similaires, où le même type d'accroches fonctionne avec du succès:

a. l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, les Royaume Unies, Ireland (les messages publicitaire doivent être centrés sur les hautes performances du produit et sur le succès lequel l'emporte son achat);

b. la France, la Belgique, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la Turquie (la publicité doit faire appel au statut du consommateur, de mettre en évidence l'utilité du produit et d'insister sur les garanties et les avantages offertes);

c. la Suède, la Finlande, l'Hollande, la Norvège (le message publicitaire doit souligner la nouveauté et la vaste gamme du produit, sans ignorer la préoccupation pour les produits écologiques).

La Roumanie n'est pas encore entrée sur la carte des zones culturelles distinctes, qui font l'objet du marketing international depuis des bonnes dizaines d'années, mais des autres études culturels nous permettent de la placer dans la catégorie des pays méditerranéens, où les avantages et les garanties supplémentaires offertes pour l'achat d'un produit peuvent jouer un rôle central dans la campagne publicitaire.

Conclusion

Le succès d'une campagne de marketing ou de publicité différent du contexte originel dépende d'une fine maîtrise de la langue étrangère dans laquelle la marque, le slogan et le texte de la publicité seront traduites. Également important est respect des tabous et des traditions locales, aussi que l'évitement des références incompréhensibles en dehors de l'espace culturel originel.

BIBLIOGRAPHIE

Cathelat, Bernard - *Publicité et société*, Payot, Paris, 1987

Dahl, Stephan - *What do we know about the influence of Culture on Advertising?*, Middlesex University, Discussion paper no.24, 2004

Gibson, Robert - *Intercultural Business Communication*, Oxford University Press, Oxford NY, 2002

Guidère, Mathieu - *Publicité et traduction*, l'Harmattan, Paris, 2000

Hofstede, Geert - *National Cultures in four Dimensions. A Research based Theory of cultural Differences between Nations*, International Studies of Management and Organisation, Spring-summer, vol.13, 1983

Kotler, Philippe - *Managementul marketingului*, Teora, Bucuresti, 2002

Slater, Jonathan - *The Hazards of Cross-cultural Advertising*, Business America, April 2, 1984

MEDIA CHANGED POLITICS

CRISTINA NISTOR*

*Media has become a political institution itself.
Ones are calling media "one very big not-registered political party."¹
In this media époque the political actors are tempted to simulate political
transparency.
Television dictates its own rhythm to the political debates and meetings.
Media changed the politician in a media product.*

Political Transparency through Media

The power is no longer belonging only to the politicians; media is no longer an institution that has a dependency relationship with the political power. More and more often, due to the increasing power of media, the relationship is being changed: politicians depend upon media. First of all, all the media institutions are important because they reach very large audiences.

There are certain functions that media has in relation with politics and different political scientists are mentioning them:

1. Surveillance of the world to report ongoing events;
2. Interpretation of the meaning of events;
3. Socialization of individuals into their cultural settings².

The political messages transmitted by media bring different changes for the elector's behaviors. Thus, the same election media campaign could respond to the surveillance function for some of the lectors, to the interpretation function for others and so on. Parts of the audience use the media campaigns during political elections like a source of entertainment and they only watch the "funny sides" of each political candidate³.

Political Communication

The contemporary politician exists as long as he is a media product. Like this, the politician is a "product-human being" with general vocation⁴.

* Assistant Professor, Journalism Department, Faculty of Political Sciences and Public Administration, Babeș-Bolyai University.

¹ Halimi, Serge, *The New watchdogs*, Meridiane Publishing House, Bucharest, 1999, p. 104.

² Graber, Doris, *Mass Media and American Politics*, University of Illinois, Washington D.C., p. 234-235

³ Saluren, Michael; Stacks, Don, *An Integrated Approach to Communication Theory and Research*, Lawrence Erlbaum Associates Publishers, New Jersey, 1996, p 447.

⁴ Guéhennon, J., *The End of Democracy*, Polirom, Iași, 1993, p. 37.

Media changed the politician in a media product, therefore all his actions, statements or gestures are being closely watched and commented. Due to the changes in media's relation with politics, the political leaders often benefit of positive or negative media campaigns.

The politician alongside with the journalist organizes and manages the collective perceptions. They live a inter-dependent relationship.

They, together, produce "realities", just like a good producer creates a story with its introduction, climax, and end: the right word or the right line is being acted at the right moment and in the right place. Both, the politician and the journalist know that one certain word said in a perfect context could have a much greater impact than o one-hour speech.

Considering all these aspects, one could say that the climax of a top political meeting is no longer the discussion itself, but the press conference organized afterwards.

Television dictates its own rhythm to the political debates and meetings: a good TV news program can not afford to allow more than one complex political story each edition. And the ongoing important political stories could go on for at most one week, no more. Therefore, the politicians are extremely preoccupied with acting the best political performance ever, so that they have the chance to appear in the distribution of "the political soap-operas". The main difference between a political ongoing event and a classic soap opera could be the lack of one continuo narrative-line that would offer every actor a line.

The political communication studies confirm the fact that all individuals react differently when exposed to media messages. The level of the education, religion, social context or age are just some of the factors that explain the different reactions of the audience.

The natural tendency of each individual is not to expose him to messages that are opposite to his own beliefs and opinions. Whenever an important political or social event occurs the majority of the audience would rather consume the media products that express their own opinion.

A relevant example is the situation from the University Square in Bucharest, in May 1990. Very many electors of the (ex) National Salvation Group (FSN) that were readers of the pro-governmental press ("Adevarul", "Tineretul liber" etc) avoided the downtown where their opinions would have been destroyed by the ongoing reality⁵.

In the same time, a nationalist elector would rather choose to read a nationalist press, instead of a liberal one that would often underline the European Union liberal values for example.

Of course, the most efficient solution in fighting this media consume tendencies is the multiplication of the media channels. The individual should choose to consume different types of media, so that the political message would be personalized in different ways, according to the editorial line of that certain media institution. It is obvious that the social protection policy would be different covered by a liberal oriented TV station and a conservative one.

⁵ Stociu, Andrei, *Political Communication - How to sell ideas and people*, Humanitas, Bucharest, 2000, p. 31.

The media identity supposes continuous and relative permanent representations that are being related to a certain TV channel or to a certain radio station. These representations are made of elements like:

1. The predominant programs or of the certain information that a journal focuses on.
2. The TV stars or the opinion leaders that represent the certain media channels.
3. Political tone (especially in written press products)
4. Program production (especially in TV products)
5. Style and self-presentation⁶.

During the past few decades, alongside with the rapid development of the democratic pluralism and civil societies, the elite and the opinion leaders became relevant elements in the political communication system.

They are legitimated as opinion leaders those who, at a certain moment, have high and key positions in politics, in media, in the economic system etc. The mentioned persons are highly credited and legitimated by the audience or the electors, therefore their presence in the political communication as "commentator/interpreter" of the political message increases the credibility of the message.

Once their actions are well structured and organized, the opinion leaders often succeed to bring significant changes to the elector's behavior. Like this, the elite's influence has is double directed: first, it is targeted from elite to elite, second, it is targeted from elite to public opinion⁷.

The intense media coverage of the political activities brought serious changes in the politician's behavior: they are more preoccupied with assuring the media coverage of their actions with the ultimate aim of becoming more and more popular and "present".

According to the political scientist J.Gerstle (Political Communication, 2002) the media produce three main risks for the political action:

1. The speed of the information circulation and its ephemeral aspect determine a rather short-term preoccupation for the decision factor, instead of a long-term one.
2. The exigencies of media communication targeted on presenting spectacular actions of the politicians undermine the deeper aspects (that are less spectacular).
3. The increasing difficulty of the politicians to take unpopular decisions.

The political communication uses the television as the main media support. It mainly relies on the power of the image combined with the political discourse itself.

Beginning with the J. F. Kennedy's election campaign highly covered by the television, the impact of image during the political campaigns has been seriously used.

⁶Beciu, Camelia, *Discursive Politics*, Polirom, Iași, 2000, p. 105

⁷Stociu, Andrei, *Political Communication - How to sell ideas and people*, Humanitas, Bucharest, 2000, p. 50.

The media institution that is demonstrated to have the greatest impact on the final decision in a political campaign is the television.

Lately, the image consultants often advise their consulted candidates to accept to participate to very popular TV shows that don't necessarily have a political subject. The main aim is to make the politicians seem more "human", closer to the day-to-day social problems of the electors/audience. That is why the audience can often see the politicians participating in the Saturday night prime-time show talking about the latest football match won by the national team, for example.

Each of this participation brings hilarious confessions done by the politicians. Or it can even diminish the "hero" image of the politician who answers to the TV anchor questions regarding his private life, his hobbies, his food or music preferences etc.

Television has the tendency to present political events or actions like some sort of TV shows that are being produced to reach large audiences and obtain great rating.

That is the reason why almost each continuous political story must have a good movie structure: great characters, memorable lines, powerful climax, twisted situations and so on. The scandals that appear in the political life are well known as "produced" in order to get the media attention, on the one hand, and to divert to media and the audience attention, on the other hand.

All these aspects of the political communication determine a change of the political discourse and action. They are structured and presented as if they should always be covered in prime time.

In this media époque the political actors are tempted to simulate political transparency. This simulation actually increases the obscure regarding the real important and relevant information and aspects of the political agenda.

Media and politicians (or the politicians' image consultants) are therefore building a pseudo-political-transparency.

As far as a politician is concerned, it is less important what or how he says something on TV, as long as he is "on the screen" in prime time.

More and more often, politicians understand the importance of the media, especially of the television, in the decision process taken by the electors. That is why they credit more and more their media consultants, whose profession became top significant for the political communication system.

Media has four important functions in relation with politics:

1. Media inform the politicians about the ongoing events;
2. Media keeps a permanent awareness of the politicians towards the electors' big preoccupations and worries.
3. Media offers the political leaders the possibility to permanently send messages to the audiences, even if not in election campaigns.
4. Media offers the politician the chance to be continuously seen and remembered by the audience/electors.

The Political Scandal or the Political Show

This political context offers the perfect stage for developing political scandals, with all standard elements included: typical characters (“the bad guy”, “the good guy”, the fighter, the hero, the intellectual, “the funny guy”, the conspirator and so on) and the stages of the narrative plan (introduction, intrigue, climax, the end).

Developing the idea of the “show” in the political system, it could be easily noticed that it has become a banal issue within the states with a long democratic history. Therefore, in order to keep it continuously vivid in the eyes of the electors it must all the time bring innovative elements. The politician must all the time improvise and speculate the moment and the context for introducing a new intrigue.

These actions give the politician the certitude of his continuance as important political actor on the political stage. In order to be an authentic political leader, the politician should be formed and educated as innovator, as an actor that has all the qualities that his precedent hasn't.⁸

The political scandal involves a new “world”, dominated by its own rules and norms. This New World energizes itself from (and in the same time energizes) the elector's world. In this new-created world co-exist the negative characters and the wonderful heroes who all interact according to their interests. And so on.

Media facilitates the change of this world into a real show, and its electors into a real audience. The two elements permanently interact and they are mutual dependent.

The political spectacle is being built with “daily acts” done by the politicians and by the other groups that have their interest⁹.

Therefore, each political action has a double significance. On the one hand it gives the political leader the necessary continuance in the political activity, and, on the other hand, it feeds the leader status or the enemy status, according to the given circumstances.

The political scandal developed due to the boom of the television in the USA, in the '80's. At that moment, the American media landscape changed according to the tabloid media structure. So, the perfect political candidate would be the one that knows how to win in the relationship with its opponent in the political campaign¹⁰.

The political researchers propose two main characteristics of the contemporary media system:

1. media mimesis
2. Hyper-emotion¹¹.

The media mimesis is that big fever that suddenly affects all the media and makes them accelerating the media coverage process of the event (whatever this would be!). The main reason for this reaction is that “all media do the same!”.

⁸Edelman, Murray, *Constructing the Political Spectacle*, The University of Chicago Press, Chicago, p. 35.

⁹Edelman, Murray, *Constructing the Political Spectacle*, The University of Chicago Press, Chicago, p. 121.

¹⁰Laverin Bertho, Catherine, *La démocratie et les médias au 20^e siècle*, Armand Colin, Paris, 2000, p.264.

¹¹Ramonet, Ignacio, *The Tyranny of Communication*, Doina, Bucharest, 2000, p. 22.

This delirious imitation provokes the collective certitude that the media covered subject has a capital importance. In such a “race”, the media institutions stimulate each other and over inform their audiences.

In this “show of the event”, the TV news changed the presented information into a “pathetic” one. The new equation may sound like: “if the emotion that you feel while watching the TV news is authentic, just then the information is true!”

Conclusion

Media plays a central role in politics. The media époque imposed its own rules and rhythm to the political life. The media consultants are more and more present and the politicians are interested in TV rating and prime time. Therefore, indeed, media definitely changed politics.

THE "STYLISTICS" OF CENSORSHIP

ILIE RAD*

*Motto: "The history of censorship will have to be written someday."
(Mircea Zăciu, Dictionary of Romanian Writers, 1995, p. XIII)*

1. Definition. The word censorship generally defines "the prior control by certain state bodies of printed matters, performances, radio TV broadcasts and, under certain circumstances, the control of certain mail matters and telephone conversations, etc.". This word is of Latin origin (*censura*). This definition accounts for one of the meanings of the word censorship in *The Little Encyclopedic Dictionary*, the 1972 edition. A similar, abridged definition can be found in the *Explicative Dictionary* of 1975. The years when these two dictionaries were published have been mentioned here on purpose, in view of better making out the meanings of the definition in the *Dictionary of Neologisms*, the 3rd edition, 1978. This was one year after the official ban of Romanian censorship as an official government body, so that the definition is highly politicized: "The control by the capitalist state (*sic!*) of published and printed matters in order to hinder the disseminating of forward ideas". An objective, comprehensive definition can be found in the well-known Webster's *Encyclopedic Unabridged Dictionary*, 1996, p. 238, where censorship is the activity of the censor: "an official who examines books, plays, news reports, motion pictures, radio programs, etc., for the purpose of suppressing parts deemed objectionable on moral, political, military, or other grounds".

According to the poet Stefan Augustin Doinas, censorship "is banning or faking the free expression of thoughts or feelings. It operated in Romania in two ways throughout the Bolshevik totalitarianism. It started out as a state body employing officials who would read the texts and decide what was in line with the communist party policy and what disobeyed the rules. Every disobedience would be removed from the respective text, and sometimes consequences were even administrative, if not social or political. The author was fired, or he found himself facing trial or even imprisonment. This official, state censorship by officials paid for this purpose was gradually organized and refined along 40 years of communist dictatorship" (Doinas, 1992, p. 34).

* Professor Ilie Rad is Lecturer at the Department of Journalism and Chancellor of the Faculty of Political Science and Public Administration

2. The ways in which censorship operated. The communist censorship in Romania had extremely complex manifestations, according to the years when it operated and to the people acting as censors. As censors were human beings, it becomes clear that censorship did not work in the same way everywhere. Some of the censors were more tolerant, and they would sometimes turn a deaf ear as accomplices of the authors. "There were very many stages of censorship – Ana Blandiana recalls. Obviously, the upper stages were completely opaque, but the lower stages comprised writers just like us who could play the fools if worst came worst. All we asked of them was that they play the fools. And they did" (Blandiana, 1992, p. 31). There is a famous case in the cultural history of the city of Cluj – that of the writer Vasile Sav. He sent some of his poems to be published in the students' magazine, *Echinox*, of which he was an editor. During that time, Vasile Sav was also working as a censor with the district communist party branch. When the *Echinox* magazine ended up on his censor desk, he did not hesitate in censoring his very own poems!

The revolt against censorship was turning into some sort of complicity between the reader and the author. "It was a system of underlying hints with ciphers known both to the author and the reader. My columns in *Romania literara* and in *Contemporanul*, which were widely read, were always read in such a way – always using a code. Sometimes codes would appear that had never existed in my head; they were metaphoric comments on what we were all living. There was also a little battle that each of us fought against what he had gone through, to uncover these hints in the text" (Blandiana, 1992, p. 31). For instance, a 1981 book by Mircea Dinescu, the future dissident poet, was called *The Democracy of Nature*, and its cover drawing was a screw! Both the title and the drawing are very explicit in pointing to the "democracy" in the society proclaimed by official propaganda. The same book contains the following poem called *Short Story* and dedicated to the teacher of Romanian literature: "In the summer he goes to the mechanical workshop with the students / in the autumn he counts the rows of corn / in the winter he shovels the snow at the school entrance / in the spring he sings onstage / the great shy teacher of Romanian / a worker skilled in the plants of Sadoveanu and Tudor Arghezi / among rulers and algorithms / among saws and lathes / he shoulders his way in wearing light overalls made of words / and he can barely teach the children that H₂O / was called water in the good old times / that it is natural to say hello instead of ?14 / and then explain to the student Spark Plug, John / that H.P.B. is not just another factory / but Hortensia Papadat-Bengescu herself / that we had no time to erect pyramids / and so we buried our pharaohs deep into the folklore / that the Romanian language is inoxidable... Stop! / ... and then again H₂O, ?14, H.P.B., / because the Romanian class is over already / and we shall speak to each other again only in a week's time". The title of the poem already refers to the real life by ridiculing certain aspects specific to the Romanian education system: the highly praised connection between education and practical

work or production; involving students in harvesting, sometimes upon decision by the mayor; compulsory performing by students and teachers within the National Festival called "Cantarea Romaniei"; the scarcity in number of Romanian literature classes in comparison to other subjects, etc. Besides, the whole book makes use of such an Esopian language.

In 1982, Ileana Malancioiu published seven poems in the *Tribuna* magazine in Cluj (year XXVI, issue no.5 (1311), February 4, 1982, p. 5). Here are two of the most significant ones in terms of the Esopian language mentioned above. Buried Standing suggests the contempt of Nicolae Ceausescu (present in the line "and he before us, buried like us") toward a people "buried standing", so that they should take up as little room as possible: "Buried standing / So that we should take up as little room as possible / And he before us, buried like us / Not knowing that the threatening arm he holds out to us / Is rotten to the bone. // And if only it could be the sacred bone / If he were to surely remain afterwards / In the place where we have placed him / At the time of utter distress. // But who knows whether later on / He would not be crossed over like nothing / By all this endless chain / Of people buried standing / So that they should take up as little room as possible".

Another poem, Nightmare I, portrays Hitler and Ceausescu as equals: "The portrait of Adolf Hitler / Above my head / And me unable to shout Heil / And me unable to write Heil. / And a merry crowd / Passing by at ease / And shouting Heil / Right under the frizzy moustache / Of the Führer. / And all this while knowing very well / That since the Second World War / There have been four decades. / Something that does not stop me / From getting scared / Every time / That the hungry crowd / Hypnotized before the portrait / Is shouting Heil". For the lack of vigilance in publishing the two poems, the poet Victor Felea, head of the poetry department, was removed from office.

The case of Ana Blandiana is even more eloquent; some of her poems were published in the magazine "Amfiteatru" somehow without her knowledge (year XVIII, issue no. 12 (228), December 1982, p.10), under the title "Antologica". These poems immediately became a samizdat (a Russian term, widely used in the West, absent from Romanian dictionaries before 1989, designating a set of means used in the USSR and in the Eastern block countries for the clandestine disseminating of writings banned by censorship). The first poem, The Crusade of Children, is a clear hint at Ceausescu's decree rendering abortions illegal: "An entire people / Yet unborn / But sentenced to be born / Fetus near fetus, / An entire people / Who cannot see, hear nor understand / But advances / Through jerking women's bodies, / Through the blood of mothers / Without a choice." The second poem, Everything, is an excellent illustration of "Ceausescu's era", as it makes quite overt allusions: "trams sometimes", "flour lines", "speeches", "flags", "well-known portraits", "welcoming parties at the airport", "rumors", "the peoples' fight for peace", "choirs", "Cantarea Romaniei". Every single element refers to the day-to-day triumphalism,

associated with poverty and misery ("flour lines", "cockroaches", "Colorado bugs", "ersatz"): "... leaves, words, tears, / cans, cats, / trams sometimes, flour lines, / cockroaches, empty bottles, speeches, / diluted images on TV, / Colorado bugs, gas, / flags, the European championship, / apples improper for exportation, / newspapers, bread loaves, / bad oil, carnations, / welcoming parties at the airport, soda, candies, / Bucharest salami, / low-fat yogurt, / gypsies selling Kent cigarettes, Crevedia eggs, / rumours, / the TV series on Saturday night, ersatz, / the peoples' fight for peace, choirs, / quantity per hectare, / Gerovital, the boys on Victory Avenue, / Cantarea Romaniei, / sports shoes, / Bulgarian canned fruit, jokes, oceanic fish, / everything". The third poem, *Delimitations*, could very well be an allegory of communist penitentiaries: "We, the plants, / Are not sheltered from sicknesses, / Nor from madness / (Have you never seen a plant / Losing its mind / And going back into the ground?) / Nor from hunger, / Nor from fear / Nor from penitentiaries / (Have you never seen a stem / Yellowish, clinging to the bars?); / The only thing that we are sheltered from / (Or maybe deprived of) / Is running away." Finally, the most virulent and transparent poem seems to have been the fourth one, called *I Believe*: "I believe that we are a vegetal people, / How could we otherwise account for the peace / In which we are awaiting the defoliation? / How could we account for the courage / Of coming down the sleep slide / Down near death / Having the certainty / That we shall be able to be born / Again? / I believe that we are a vegetal people / Who has ever seen / A tree rioting?". As an irony of fate, it is worth noting that these poems were published in December. It was also in December that, seven years later (in 1989), Romanians showed that they were not, after all, a vegetal people! After these poems were published, Ana Blandiana's weekly column was suppressed from "Romania literara", she was even denied the right to have her works published for three months, and Stelian Motiu, the editor-in-chief, and Dumitru Constantin, his assistant, were removed from the editorial staff of the "Amfiteatru". A memo was sent to all the editorial offices, stating that Blandiana's name was not to be mentioned even in criticism articles! The suspension of the right to signature was an extremely serious measure which had not been taken even during the Stalinist time, when the right to signature was denied only to people leaving the country (Cf. Zaciu, 1996, p. 218-221). Officials withdrew the interdiction imposed on Ana Blandiana, subsequent to international protests, as Ceausescu was keen on his fame abroad.

A new scandal broke out in 1988, upon publication of an "innocent" children's book, *Incidents on My Street*, illustrated by Doina Botez, Ion Creanga publishing house – which mostly published children's books. Chapter four in this book is called *A Star on My Street*, whose main character is Arpagic the cat. Unlike the previous poems, which made use of a coded language in order to suggest the harsh reality, Ana Blandiana now resorts to the classical means of fables with the purpose of pinpointing Ceausescu. Here is an illustrative fragment thereof: "And when I said Arpagic / I think this is enough / So I do not need to explain / And

you should know presently / Who this character is, / Whom I take the allowance / Of calling the most famous / Cat in town. / That / Poems have been dedicated to / And portraits have been painted of, / As is customary with the stars; // About whom, besides all other things, / Even cartoons have been made / Exciting and funny cartoons / Broadcast on TV in the afternoons. // Well, after all these fulfillments / Indubitable ones / And incredible, too, / Arpagic, as it would be expected of him, / Started putting on airs. // But it is no wonder: / When he goes out walking / All the street are excited / They crowd in to see him; // Window panes are opened, / Children forget about their homework, / Branches stoop over the fence, / The street is packed just as a boulevard, // Cars have / To slow down, / Everybody gazes at him / In a catlike manner, // They give him flowers, / Bread and salt, / A letter here and there / In an envelope / And everybody is shouting / << Arpagic!" >>. // [...]. // Given this fairytale circumstance / I believe it is natural / That Arpagic is showing off / And he thinks that he is extraordinary" (Blandiana, 1988, p. 18-22). The allusive message in these stanzas was soon deciphered and reported to Ceausescu, the leader that poems were poems were dedicated to and portraits were painted of, whose famous "working tours" were broadcast on TV night in, night out. Furthermore, during these tours, people were summoned to stand along the tour way and they were made to cheer, to present Ceausescu with bread, salt and flowers. People in despair gave the same dictator letters where they asked for the solution to some of their problems. As mentioned above, such hints were too obvious to see no consequences. And consequences were to come immediately. The book distribution was discontinued, and the author was denied sine die her right to signature. International protests came again, but this time they were no use, because Ceausescu had nothing more to lose. The author's books were withdrawn from libraries, the publication of her new books was stopped, and some books containing mere quotes from her works were banned (as was the case of Mircea Scarlat's History of Romanian Poetry).

Paradoxically, however, in 1989, the year of the Revolution, after the incidents in 1982 and 1988, Ana Blandiana's complete Poems were published under the BPT collection, with a preface by Eugen Simion (without the poet's photo on the back cover, however, as was customary with the collection). (In the interview she gave on her battle against censorship, Blandiana does not mention the 1989 edition of her poems!). The four poems are not included, of course, as they will not be included in the first edition after the Revolution, *The Architecture of Waves* (1990). Obviously, many poems must have been written during all that time which were suppressed by censorship. After the Revolution, many magazines wishing to increase their audience would frequently publish "censored" works, but it was difficult to determine whether they had really been written during the former dictatorship or were a mere momentary making of the author. Here is one example, attributed to Marin Sorescu, who gave one of his books this very title: *Poems Chosen by Censorship*.

Sometimes censorship would not reject the whole poem, but would only suppress certain words from it. In volume 2 of his Journal, professor Mircea Zăciu illustrates the way censorship worked, by writing side-by-side variants of the same poem – one censored, the other complete: "I am currently reading The Apprenticeship of the Old Alchemist (by Octavian Soviany, n.I.R.), which has a few beautiful poems. But the changes! Imposed (as a condition for publication) by the Council of Socialist Culture and Education, within which a lady by the name of Dinulescu has a change of taste, exaggerated decency, apprehension and turns them into laws. S.[oviany] has sent me a copy (as many authors do these days) with ink marks of the words, lines, stanzas missing or mutilated. Here are a few examples: instead of "the barren women" (a referral to the law on natality), we now read "the agave women" (sheer surrealism!); "the sacred liquor of your breasts" becomes "the scent of your breasts"; "their Talmudic watch" is now "their aulic watch". Out of "While on the plough iron / a stream of clogged blood will announce / the starting of the harsh June -July" the "clogged blood" syntagm (fear of prophecies) has been taken out. Certain words have the occult power of frightening; others bring about an old spinster shyness; others still seem subversive by themselves: "Talmudic", "death", "rats", even "worms" and even "the worm in the wound is crying" becomes "the sun in the wound is crying". In a line from The Dance, one of the most exquisite poems, which actually is the retelling of a medieval theme – that of the macabre dance – the word death, quite a clarifying one, is replaced by night, "the death ball" becomes "the night ball"; "and undoubtedly they think they are rats" is now "they think they are noblemen". A benign line by Bacovia, such as "You are already spitting blood, we are already lost" is replaced by "You are already cold"; and "tormented by slim lusts, I wed the cross" is replaced by "the night": "I wed the night", whereas it was the night itself that had been found inappropriate somewhere else! Who can make a rational sense of all this?! (Zăciu, p. 44).

3. Censorship and the personality cult. The utmost expression of communist censorship in Romania was obviously reached during the years of personal dictatorship of Nicolae Ceaușescu. Censorship was aberrant forms, some touching upon ridicule, absurd or caricature. There are a few illustrative examples in this respect.

The dictator's photographs had to be treated with the highest consideration. It is known that a first "classical" photograph of Ceaușescu, colored in blue, disappeared from workplaces and from the signs carried by people during marches, because ironical comments were made that this photograph presented the "comrade" as a ... one-ear man! This was then replaced by a full-colour photograph, having two... ears. Yet another story was told about this photograph. They said that the white patterns on the dictator's tie looked like... spurs. This was an allusion made at the secretary general's prior employment, that of a shoemaker (it is worth mentioning that Ceaușescu has never entered a footwear manufacturing plant, this being the only field where he could have given his "precious advice!"). There is plenty of evidence related to the faking of photographs. Shortly after the Revolution, some of this evidence were disclosed by the media. Thus, a well-

known photograph of Ceausescu giving his speech before the UN is said to have been faked: at the time of the speech, the conference room was almost empty, but the picture was overlapped with that of a filled room. Besides, Ceausescu had to be in the foreground every time, lest he should appear shorter than the one beside him, etc. Here is an incident told by the critic Alex.Stefanescu: "On my first night on duty working with a newspaper in 1983 I overheard an amazing sort of conversation. The voices were coming from next door – there was but a thin layer of carton between the two rooms. / - He's got an extra arm, somebody said. / - It isn't his, somebody else explained. It is the mayor's. / - No, but it seems to be his. / - That's true. We'll cut it off! / - What about the trousers? / - What about them? / - They are creased. At the knees. / - Well then, we will flatten them a little. Or we will use the ones we used last time. / - We will flatten them. There is no time to look for the others. / - The real problem is about her tits. / - Yes, they are bagged. / - We will pump them up! Look here, about this much. / While growing evermore puzzled, I went out of my office and entered the other room to see what was going on. There was nothing sensational. The newspaper's graphic designers were altering the photographs picturing Nicolae and Elena Ceausescu" (Stefanescu, p. 13). In his Journal, Mircea Zaciuc reports on an incident in Bucharest, where people were crowding in before the office of "Aeroflot", the Soviet airlines. In the window thereof there were photographs taken during a Congress of Soviet communists, "but in fact they wanted to see other unaltered pictures of him" (=Ceausescu, n.I.R.) (Zaciuc, 1996, p. 409). According to certain orders, the name of Nicolae Ceausescu could not be hyphenated, because this could have given way to all sorts of interpretations: "Ceau- could easily have been taken for the Italian ciao (good-bye), and -lae (from Nicolae) could have been taken from the identical Romanian word, which means gang of gypsies (nomads) or pack of dogs. Both connotations were pejorative. Later on orders were given that the names of Ceausescu and Elena Ceausescu were to be written in the same line, in special characters, naturally. It was recommended that no other names be quoted in the same articles, so that the dictators' names should not be outshined. Administrative and political sanctions were given to any mistakes. The guilty parties were subjected to employment penalties or were even fired. Journalist Emil Pop from the county newspaper Faclia was fired because a certain issue of Faclia published this unforgivable mistake: when the word never ending was hyphenated and half of it was accidentally left out, so that the final version was "The ending activity of comrade Nicolae Ceausescu!"

BIBLIOGRAPHY

1. Blandiana, Ana, Incidents on My Street, Ion Creanga publishing house, Bucharest, 1988
2. Blandiana, Ana, Nothing is Lived In Vain, in *Agora*, volume V, issue no. 1, January-March, 1992, page 27-33 (Interview by Lidia Vianu).
3. Stefanescu, Alex., Pheasants and Hares for Nicolae Ceausescu, in 22, year IX, issue no. 24 (434), June 16-22, 1998, page 13.

PR BERATUNG IM BEREICH POLITIK

FLAVIU CĂLIN RUS

ABSTRACT. This article describes a practical application of public relations in the political field. The article describes the political PR concept and also the strategies and rules that are used by the public relations counsel in electoral and extra electoral periods to create political actor's image in his counseling work.

Heutzutage hat das PR-System eine weite Dispersion, da dieses in zahlreichen Bereichen miteinbezogen ist, wie z.B: im wirtschaftlichen, politischen, sozialen, kulturellen und sportlichen Bereich. In dem politischen Bereich befasst sich der PR-Berater mit Organisationen oder mit politischen Parteien, aber auch mit den Vertreter dieser und zwar mit den politischen Aktanten. Der politische PR-Berater kann auch mit unabhängigen politischen Aktanten zusammenarbeiten, aber das passiert nur selten, denn in den geltenden Demokratien sind nur wenige Politiker, die nicht in einer Partei oder in einer Organisation mit politischen Charakter eingegliedert sind.

Im politischen Bereich muss der PR-Berater dieselben vier Standardfunktionen ausüben wie auch im ökonomischen Bereich, selbstverständlich an die Normen und die Eigenartigkeit dieses Bereichs angepasst.

Um den Begriff „PR“ an das Deutsche anzupassen, werden wir im Laufe unseres Vorgehens die Abkürzung „PR“ verwenden wenn wir uns auf die Öffentlichkeitsarbeit oder auf den Berater für Öffentlichkeitsarbeit beziehen.

Der politische PR lehnt sich sehr stark sowohl an die politische Kommunikation, als auch an den politischen Management und Marketing. Eine wichtige Rolle haben auch die sozio-psychologischen Arbeitsinstrumente und Methoden - besonders in der Evaluation -die Informationen und Analysen anbieten, die von den Meinungsumfragen hergeleitet werden.

Auf makrosystemischer Ebene sind wir der Ansicht, dass jedwelcher politische PR-Berater vier Strategien und vier Regeln verwenden muss, um das Image des politischen Akteurs aufbauen zu können. Die Strategien des politischen PRs decken sich größtenteils über die ersten drei Funktionen des PR-Beraters und sie sind folgende: die Imagebildung des politischen Aktanten, die Strategie der Bekanntmachung an die Öffentlichkeit, die Strategie des innensystemischen Vertrauens zu dem beförerten politischen Aktanten und das Selbstbewußtsein des politischen Aktanten, die verbale und non-verbale Strategie.

1. Die Imagebildung:

Der politische PR beginnt mit einer Evaluation des politischen Aktanten, der dann beraten werden soll. Diese primäre Evaluation muss sich auf zwei verschiedene Ebenen abspielen:

- A. Die Evaluation der individuellen Möglichkeiten und Fähigkeiten des politischen Aktanten. Durch diese psychologische Bewertung versucht der PR-Berater besser denjenigen kennenzulernen, den er betreuen muss. Durch die angewandten Methoden: aktive und passive Teilnahme, Lebenslauf, kurzes Gespräch mit dem politischen Aktant, Interviews mit seinen Bekannten, Intelligenzfragebogen, Persönlichkeitsteste und Rollenspiele, wird sich der PR-Betreuer ein eigenes Bild von dem politischen Aktanten machen. Dieses Bild muss sich auf die drei wichtigsten Richtungen der Innenstruktur des politischen Aktanten fokussieren und zwar auf die kognitive Seite, die Persönlichkeit und die affektive Seite. Neben der Innenstruktur spielten auch die äußeren Züge eine bedeutende Rolle und auch seine Karisma. Nach der persönlichen Evaluation wird der PR-Betreuer ein Gesamtbild über das haben, was der politische Aktant darstellt.
- B. Die Bewertung der Position, die der politische Aktant bei den Wähler belegt. Diese Position wird durch die Meinungsumfragen unterstrichen. Ebenfalls aus den Meinungsumfragen kommen auch die Wünsche der Bevölkerung hervor, aber auch die Erwartungen der Menschen bezüglich eines politischen Aktanten. Die Meinungsumfragen widerspiegeln auch die Position der Parteien und der führenden Persönlichkeiten dieser in den Augen der Wähler. Oft können die bedeutenden Leader die Ergebnisse einer politische Partei steigen oder sinken und dies wegen des Windschatteneffektes.

Nachdem der PR-Betreuer alle Daten aus den davor benannten Evaluationen hat, kann er ein Imageprofil des politischen Aktanten machen, welches sich in das Gemeinschaftsbewusstsein der Menschen absetzen muss. Um ein gewisses politisches Profil bekanntzumachen, verwendet der PR-Berater eine andere Strategie.

2. Die Strategie der Bekanntmachung an die Öffentlichkeit:

Die Bekanntmachung - genau so wie die zweite Standardfunktion die der PR-Betreuer erfüllen muss - wird durch die Massenmedien und durch eigene Mittel realisiert.

Was die Massenmedien betrifft, sprechen wir von mehreren Elementen der Analyse: „Produkt Placement“, die bezahlte Werbung und die Werbung geschaffen durch die Presse, Pressekonferenzen oder interessante Ereignisse.

- A. *Product Placement* ist die Platzierung eines Artikels innerhalb einer Zeitung oder die Uhrzeit um die eine Nachricht gesendet wird oder jedwelche Sendung im Radio oder Fernsehen. Es ist besser, dass jedwelcher Artikel bezüglich eines politischen Aktanten auf der unpaaren Seite in der oberen Hälfte erscheinen soll. Was die Tv- oder Radiosendungen betrifft, wo ein politischer Aktant auftritt, sollen diese in diejenigen Zeitspannen gesendet werden, wenn das Publikum sie am Besten aufnehmen kann. In Rumänien erzielt man die größten Reichweiten im Radio zwischen 6 Uhr und 8 Uhr morgens und im Fernsehen zwischen 19 Uhr und 23 Uhr abends.
- B. *Die bezahlte Werbung* passiert aufgrund von Werbeverträge, wo die Zeitung für eine Geldsumme ein Photo oder einen Artikel über den politischen Aktanten veröffentlicht an der vom PR-Betreuer gewünschten Stelle und so viele Male wie es der Vertrag erlaubt. Genau so verfahren auch die Tv- und Radiosender. Ein wichtiger Aspekt der bezahlten Werbung ist die Tatsache, dass die Werbemittel (Artikel, Photos, audio und visuelle Spots) unter den Anleitungen des Beraters gestaltet werden und beinhalten genau diejenigen Mitteilungen, die er an die Bevölkerung richten will.
- C. Die Bekanntmachung durch Pressekonferenzen oder andere Ereignisse wo die Massenmedien eingeladen sind, ist eine effiziente Methode, aber sie hat auch einen großen Nachteil, denn in solchen Situationen haben die Massenmedien die Kontrolle über die Publizierung und Ausstrahlung der Materialien. Je attraktiver ein Ereignis ist oder je interessanter das Thema einer Pressekonferenz ist, desto größer ist die Möglichkeit, dass die Materialien bezüglich dieses Geschehens in den Massenmedien erscheinen werden.

Was die eigenen Mitteln betrifft, unterscheidet sich die Imagebildung von einem PR-Berater zum anderen und das hängt von der Kreativität des jeden ab. Es gibt eine Menge solcher Mittel und wir werden nur die wichtigsten erwähnen: Fleyer, Plakate, Banner, mobile Karawane, Infomobile, Luftballons von verschiedenen Dimensionen, Abzeichen, Wimpel, Fahnen, T-Shirts, Kappen, Feuerzeug, Zündhölzchen, Kugelschreiber, Autodufter, Kalender, Broschüren usw.

3. Die Strategie des innensystemischen Vertrauens:

Das Vertrauen zu einem politischen Aktanten ist sehr wichtig für jedwelche Organisation. Je geschätzter ein politischer Aktant ist, desto mehr werden sich die Parteimitglieder und die Anhänger bemühen, ein positives öffentliches Bild der Person zu verbreiten. Das gegenseitige Vertrauen und die gegenseitige Schätzung

der Parteimitglieder - außerhalb von jedwelchen persönlichen oder Gruppeninteressen - spielen eine bedeutende Rolle für das Aufrechterhalten der inneren Kohäsion und der Einheit der politischen Parteien. Um das zu schaffen, muss der PR-Berater Brücken bauen sowohl zwischen der Führung der Parteien und den einfachen Mitglieder, als auch nur zwischen den einfachen Parteimitglieder. Das Selbstvertrauen des politischen Aktanten ist eine andere wichtige Komponente in der Imageschaffung. Darum muss der PR-Berater dem politischen Aktanten das Selbstvertrauen, die Sicherheit und das psychische Gleichgewicht fördern.

4. Verbale und nonverbale Strategien:

Innerhalb dieser Strategie ordnet der PR-Berater das situationelle Verhalten des politischen Aktanten, sowohl was sein politischer Diskurs betrifft, als auch sein nonverbales Handeln. Der politische Diskurs konzentriert sich auf einige Themen zufolge der Wünsche der Bevölkerung, muss aber auch die ideologische Komponente gemäß der Partei des politischen Aktanten beinhalten. Jeder politische Aktant muss sich auf zwei maximal drei Hauptthemen beziehen und auf sehr viele Nebenthemen im Anbetracht der Entwicklung des politischen Lebens. Die Hauptthemen müssen sehr oft wiederholt werden, fast in jedem Kontext, damit sie sich in die Auffassungsweise der Menschen absetzen können. Die anderen Themen sind nicht wiederholbar und stellen eigentlich in jedem Diskurs „die Bekleidung“ der Hauptthemen dar. Durch so eine Anschneidung des Diskurses wird der politische Aktant von den Wähler durch die zwei, drei Hauptthemen identifiziert, aber dafür ist eine gewisse Zeitspanne notwendig.

Das nonverbale Verhalten verleiht Geltung dem politischen Diskurs und füllt einige semantische Lücken aus. Jedwelches situationelle Verhalten eines politischen Aktanten muss informieren und überzeugen. Die Überzeugung eines Diskurses wächst sowohl durch das Nonverbale, als auch durch das Paralinguistische. Der politische Aktant ist eine öffentliche Person und deshalb wird jedes Handeln dieser von den Wähler interpretiert. Darum müssen die öffentlichen Verhaltensweisen des politischen Aktanten gut überdacht werden und in einer Strategie einbezogen werden, die sein Image immer unterstützen soll.

Wie wir schon erwähnt haben, sprechen wir von vier Regeln bezüglich der Kommunikation und des politischen PRs: das Beibehalten der Kohärenz, das Anpassen an die Gegenwart, das Schaffen und Aufrechterhalten einer eigenen Identität und die Koordinierung.

1. Das Beibehalten der Kohärenz:

Die Kohärenz eines politischen Aktanten ergibt sich besonders aus dem innenpsychischen Gleichgewicht der Person. Für uns, muss sich die Kohärenz innerhalb jedes Diskurses zeigen, aber auch zwischen den Diskursen. Um das zu schaffen, müssen die Mitteilungen eines Diskurses einen logischen Faden verfolgen, ohne Widersprüche, und ebenfalls dürfen es keine Widersprüche zwischen zwei

oder mehreren Äußerungen bezüglich eines Themas existieren, auch wenn die Äußerungen zu verschiedenen Zeitpunkten gemacht wurden. Die Kohärenz muss auch zwischen dem verbalen und dem nonverbalen Sprechverhalten erhalten bleiben und zwischen einem Diskurs und der Ideologie der politischen Partei des Aktanten, aber auch zwischen der Kleidung und des Verhaltens innerhalb eines Ereignisses. Die Kohärenz muss von der Ausdauer, dem Gleichgewicht und der Selbstsicherheit des politischen Aktanten unterstrichen werden.

2. Das Anpassen an die Gegenwart:

Das Einhalten solcher Regelungen bedeutet mit der Auffassungsweise der Menschen zu empathieren. Jede Kollektivität schafft immer ihre „patterns“ abhängig von einer bestimmten Zeitspanne. Die Wahrnehmung der Realität schafft Normen und Werte, aber auch situationales Verhalten. Selbstverständlich haben sich durch die Tradition einige allgemein gültige Normen im Gemeinschaftsbewusstsein der Menschen verewigt, aber die Gegenwart kann neue Wertungen, Valenzen und Nuancen bringen. Aus diesem Grund muss der Diskurs des politischen Aktanten immer an die Wahrnehmungsweise der Wähler angepasst werden, aber auch an die Normen und Werte des Gemeinschaftsbewusstseins der Menschen.

3. Das Schaffen und Aufrechterhalten einer eigenen Identität:

Angesichts des politischen Aktanten können wir von zwei Identitätstypen sprechen: innerhalb einer Gruppe und unter verschiedenen Gruppen. Die Identität ist aus psycho-soziologischer Perspektive das Ergebnis zweier Parameter: die Angehörigkeit zu einer Gruppe und die Angehörigkeit zu den Normen und Werte dieser, aber auch zu den Unterschieden innerhalb derselben Gruppe. Die Angehörigkeit des politischen Aktanten zu einer politischen Partei und zu der Gruppe aller Politiker ist einfacher festzustellen für den potentiellen Wähler. Die Tatsache, die Wert und Individualität dem politischen Aktanten verleiht, ist die Differentierung. Was den politischen Aktanten betrifft, gibt es zwei Arten von Differentierung: eine innerhalb der ganzen Gruppe der Politiker und die andere innerhalb der eigenen Partei. Somit sind wir der Auffassung, dass ein politischer Aktant von einem außenstehenden Betrachter identifiziert wird, aufgrund der beiden Angehörigkeitstypen, aber auch wegen der zwei Differenzierungen, innerhalb eines großen Ganzen, das vom Image des politischen Aktanten versinnbildlicht wird.

4. Die Koordinierung:

Durch diese Regelung verleiht der PR-Berater Relevanz seiner ganzen Arbeit bezüglich der Imagebildung des politischen Aktanten. Der PR-Berater muss ein operationelles System bilden anhand von Beispielen. Die ganze Aktivität muss nach bestimmten Regeln verlaufen, wo Ziele und Etappen eine bedeutende Rolle spielen. Die PR-Strategien brauchen Koordinierung, denn somit sind, anhand eines Plans, alle Elemente logisch miteinander verbunden. Koordinierung bedeutet auch

Kontrolle. Der PR-Berater muss immer aufmerksam auf den Verlauf der Imagestrategie des politischen Aktanten sein, damit diese unter den vereinbarten Bedingungen verlaufen soll. Neben der aktiven und passiven Betrachtung, kann der PR-Berater somit Teil- und Endevaluationen seiner Schritte realisieren. Um die Objektivität zu steigern, können die Evaluationen von dem PR-Berater gemacht werden und parallel auch von einer spezialisierten Firma, die außerhalb des Systems ist. Was die Koordinierung betrifft, möchten wir einen Postulat hinzufügen: die praktische Anwendung einer theoretischen Strategie passiert nicht gänzlich nach dem Plan und deshalb muss der PR-Berater eine Fehlergrenze in Betracht nehmen. Generell braucht die Vollziehung einer Strategie mehr Zeit als es im theoretischen Plan vorausgesehen wurde.

Die politische Kommunikation und der politische PR setzen unvermeidlich das Verwenden zweier bekannten Verfahren – der Propaganda und der politischen Manipulation – voraus.

Für uns ist die Propaganda eine persuasive Form der Lenkung der politischen Mitteilungen mit dem Zweck des PR-Beraters, eine positive Haltung angesichts des politischen Aktanten im Gemeinschaftsbewusstsein zu schaffen. Ebenfalls möchte er Überzeugungen im Gemeinschaftsbewusstsein bilden, Überzeugungen, die sehr mit denen des politischen Aktanten übereinstimmen sollen oder er möchte durch direkte und indirekte Verfahren schon existierende Haltungen und Meinungen der Menschen verändern, um sie dem betreuten politischen Aktanten zu nähern.

Wir sind der Meinung, dass die Manipulation eine Möglichkeit der Lenkung zu einem bestimmten und bekannten Ziel der Wähler durch den PR-Berater ist im Sinne des Bildens von „trends“ in den von ihm gewollten Richtungen und um das zu schaffen, wird eine breite Palette von bekannten Instrumenten, Verfahren und Techniken verwendet – auch die Massenmedien.

Am Ende dieses Artikels möchten wir eine Definition des politischen PRs formulieren: das politische PR ist die Möglichkeit durch welche das Image und die Identität des politischen Aktanten geschaffen wird um eine Brücke zwischen ihm und die Wähler zu bauen. Um das zu schaffen, müssen die vier Hauptfunktionen des PRs angewendet und beachtet werden und an das politische System angepasst werden. Das politische PR verwendet Methoden, Strategien und Instrumente aus verschiedenen Bereichen: aus der Kommunikation, der Linguistik, des Managements, des Marketings, der Soziologie und der Psychologie um somit dem betreuten politischen Aktanten zu helfen eine große Anzahl von Stimmen zu erhalten. Das politische PR spielt eine Rolle sowohl in den Wahlperioden als auch außerhalb von diesen und ist von Bedeutung nicht nur für die Imagebildung des politischen Aktanten, sondern auch für das Aufrechterhalten und für die Weiterentwicklung dieser im Gemeinschafts- und Individualbewusstsein der Menschen. Durch alle seine Handlungen fördert der politische PR die gegenseitige Verständigung und das Vertrauen und funktioniert wie ein Alarmsystem indem er den politischen Aktanten vor möglichen Konflikten und Unannehmlichkeiten schützt, die innerhalb der Partei oder unter den Wähler stattfinden können.

Aus unserem Gesichtspunkt muss sich der politische PR nach der folgenden Devise abspielen: verfahren sicher und ausgeglichen und vermeide jedwelche Fehler.

BIBLIOGRAPHIE

- Beciu, Camelia, *Politica discursivă. Practici politice într-o campanie electorală*, Editura Polirom, Iași, 2000.
- Cutlip, M. Scott, Center, H. Allen, Broom, M. Gleen, *Efective Public Relations*, eight edition, Editura Prentice Hall, Upper Saddle River, New Jersey, 2000.
- Gamson, William, *Talking Politics*, Editura Cambridge University Press, Cambridge, 1992.
- Ghilezan, Marius, *Cum să reușești în politică. Manual de campanie electorală*, Editura Active Vision, București, 2000.
- Huntington, Samuel, *Viața politică americană*, Editura Humanitas, București, 1994.
- Stoicu, Andrei, *Comunicarea politică. Cum se vând idei și oameni*, Editura Humanitas-Libra, București, 2000.
- Thoveron, Gabriel, *Comunicarea politică azi*, Editura Antet, București, 1996.

LA REALISATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN. BREVE PRESENTATION GENERALE

FLORE POP

The European Economic Space (EEC) established at May, 2nd, 1992, is defined as an attempt to organize the exchange framework concerning individuals, goods, services and funds inside The Community of the Twelve - the Twentyfive nowadays - and its neighboring seven countries that constitutes The European Association of Free Trade (EAFT): Austria, Finland, Island, Liechtenstein, Norway, Sweden and Switzerland, out of which only four are not in the present members of the European Union. This European Economic Space ties through free trade accords no less than 29 countries.

La coopération de longue durée entre l'Association Européenne de Libre-Echange (A.E.L.E.) et la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) - devenue entre temps l'Union Européenne (U.E.), a mené à la création d'un vaste ensemble économique, le plus grand du monde au moment de la signature de l'accord, en mai 2002, à Porto. Nous allons essayer de retracer brièvement l'évolution de ces deux grandes organisations européennes sur la voie de la mise en œuvre de leur vaste projet commun: l'Espace Economique Européen (E.E.E.).

A. L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE ECHANGE

Le 25 mars 1957, par la signature des Traités de Rome, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont créé la Communauté Economique Européenne¹ et la Communauté Européenne pour l'Energie Atomique (C.E.E.A. ou Euratom). Les Six se proposent à ce moment-là, selon le Traité C.E.E., de "promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit".

En réaction à la mise sur pied de cette organisation économique une initiative concurrente voit le jour en 1960².

1. Chronologie et objectifs initiaux

L'Association Européenne de Libre Echange a été créée le 3 janvier 1960 par l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse, à l'initiative du Royaume-Uni, par la signature - le 3 janvier 1960 - de la

¹ Sur la création de la C.E.E., voir, entre autres, J. BOULOUIS, *Droit institutionnel des Communautés européennes*, Montchrestien, Paris, 1991, pp. 25-30.

² Cette organisation a été créée, selon certains analystes, plus par un esprit de réaction, inspiré aux pays membres par l'initiative d'intégration des six pays fondateurs de la C.E.E.

Convention de Stockholm³, entrée en vigueur quatre mois plus tard, au 3 mai 1960. Le Liechtenstein s'y est rallié ultérieurement, l'Islande en 1970, et la Finlande a été membre associé depuis 1961 jusqu'à son adhésion à l'Union Européenne. Entre 1967 et 1972 ont quitté l'organisation le Danemark, le Royaume-Uni et la Norvège, suite au début des négociations d'adhésion à la C.E.E., le Portugal s'est retiré en 1985, en fin - en 1995 ont quitté l'A.E.L.E. l'Autriche, la Finlande et la Suède, pour le même motif.

Le siège de la toute nouvelle organisation a été fixé à Genève, où a été installé également son *Secrétariat* international. A Bruxelles a son siège l'*Autorité de surveillance* de l'A.E.L.E., compétente dans le domaine de la concurrence.

La vocation initiale de l'A.E.L.E. était de mettre sur pied une zone de commerce libre, sans établir un tarif douanier commun, donc sans l'ambition d'évoluer vers une union douanière. Cette organisation fonctionne jusqu'à aujourd'hui comme une simple zone de libre-échange, sans une politique économique commune, à l'exception du fait que les droits de douane et autres taxes pour les importations entre les Etats membres ont été supprimés au 1^{er} janvier 1967.

2. Structure et organes

L'A.E.L.E. est administrée par un *Conseil*, qui est d'ailleurs son seul organe exécutif. L'organisation s'est dotée d'un *Secrétariat*, ayant à sa tête un *secrétaire général*. Le Conseil est composé des représentants des Etats membres, les décisions étant prises par consensus. Le Conseil se réunit habituellement deux fois par an au niveau des ministres. Cet organe exécutif est assisté par des *comités permanents* et des *groupes d'experts* dans les domaines considérés importants, comme l'agriculture, la pêche, etc. Le Conseil joue entre autres le *rôle d'arbitre* dans le cas des différends entre les Etats membres. Il peut négocier un accord avec un Etat membre ou avec un Etat tiers (par exemple, l'accord du 27 mars 1961 avec la Finlande), ou avec les autres organisations internationales à vocation régionale ou universelle (par exemple, l'accord avec la Communauté.).

Les accords réalisés avec d'autres Etats ou avec d'autres organisations internationales sont soumises aux ratifications des Etats membres.

Le Conseil adopte des décisions obligatoires pour les Etats membres, ainsi que des recommandations. Par l'intermédiaire du mécanisme du règlement des différends cet organe solutionne les cas de non respect de ses actes ou de la Constitution fondatrice de 1960.

L'organisation s'est dotée, suite à l'accord avec la Communauté européenne - pour la réalisation d'un espace économique européen intégré, d'autres structures comme le *Comité permanent*, chargé d'assurer la coordination avec l'Espace Economique Européen (E.E.E.), et la Cour A.E.L.E., siégeant à Genève, chargée du règlement des différends entre les pays membres.

³ Sur la création de l'A.E.L.E., voir *L'A.E.L.E., Secrétariat de l'A.E.L.E., Genève, 1987, 235 p.*

La philosophie de cette organisation est bien différente de celle d'une union douanière, en lui opposant la formule d'une zone de libre-échange⁴, par laquelle les Etats membres abaissent leurs barrières douanières internes, mais conservent leurs tarifs douaniers nationaux envers les pays tiers, éliminent les restrictions quantitatives, ainsi que les obstacles non-tarifaires au niveau européen.

L'A.E.L.E. a réussi une bonne période de temps de faire pression sur la C.E.E., en démontrant ainsi la viabilité de l'idée de libre-échange, dont l'intérêt majeur était de suivre le plus possible les rythmes de libéralisation des échanges économiques imposés par les Communautés, mais sans s'encombrer de la bureaucratie supranationale des dites Communautés.

La logique d'une intégration très profonde adoptée par la C.E.E. a fini, pourtant, par donner à cette dernière gain de cause, car de façon indirecte et à travers des méthodes spécifiques elle a réussi à amoindrir le rôle de l'A.E.L.E., en réduisant son effectif à trois membres, tous les autres étant intégrés dans les structures de l'actuelle Union Européenne, où les standards législatifs et institutionnels sont beaucoup plus élevés. En dehors des accords " individuels " de libre-échange réalisés par ses pays membres, l'A.E.L.E. a signé plusieurs accords bilatéraux avec d'autres organisations - c'est le cas, notamment - comme nous l'avons vu, de celui qui la lie à la Communauté (ou à des pays européens, dont la Roumanie⁵).

B. LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET L'EVOLUTION DE LA NOUVELLE ENTITE CREE PAR L'ACCORD DE PORTO

Le plus important des accords internationaux signés par l'A.E.L.E. est celui instituant un Espace Economique Européen, signé à Porto, le 2 mai 1992 (entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994), avec la Communauté européenne, suite à un premier accord, du 22 octobre 1991, qui a suscité les critiques de la Cour de Justice des Communautés Européennes (C.J.C.E.), relatives à la création d'une juridiction indépendante qui aurait eu compétence en matière de règlement des différends, qui s'est soldé ainsi par un échec⁶. L'accord signé à Porto a permis, suite à des négociations ultérieures, un premier élargissement de l'E.E.E.

Au départ - radicalement antagonistes, les deux grandes organisations européennes ont fini par subir des évolutions spectaculaires.

1. La Communauté européenne et la coopération initiale avec l'A.E.L.E.

Le but des pères fondateurs des Communautés européennes était celui de mettre sur pied une union totale: économique, douanière, ensuite monétaire,

⁴ D. CARREAU, T. FLORY, P. JUILLARD, *Droit international économique*, Dalloz, 3^{ème} édition, Paris, 1990, pp. 123-124.

⁵ La Roumanie a signé un accord avec l'A.E.L.E. le 10 décembre 1992, à Genève, accord ratifié par la Loi n° 19/1993, publiée dans le Moniteur Officiel, Première partie, n° 75, du 16 avril 1993.

⁶ Cf. *EUROPE*, Bruxelles, 16 et 17 décembre 1991, n° 5631, p. 7.

politique et militaire, avec un degré d'intégration très profond, pour promouvoir un développement harmonieux dans l'ensemble des pays membres. Cela a provoqué, nous l'avons vu, des inquiétudes à certains pays non membres, qui par souci de préserver leurs intérêts ont préféré promouvoir une initiative parallèle, menant à la création d'une zone de libre-échange. Malgré l'antagonisme initial entre les deux grandes aires de coopération et les différences de structure (les Communautés étant nées d'un traité comportant une gamme complète d'institutions et d'organes qui collaborent à l'exercice du pouvoir: exécutif, législatif et judiciaire), une amorce de collaboration a été possible dès la décennie suivante à leur fondation, menant finalement à un projet d'envergure.

La coopération entre la Communauté européenne et l'A.E.L.E. pour la création de l'Espace Economique Européen, matérialisée finalement par la signature de l'accord de Porto (Portugal) du 2 mai 1992, était une modalité d'impliquer dans la coopération pan-européenne des pays qui ne pouvaient ou ne voulaient pas adhérer à l'Union Européenne, comme l'Islande, la Norvège, etc. Cette réalisation notable était précédée, comme nous l'avons signalé, par de nombreux accords bilatéraux, qui ont été signés durant les dernières deux décennies d'avant l'accord de Porto, à commencer par les accords de commerce, spécialement après 1973, surtout concernant les produits agricoles. D'autres accords - relatifs aux sciences et technologies, à la protection de l'environnement ou à d'autres domaines d'intérêt mutuel - ont été mis sur pied dans cette période. D'ailleurs, en 1972 les pays de l'A.E.L.E. ont signé individuellement des accords de libre-échange avec la Communauté, dans le but déclaré d'éliminer les taxes douanières à l'importation des produits industriels, action achevée en 1977.

Au-delà de ce cadre, la Communauté européenne elle-même a évolué de manière significative durant ces dernières décennies (dans les années quatre-vingts la Commission Européenne avait lancé le projet d'envergure d'un marché interne complètement intégré, projet retenu par l'Acte Unique Européen - A.U.E. - signé en 1986 et entré en vigueur en 1987), ses relations avec l'A.E.L.E. étant généralement cordiales. On apprécie que la Communauté a été le principal partenaire commercial de l'A.E.L.E. Encore en 1984 les Etats membres de l'A.E.L.E. et la Communauté européenne ont adopté une Déclaration commune relative à la mise sur pied d'un Espace Economique Européen intégré, qui prévoyait les principales voies de leur future collaboration, tout spécialement dans le cadre du commerce des marchandises. Ainsi, entre 1984 et 1989 ont été éliminées les barrières commerciales, au cas par cas, mais il y avait encore des entraves au commerce - vu que certains domaines étaient retenus pour la coopération et d'autres non.

En tenant compte de ces circonstances, à la fin de cette période - dès 1989, le Président de la Commission Européenne - Jacques Delors, avait proposé aux membres d'alors de l'A.E.L.E. (l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse) une nouvelle forme de partenariat, beaucoup mieux structurée, qui allait devenir plus tard l'Accord sur l'E.E.E.

2. L'Accord instituant un Espace Economique Européen

Les négociations effectives entre la C.E.E. et l'A.E.L.E., pour la création de l'Espace Economique Européen, ont commencé en juin 1990 et ont mené à un premier accord en 1991, mais qui n'est jamais entré en vigueur, miné par l'intervention de la Cour de Justice de Luxembourg, l'accord définitif étant signé à peine le 2 mai 1992, au bout d'une nouvelle étape de négociations.

a) L'importance de l'accord réalisé

i) *L'échec de 1991.* A l'occasion des travaux préliminaires et par l'accord de 1991 - la Communauté et l'A.E.L.E. avaient essayé de créer une juridiction indépendante, compétente en matière de règlement des différends éventuels entre les pays membres de cet espace intégré. La nouvelle Cour devait avoir huit juges - cinq de la part de la Cour de Justice des Communautés Européennes et trois de la part des pays membres de l'A.E.L.E.

Mais la C.J.C.E. a apprécié, par avis du 16 décembre 1991, que la mise sur pied d'une telle juridiction porterait atteinte à l'autonomie du système juridictionnel communautaire⁷. L'institution d'un nouveau système indépendant dans le cadre du nouvel accord sur l'E.E.E. était ainsi jugée incompatible avec le Traité C.E.E. La C.J.C.E. y voit également une atteinte à son indépendance et se voit obligée de critiquer la possibilité que pourrait avoir une Cour de l'E.E.E. de définir les compétences des institutions communautaires, ainsi que celles des Etats membres de la Communauté. En plus, selon la C.J.C.E., une Cour de l'E.E.E. ferait sans doute double emploi et serait de toute façon contraire à l'article 219 du Traité C.E.E., qui prévoit l'obligation des Etats membres de soumettre leurs différends à la C.J.C.E. Pour ne pas parler de l'inconvénient créé par le fait que les cinq juges de la C.J.C.E. devront siéger tantôt à la Cour de l'E.E.E., tantôt à la C.J.C.E. - sur des questions commerciales - et dès lors ils n'auront plus leur indépendance d'esprit lorsqu'ils reviendraient siéger à la C.J.C.E. sur des questions identiques à celles dont ils viendraient de trancher à la Cour de l'E.E.E.

Comme la C.J.C.E. ne rend que des décisions obligatoires, la Cour de Luxembourg s'opposait à ce que les Etats membres de l'A.E.L.E. puissent lui demander des avis non contraignants. En outre, aucune des dispositions du Traité C.E.E. n'autorise ses Etats membres à créer une nouvelle institution juridictionnelle.

L'accord instituant un Espace Economique Européen a été considéré comme important de part et d'autre. Cette entente instaura à la date de sa signature une zone de commerce libre de grandes dimensions, un marché interne gouverné par les mêmes règles de base. Suite aux crises successives des années '70, qui ont mené à une poussée de protectionnismes dans le commerce mondial, de manière que les statistiques des organisations économiques internationales montraient que seulement 20 % des échanges mondiaux s'effectuaient en régime de commerce libre (promu alors par le GATT, devenu entre temps l'Organisation

⁷ Ibid.

Mondiale du Commerce), on a constaté qu'une certaine intensification des "guerres économiques", ainsi que l'interdépendance croissante des économies mènent à une évolution accélérée vers la libéralisation des échanges économiques. Au point de vue régional, on a observé une libéralisation des échanges par l'intermédiaire des unions douanières ou des zones de commerce libre.

L'Espace Economique Européen, en tant que zone de libre-échange (même si les Etats encore membres de l'A.E.L.E. n'ont transféré aucune compétence législative vers les institutions nouvellement créées par cet accord), ainsi que les autres zones de commerce libre apparues dans le monde ces dernières années, suggèrent l'idée que l'internationalisation croissante des grandes provocations actuelles (les questions liées à la protection de l'environnement, au chômage, le contrôle de l'immigration, les nouvelles politiques industrielles et régionales, etc.) porte atteinte au concept de "souveraineté nationale", tel qu'il a été compris jusqu'il y a peu.

b) *Principes généraux et objectifs préliminaires de l'Accord*

i) *Les principes d'intérêt majeur et le premier élargissement de l'E.E.E.* Les "quatre libertés" ou principes d'intérêt majeur pour l'intégration et la coopération économique promus par la Communauté européenne sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1994 (la date d'entrée en vigueur du traité de Porto) également aux pays de l'A.E.L.E. L'E.E.E. comprend actuellement 28 Etats - les 25 pays membres de l'Union Européenne et les trois membres actuels de l'A.E.L.E. - et 455 millions d'habitants. La Suisse a décidé par référendum, en décembre 1992, de ne pas participer à l'E.E.E., en reniant ainsi son statut de membre, tout en développant ses relations avec la Communauté européenne par le biais des accords bilatéraux. Le Liechtenstein est devenu membre à part entière de la nouvelle organisation au 1^{er} mai 1995. Un premier élargissement de l'E.E.E. a eu lieu au 1^{er} mai 2004⁸, lorsque dix des douze pays candidats à l'adhésion (la République Tchèque, l'Estonie, le Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie) ont intégré l'U.E. Les négociations en vue de cet élargissement, débutées en janvier 2003 et finalisées en juillet, ont eu comme objet les arrangements financiers et les contributions des Etats pour éliminer les disparités de développement, les différences économiques et sociales dans le cadre de l'E.E.E., ainsi que les modalités d'accès sur le marché des produits de la pêche, l'accord étant signé au mois de novembre 2003.

ii) *L'acceptation de l'acquis communautaire. Les exceptions.* L'accord sur l'E.E.E. implique pour les pays signataires (membres de l'A.E.L.E.) l'assimilation de toutes les directives communautaires relatives à la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux, des règles dites "horizontales" (la politique sociale, la protection des consommateurs, la protection de l'environnement, la statistique et le droit des sociétés), ainsi que des politiques d'accompagnement ou la coopération en dehors

⁸ Les négociations pour l'élargissement de l'E.E.E. ont eu lieu entre janvier et juillet 2003, la signature de l'accord final étant différée pour le mois de novembre de la même année.

des susdites "quatre libertés" ou les domaines de "flanc" (recherche fondamentale, développement technologique, éducation, formation continue, protection civile, etc.). Ont été exclus du traité constitutif des domaines importants comme les politiques communes concernant l'agriculture et la pêche (mais l'accord prévoit divers aspects concernant le commerce des produits agricoles et piscicoles). L'accord ne comprend pas non plus l'union douanière, la politique commerciale commune, la politique étrangère et de sécurité commune, la justice et les affaires intérieures (même si la Norvège et l'Islande sont des signataires de l'accord de Schengen), l'union économique et monétaire.

c) *Législation, procédures, institutions politiques et de contrôle de l'E.E.E.*

i) *La dynamique législative de l'accord.* L'Accord signé à Porto en 1992 est réalisé sur la base des traités fondateurs (le droit primaire ou originaire), du droit dérivé (directives, règlements, décisions, etc.) et de certains instruments non-obligatoires de l'E.E.E., adoptés au fil du temps par les institutions communautaires.

L'accord lui-même est constitué de 129 articles, 22 annexes et 49 protocoles.

En respectant une certaine dynamique, les règles usuelles de l'accord sont actualisées continuellement par l'ajout de la nouvelle législation et des nouvelles normes. Chaque mois un nombre croissant de normes et d'actes législatifs relevant de l'E.E.E. sont incorporés dans l'Accord par la décision du Comité Commun de l'E.E.E.

ii) *Le processus décisionnel et les organes de décision de l'E.E.E.* La prise effective d'une décision a posé aux négociateurs des deux parties un problème épineux du point de vue institutionnel et politique. Ainsi, devait être prévue une modalité de prise de décision qui pourrait permettre aux deux ensembles de pays de s'exprimer de façon équitable, mais sans faire appel à un système de pondération de voix, qui aurait procuré de toute façon une majorité confortable aux membres de l'U.E. On a évité également l'hypothèse des négociations bilatérales entre un représentant de l'A.E.L.E. et un représentant de la Communauté. On a opté finalement pour un *Conseil de l'E.E.E.*, formé par les représentants des pays de l'A.E.L.E. et des ceux des Communautés, conseil qui devait se réunir deux fois par an au niveau des ministres. La présidence du Conseil doit revenir, par alternance, au représentant de chacune des deux entités.

Les organes de l'E.E.E. sont les suivants: le *Conseil de l'E.E.E.*, le *Comité mixte de l'E.E.E.* (chargé d'évaluer la jurisprudence des deux Cours de Justice et d'éviter les divergences), le *Comité parlementaire commun de l'E.E.E.* et le *Comité consultatif de l'E.E.E.* Ces organes sont habilités de maintenir la liaison entre les deux grandes organisations économiques continentales.

iii) *La procédure de règlement des différends.* Suite à maints débats on a accepté finalement que la C.J.C.E. sera seule compétente dans le domaine de la concurrence (autorisations de fusion, aides d'Etat). Néanmoins, l'A.E.L.E. pourra se prononcer à elle seule sur une telle question si au moins 33 % du chiffre d'affaires de l'entreprise fusionnée sont réalisés dans ses pays membres. En même temps, l'U.E. pourra demander que la C.J.C.E. se prononce elle-même dans ce même dossier si la dite fusion aura des conséquences importantes pour son marché.

Une *procédure d'arbitrage* est prévue pour les litiges concernant les autres domaines. Cette procédure sera valable pour tous les litiges que surviendront dans le cadre de l'E.E.E., dans tous les domaines, sauf la concurrence.

En guise de conclusion - on doit remarquer les implications juridiques et économiques très complexes de cet accord, signé une première fois le 22 octobre 1991, mais qui a été renégocié et parafé le 14 avril 1992, signé dans sa forme finale le 2 mai 1992 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Tout d'abord, les pays membres de l'A.E.L.E. devaient intégrer dans leur droit national *l'acquis communautaire* et harmoniser leurs législations dans les domaines les plus importants avec les normes de l'U.E., ce qui même pour eux présentait des difficultés inhérentes. Mais ces pays ne seront pas obligés de participer aux politiques communautaires en matière de défense, diplomatie, monnaie unique ou autres domaines communs, par contre ils seront associés dans les affaires commerciales de l'U.E. Ainsi, dans le moment actuel de la globalisation et de l'interdépendances des économies, de la multiplications des échanges régionaux et interrégionaux, l'E.E.E. sera appelé à avoir un puissant impact sur le commerce mondial, dans une époque qui se dessine comme celle des antagonismes entre les grands blocs commerciaux⁹.

BIBLIOGRAPHIE

- R.M.Beșteleiu, *Drept internațional, Introducere în dreptul internațional public*, Ed. All, Bucuresti, 1998
- R.M.Beșteleiu, *Organizațiile internaționale interguvernamentale*, Ed. All Beck, București, 2000
- Collard, *Les relations internationales*, Ed. Armand Colin/Masson, Paris, ed. a7-a, 1997
- J.Boulois, M.Darmon, *Contentieux communautaire*, Précis Dalloz, ed. a2-a, Paris 1997
- J.Cl. Gautron, coordonator, *Les relations Communauté européenne-Europe de l'Est*, Paris, Economica, 1991
- J.Cl. Gautron, *Droit communautaire*, Précis Daloz, 9^{eme} édition, Paris, 2000
- J.Cl. Gautron, *Déclaration commune CEE-AELE*, din 19 decembrie 1990
- Carreau, T, Flory, P.Juillard, *Droit international économique*, Dalloz, ed. a 3-a, Paris, 1990
- C.-P. Lucron, *Vers l'EEE, l'Europe du deuxième cercle*, Revue du Marché Commun, no.339, 1990
- Fr-X, Merrien, *L'Etat-providence*, coll « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1997
- J.Rideau, *Droit institutionnel de l'Union et des Communautés Européennes*, ed. a 3-a, Ed. LGDJ, Paris, 1999
- P.Thureau-Dangin, *Vers la fin du libre-échange*, in Science et vie économie, nr.81, martie 1992, p.39 et s.
- Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie*, Ed. Fayard, Paris, 1994
- Europe, nr.5381, 30 noimebrie 1990, p.9 et s, nr.5631, 17 decembrie 1991, p.7 et s.

⁹ Voir en ce sens les développements récents sur les autres continents, les essais pan-américain, asiatique ou autres de coopération régionale dans le domaine économique.

LA RATIFICATION DU TRAITE CONSTITUTIONNEL: LE «NON» FRANÇAIS ET LE «NEE» NEERLANDAIS

DACIAN-GRATIAN GAL*

ABSTRACT. This approach concern the Constitutional Treaty's ratification and particularly the ratification process in France and in Holland. The Constitutional Treaty of the EU is a major moment in the juridical evolution -because he is changing and unifying all the treaties of the Union- and this document is a major document for the EU's future architecture. The arguments for and the arguments against this Treaty does not cover the same area in the EU's geography. The French case and the Holland case prove that the Treaty is not generally accepted and it is not a good evolution because France and Holland are two members that founded EEC.

Le *Traité établissant une Constitution pour l'Europe* est l'une des plus importants documents de l'Union Européenne, tant du point de vue juridique- car il s'agit d'un texte juridique unitaire en unissant les traités existants- que du celui des significations pour la construction européenne et pour l'intégration. Loin d'être général accepté, le «Traité constitutionnel», a généré un vif débat, étant considéré trop progressiste par les uns ou trop peu avancé par les autres. Les arguments pro et contre couvrent une géographie différente au niveau des Etats membres et la présence dans le texte d'une seule disposition contraire aux intérêts d'un Etat membre risque de compromettre la ratification par celui-ci. D'autre part, les dispositions qui satisfissent les attentes des certaines Etats ne sont acceptées par les autres.

L'échec du référendum en France et dans les Pays Bas a tiré un signal d'alarme, d'autant plus qu'il s'agit de deux pays fondateurs des Communautés et que ces deux échecs se sont succédés dans un court intervalle de temps. Alors faut-il voir quelles sont les grandes questions générées par le Traité constitutionnel (ou la «Constitution européenne»), quelles sont les réalités intérieures de la France et des Pays Bas, pourquoi les résultats négatifs dans ces pays, quelles conséquences pour l'Union Européenne, quel avenir pour la Constitution Européenne?

1. Les grandes questions générées par la Constitution et les possibles réponses

Le processus de ratification du Traité instituant une Constitution Européenne a soulevé des nombreuses questions et inquiétudes, même si la carte géographique des celles-ci n'est identique dans l'Union. Les dispositions de la Constitution Européenne relèvent un Europe de la géométrie variable des intérêts, une Europe comme une vraie Tour Babel des options politiques, économiques et sociales. En essayant de faire un inventaire des questions étroitement liées du processus de ratification du Traité constitutionnel, on peut citer les suivantes:

* Docteur en Histoire des relations internationales – Université Babes-Bolyai Cluj/ Université Sorbonne Nouvelle- Paris

Le traité est conclu pour une **durée illimitée** (article IV-446). Sont les Etats membres condamnés, avec l'unanimité, à ne jamais en changer?

La Constitution définit le rôle, la portée et le mode de fonctionnement des institutions... Une Constitution doit-elle fixer également les **politiques**?

La Charte ne s'applique qu'aux institutions de l'Union et aux Etats lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. Quelle est vraiment sa **portée**?

La **Charte des droits fondamentaux** est-elle vraiment obligatoire?

Pourquoi la Constitution ne reconnaît pas les **racines judéo-chrétiennes** de l'Europe?

La Constitution ignore-t-elle la **personne humaine**?

La Constitution permet-elle le **clonage thérapeutique** et le **mariage des homosexuels**?

Refuser la Constitution, est-ce refuser l'entrée de la **Turquie** dans l'Union?

Avec la Constitution, l'Europe est-elle placée sous la dépendance de l'**OTAN**?

La Constitution menace-t-elle les conditions de vie des **agriculteurs** et des habitants des zones rurales?

Développement durable et économie de marché hautement compétitive sont-ils conciliables?

La Constitution protège-t-elle l'**environnement**?

L'article III-265 de la Constitution consacre-t-il l'**ouverture des frontières**?

La Constitution interdit-elle l'**harmonisation fiscale ou sociale**?

Avec la Constitution, y aura-t-il davantage de **délocalisations**?

En interdisant les **aides d'Etat** (III-167), la Constitution fait-elle obstacle aux politiques industrielles nationales?

Le rejet de la Constitution fera-t-il obstacle à la **directive Bolkestein**?

Avec les règles de la concurrence qu'il contient, le traité n'empêche-t-il pas les **services publics** d'exercer leur mission?

Le traité constitutionnel menace-t-il les **services publics**?

La **Commission** est-elle totalement indépendante?

Quelle est la portée du **droit d'initiative citoyenne** si la Commission n'est pas obligée d'y donner suite?

Les **choix de l'UE** sont-ils responsables de l'augmentation du chômage, de la précarité, des délocalisations, des fermetures d'entreprises, la remise en cause du droit du travail?

En consacrant le principe de la **concurrence libre et non faussée**, la Constitution n'aggrave-t-elle pas la situation sociale?

Avec la Constitution, le marché l'emporte-t-il sur le droit des Etats à se défendre en temps de **guerre**? (article III-131)

En affirmant la "**primauté du droit communautaire**" sur le droit national la Constitution européenne n'entraîne-t-elle pas une perte de souveraineté?

Les réponses données à ces questions ont été différentes, en laissant conturer l'option des partisans du «OUI» et les ceux du «NON». La complexité de ces interrogations a dégagé un certain nombre des arguments pour la ratification du Traité constitutionnel et, également, un certain nombre des arguments contraires.

Arguments pour¹. Les principaux arguments pour ratifier la Constitution Européenne visent les suivants aspects:

- Avec un traité unique, l'Union européenne est consolidée et son fonctionnement simplifié;
- Par l'intégration de la Charte des droits fondamentaux à la Constitution, les droits des citoyens européens sont renforcés»; un droit d'initiative populaire permettra à un million de citoyens de l'Union, issus de différents pays membres, d'inviter la Commission européenne à soumettre une proposition législative;
- Rôle accru des Parlements nationaux qui peuvent proposer à la Commission européenne de nouvelles lois européennes;
- Définition des relations entre l'Union et les Etats membres et respect explicites de l'"identité nationale", des "structures fondamentales politiques et constitutionnelles" et des "fonctions essentielles de l'État" de chaque Etat membre (article I-5);
- Possibilité de conclure un accord international sous une signature unique et non plus sous autant de signatures que d'Etats membres, grâce à la personnalité juridique de l'Union (article I-7);
- Extension du vote à la majorité qualifiée permettant de réduire les risques de blocage par le veto d'un Etat membre;
- Affirmation du rôle de l'Union européenne sur la scène internationale grâce à la création du poste de ministre des Affaires étrangères;

Arguments contre². Les adversaires de la Constitution considèrent que contre celle-ci plaident les suivants arguments:

- Le traité constitutionnel représente un pas vers le super Etat européen;
- La Constitution européenne n'accorde que très peu de moyens aux citoyens européens pour participer aux politiques communautaires;
- Les parlements nationaux n'ont toujours pas assez de pouvoir, notamment celui de bloquer les lois;
- Le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères risquent de se substituer aux représentants des gouvernements nationaux, lors de négociations internationales;
- En permettant une plus grande coopération en matière de défense entre les Etats membres de l'Union, la Constitution européenne risque de déstabiliser l'OTAN, seule organisation armée capable de résoudre les conflits internationaux;
- Le traité constitutionnel accroît les pouvoirs de l'UE, au détriment des politiques nationales, dans plusieurs champs et notamment dans les domaines de l'emploi et de la justice et des affaires intérieures, dont l'immigration;

¹ <http://www.constitution-europeenne.fr>

² *Idem*

- Le traité constitutionnel affaiblit les services publics;
- La Constitution est un leurre pour éviter d'interroger les citoyens sur les sujets qui importent, en particulier l'élargissement à la Turquie;
- La Constitution européenne prive l'Europe des instruments de sa puissance budgétaire, monétaire, fiscale, tant dans le domaine économique que pour la politique étrangère et de sécurité commune.

Les procédures de ratification dans les Pays Bas et en France

Les modalités pour ratifier le Traité constitutionnel par les Etats membres sont le référendum et le vote dans le parlement national ou une procédure mixte entre ces deux, ces modalités étant soit imposées par les Constitutions de ces Etats, soit à libres choix des leaders politiques.

France. Le Président de la République disposait de deux options pour procéder à la ratification du traité constitutionnel:

- d'une part, la réunion en session extraordinaire du Parlement;
- d'autre part la voie du référendum.

Estimant "les Français directement concernés", Jacques Chirac a choisi, en juillet 2004, le référendum, prévu pour 29 mai 2005. Le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, a adopté, le 19 novembre 2004, une décision par laquelle il a constaté que la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ne pouvait intervenir qu'après révision de la Constitution française. Cette révision préalable de la Constitution française ayant été approuvée par le Congrès le 28 février 2005, le référendum peut désormais avoir lieu.

Depuis début mai 2005, les sondages d'opinions indiquent une tendance en faveur du "oui" au traité.

Les **Pays-Bas** ont prévu d'organiser un référendum sur la Constitution européenne le 1er juin 2005, le premier de niveau national. Celui-ci n'aura pas de force liante puisqu'il s'agit d'un référendum consultatif, mais le gouvernement a déclaré que le résultat des urnes serait respecté. La date du vote du Parlement permettant la ratification officielle n'est pas encore connue.

Un sondage réalisé par l'institut Maurice de Hond le 30 avril 2005, pour la chaîne de télévision publique néerlandaise NOS, annonce que parmi les 37% de personnes qui se rendront aux urnes le 1er juin, 32% affirment qu'elles voteront contre la Constitution européenne contre 30% pour. Le résultat du référendum – comme on voit- a été largement négatif

2. Le «non» français

Pour la première fois sous la V^e République, la France a répondu non à un référendum sur l'Europe. En 1972, les Français avaient approuvé à 68 % l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Ils avaient approuvé de justesse à 51,05 % la ratification du traité de Maastricht le 20 septembre 1992. Mais aujourd'hui, le rejet de la Constitution est massif, environ 55 % des électeurs se sont prononcés pour le non.

C'est également le référendum qui enregistre le non le plus élevé de l'histoire de la V^e République: le précédent record appartenait au référendum du 27 avril 1969 sur la réforme du Sénat, où le non avait obtenu 52,4 % des suffrages avec les conséquences que l'on sait³.

Selon les résultats définitifs, 54,87 % des Français ont voté non au référendum et 45,13 % oui. La réponse des Français est d'autant plus forte que la participation de près de 70 % – comparable à celle de Maastricht en 1992 – place ce référendum parmi les scrutins qui ont le plus mobilisé les électeurs depuis une dizaine d'années.

Les réactions immédiates des responsables politiques français sont graves⁴. Jacques Chirac, dans une allocution télévisée, déclarait un jour après le vote: "Nos intérêts et nos ambitions sont profondément liés à l'Europe. La France, pays fondateur de l'Union, reste naturellement dans l'Union. Je tiens à vous dire, à dire à nos partenaires européens et à tous les peuples de l'Europe que la France continuera à y tenir toute sa place, dans le respect de ses engagements. J'y veillerai [...] Le 16 juin, le Conseil européen se réunira à Bruxelles. J'y défendrai les positions de notre pays en tenant compte du message des Françaises et des Français. Mais ne nous y trompons pas, la décision de la France crée inévitablement un contexte difficile pour la défense de nos intérêts en Europe. Nous devons y répondre en nous rassemblant autour d'une exigence, celle de l'intérêt national". "Au cours de ce débat, vous avez également exprimé vos inquiétudes et vos attentes. J'entends y répondre en donnant une impulsion nouvelle et forte à l'action gouvernementale. Je vous ferai part dans les tout prochains jours de mes décisions concernant le gouvernement et les priorités de son action."

Nicolas Sarkozy, ancien ministre de l'intérieur et actuel président de l'UMP (le parti de gouvernement): "C'est une période difficile qui s'ouvre. Elle demandera du sang-froid, de la résolution et de l'énergie". "[Au niveau européen], deux priorités doivent guider notre action. La première est de rechercher, avec nos partenaires, les moyens de faire fonctionner, de façon véritablement opérationnelle, une Union dont les règles n'ont pas été conçues pour un ensemble de pays aussi nombreux. La deuxième est de mettre de façon déterminée l'Union européenne au service des femmes et des hommes qui la peuplent. Il nous faut redonner vie à la préférence communautaire qui est l'une des raisons d'être du projet européen."

Michel Barnier, ministre des affaires étrangères et ancien Commissaire européen croit que "C'est une épreuve pour la France et une vraie déception."

La ministre française de la défense Michèle Alliot-Marie a parlé de "défaite pour la France et pour l'Europe."

François Bayrou, président de l'UDF: "Examiné par les autres pays, le 'non' français va peser lourd. [...] Dans quelques mois on verra les dégâts. Sans une Europe forte, aucun redressement n'est possible."

³ Philippe Chiqui et Pierre Christian - www.expression-publique.com

⁴ <http://www.euractiv.com/Article?tcaturi=tcm:28-140118-16&type=News>

Dominique Strauss-Kahn, porte-parole de la campagne en faveur du 'oui' au sein du Parti socialiste: "L'Europe ne doit pas être la victime du débat intérieur français, et doit rester un facteur d'espoir."

Henri Emmanuelli, porte-parole des socialistes favorables au "NON" dit "Ce 'non' n'est pas un signe de peur, il est un signe d'espoir."

Jean-Marie Le Pen, leader du Front National et partisan du «NON»croit que "Chirac a voulu parier et il a perdu."

Philippe de Villiers, dirigeant du Mouvement pour la France (souverainiste) et adversaire de la Constitution Européenne considère qu'"Il n'y a plus de Constitution. Nous devons reconstruire l'Europe sur des bases qui n'existent pas à l'heure actuelle."

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste français et également partisane du «NON» affirme que "Les Français ont rejeté la camisole néo-libérale. La dynamique de ce mouvement rappelle celle de mai 68."

L'ancien porte-parole de la Confédération paysanne José Bové a estimé que le président "devait se démettre et que de nouvelles élections devaient avoir lieu."

Les réactions des responsables et des leaders européens ne se laissent attendues⁵. Le non français place l'Union européenne face à "de grands défis", a reconnu lui aussi le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer. Le président italien Carlo Azeglio Ciampi a appelé à un effort accru de propositions pour surmonter ce "coup d'arrêt". Président en exercice de l'UE, le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a affirmé sans surprise à Bruxelles que "la ratification de la Constitution européenne doit se poursuivre", mot d'ordre repris un peu partout parmi les 25. "La France a voté et la France a dit non... Nous en avons, je dois le dire, le coeur gros mais nous en prenons acte", a dit M. Juncker. "Nous regrettons ce choix venant de la part d'un Etat membre qui est depuis 50 ans l'un des moteurs essentiels de la construction de notre avenir commun", a-t-il ajouté dans une déclaration commune avec les présidents de la Commission et du Parlement européens, José Manuel Durao Barroso et Josep Borrell. "Le traité n'est pas mort", a néanmoins estimé Jean-Claude Juncker, excluant une renégociation du texte. Il a annoncé que les chefs d'Etat et de gouvernement des 25 se pencheraient sur la nouvelle donne lors de leur prochain sommet les 16 et 17 juin à Bruxelles.

M. Barroso a souligné que "neuf Etats membres représentant la moitié" de la population de l'UE "ont déjà ratifié la Constitution européenne". En outre, "*le résultat du référendum français mérite une analyse approfondie, en premier lieu de la part des autorités françaises. Il faudra leur en donner le temps nécessaire*", explique la déclaration commune des trois présidents. M. Juncker s'est interrogé sur la possibilité de réconcilier, dans le camps du non en France, ceux qui veulent plus d'Europe ou une Europe plus sociale, et ceux qui en veulent moins ou pas du tout. Quand à renégocier le traité pour le mettre au goût supposé des Français, sur quelle base faut-il le faire, a demandé M. Juncker. "*Si demain nous reformulions le*

⁵ www.nouvelobs.com/

traité pour qu'il trouve grâce aux yeux de M. et M^{me} Le Pen, il serait rejeté un peu partout en Europe", a lancé le premier ministre luxembourgeois. Sans suggérer à nouveau que les Français pourraient être appelés à revoter au terme du processus de ratification, ce qui serait "de mauvais goût", M. Juncker a souhaité "que le peuple français écoute les autres peuples". "L'Europe, a souligné pour sa part M. Barroso, se fait par le compromis, par la recherche du consensus." "Il est impossible en Europe d'avoir une seule vision qui s'impose aux autres", a-t-il insisté. Les dirigeants des institutions européennes ont, par ailleurs, voulu écarter le spectre d'une crise européenne majeure à la suite du référendum français, en affirmant que "l'Europe continue". "L'Europe a déjà connu des moments difficiles et elle a su à chaque fois en sortir renforcée, meilleure qu'avant, prête à faire face aux défis et aux responsabilités qui sont les siens", explique la déclaration. Mais M. Juncker a également procédé à une autocritique, au nom d'une classe politique européenne qui s'est montré incapable d'entretenir la flamme du projet européen dans l'opinion publique. "Nous avons omis de faire la bonne pédagogie nécessaire à l'Europe", a concédé M. Juncker. "Nous avons perdu la faculté de rendre les Européens fiers d'eux-mêmes, fiers ce que nous avons accompli et qui impressionne ceux qui nous regardent de loin", a-t-il dit.

"La ratification de la Constitution européenne doit se poursuivre", a estimé de son côté le président en exercice de l'Union européenne, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. "Une majorité de Français a rejeté le traité constitutionnel dans sa forme proposée. Nous en avons, je dois le dire, le cœur gros mais nous en prenons acte", a dit M. Juncker lors d'une conférence de presse. "Nous regrettons ce choix venant de la part d'un Etat membre qui est depuis cinquante ans l'un des moteurs essentiels de la construction de notre avenir commun", a-t-il ajouté dans une déclaration commune avec les présidents de la Commission et du Parlement européens, José Manuel Durao Barroso et Josep Borrell.

Le non français est "un revers pour le processus de ratification la Constitution mais pas sa fin", a déclaré le chancelier allemand Gerhard Schröder. "Ce n'est pas non plus la fin du partenariat franco-allemand dans et pour l'Europe", a-t-il ajouté. "Le non français signifie de graves problèmes dans le processus de l'adoption du traité constitutionnel, mais ne devrait pas freiner le processus de l'intégration", a renchéri le président polonais Aleksander Kwasniewski. Le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero est tombé d'accord avec le président français Jacques Chirac pour dire que l'Europe "surmontera cette période de crise, comme elle en a surmontées d'autres au cours de son histoire", selon son porte-parole.

"L'issue du référendum français ne peut être considérée comme un vote contre l'Europe", a estimé le Premier ministre belge Guy Verhofstadt, pour qui "il ressort de la motivation de nombreux Français ayant voté non qu'ils ne veulent pas moins d'Europe, mais bel et bien davantage d'Europe".

La victoire du non à la Constitution européenne en France a suscité la déception des principaux responsables des 25, qui ont néanmoins plaidé pour la poursuite de la ratification du traité dans les autres Etats membres de l'UE. Le non français est "un revers pour le processus de ratification la Constitution mais pas sa fin", a

déclaré à Berlin le chancelier allemand, Gerhard Schröder, qui "*regrette beaucoup*" l'issue du scrutin. "*Ce n'est pas non plus la fin du partenariat franco-allemand dans et pour l'Europe*", s'est-il efforcé de dédramatiser.

Les leaders des pays qui devront ratifier la Constitution sont retenus et en même temps consternés. "Nous sommes déçus (...) mais le processus de ratification continue et ce résultat donne une raison de plus aux Néerlandais de voter oui", a renchéri le Premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende. Il a appelé ses compatriotes, qui voteront mercredi lors d'un autre référendum à haut risque, à ne "pas prendre de leçon des Français" et "faire leur propre choix" sur le traité constitutionnel. Une note discordante est venue en revanche du chef de la diplomatie britannique. Jack Straw a laissé planer le doute sur le maintien ou non du scrutin sur la Constitution prévu au Royaume Uni l'an prochain.

Les possibles explications

Les voix des analystes sont presque unanimes en considérant que le «NON» français a des explications premièrement sociales. La victoire du non apparaît dans une certaine mesure comme une sanction de la politique économique conduite depuis 2002. Il a en effet été beaucoup question pendant la campagne des inquiétudes des Français en matière de chômage et de délocalisation. Des inquiétudes confirmées par une conjoncture qui a joué en faveur du non: le taux de chômage peine à reculer sous la barre des 10%, la croissance a patiné au premier trimestre et pourrait être en deçà de 2% en 2005, la dette publique de plus 1 000 milliards d'euros enflé d'année en année⁶.

Au classement des arguments, la peur d'une libéralisation accrue de l'économie et de son corollaire haï, la mondialisation, arrive largement en tête. L'attachement des Français au service public et aux prestations sociales ressort de nombreux griefs. Quant à ceux qui souffrent des rudesses du marché du travail, ils réagissent comme plusieurs des jeunes auxquels Jacques Chirac avait été confronté en direct à la télévision pendant la campagne.

Autre antienne du camp du non, le souverainisme et sa cohorte de craintes de voir une certaine France disparaître pour les uns, s'effacer pour les autres et en tout cas céder systématiquement le pas aux caciques bruxellois. Dans le sentiment d'une perte d'influence nationale, le récent élargissement de l'Union à d'anciens Etats membres du pacte de Varsovie a également pesé. Les bataillons du non ont aussi largement puisé leurs forces dans les mécontents du tandem Chirac-Raffarin. Le vote «révolutionnaire» a, semble-t-il, débordé les frontières de la gauche pour toucher les électeurs de la majorité⁷.

Le «NON» français peut être considéré comme une conséquence de l'impopularité qui confronte le Président Chirac et le Gouvernement Raffarin. Normalement, dans toutes les pays membres la campagne pour la ratification est

⁶ Anne Rovan, *La France vers un nouveau «tournant social»* - http://www.lefigaro.fr/referendum/2005_0530.FIG0424.html

⁷ *Voyage dans la France du non* - <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050530.FIG0424.html>

menée par ceux qui sont au pouvoir, c'est à dire en France, par ceux qui sont le plus impopulaires. En 2002 Chirac n'a pas gagné les présidentielles parce -que les français ont voté pour lui, mais parce- qu'ils ont voté contre Le Penn. A cette situation on ajoute le fait que quelques semaines avant la date de référendum Chirac a fêté dix ans à l'Elysée, donc l'usure politique est normale. Dans une telle réalité, le geste du Président Chirac de choisir la voie référendaire paraît comme politiquement suicidaire ou ayant des raisons cachées.

La sociologie du vote explique les causes du «NON»⁸. Seuls les cadres supérieurs et professions intellectuelles ont voté oui (à 65 %, comme en 1992 pour le Traité de Maastricht). Les catégories populaires ou modestes ont elles voté non, mais en accentuant leur vote par rapport à 1992: 79 % pour le non parmi les ouvriers (hausse de 18 points), 67 % parmi les employés (hausse de 14 points). Le basculement se fait parmi les catégories moyennes - les professions intermédiaires - qui votaient oui (à 62 %) et votent désormais non à 53 %, signe du malaise social profond qui touche le pays et souligne le niveau d'inquiétude face à une Europe accusée de ne pas protéger suffisamment les salariés face à la mondialisation. Il faut rappeler que ce référendum s'inscrit dans une série électorale atypique: le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 avait mis en évidence le rejet du système politique.

Les élections régionales étaient marquées par un vote-sanction de grande ampleur à l'égard du gouvernement, aujourd'hui encore en place. Enfin, les élections européennes de 2004, dominée par une très forte abstention (57,3 %) alors qu'il s'agissait des premières élections européennes post-élargissement. Avec le rejet, les électeurs renouvellent et accentuent la crise du système politique: les partis de gouvernement, qui étaient les seuls à se prononcer en faveur de la Constitution européenne, avaient réuni le 21 avril 2002 seulement 56 % des suffrages exprimés, soit le score le plus faible de ces vingt dernières années. Les votes extrêmes (gauche et droite), qui atteignaient le record de 30 % des suffrages, participent aujourd'hui quasiment à l'unanimité au vote non. Enfin, plus généralement, l'ensemble des forces protestataires (votes extrêmes, PC, souverainistes de gauche et de droite, chasseurs) représentaient plus de 40 % des suffrages à l'époque; elles se sont aujourd'hui engagées sans nuance pour le non.

Selon une enquête Ipsos⁹, le résultat a avant tout été provoqué par un mécontentement sur la situation économique et sociale française, et ensuite par une volonté de rejet d'un projet jugé trop libéral. Le vote non concerne d'abord les catégories à faible pouvoir d'achat (ouvriers, employés, artisans, agriculteurs) et davantage les zones rurales, une situation qui pousse les syndicats à revendiquer "*un sursaut dans le secteur social*", selon les termes de François Chérèque (CFDT). Géographiquement, le vote non a nettement dominé dans le nord et dans le midi, le oui l'emportant en région parisienne, dans l'ouest et en Alsace, ou encore dans les Départements Outre Mer.

⁸ Philippe Chriqui et Pierre Christian - www.expression-publique.com

⁹ Institution de sondage de l'opinion publique

Les analyses dont dispose la Commission montrent que le non français est une réaction à quatre phénomènes: d'abord les mauvaises performances économiques du pays, avec un taux de chômage très élevé; ensuite, le rejet d'une Europe jugée «trop libérale»; l'espoir de «renégocier» le traité; et, enfin, les craintes suscitées par l'adhésion de la Turquie. «Ces études dédouanent l'équipe Barroso qui, malgré ses maladresses et ses mots de travers, ne peut pas être désignée par Paris comme responsable du non massif français», estime-t-on à Bruxelles.

Quelque soient les explications et les causes du «NON» il est certain qu'il aurait pu être évité. Le geste maladroit du Président Chirac a plongé non seulement la France, mais surtout l'Europe, dans une époque d'inquiétudes. La ratification du Traité par la voie parlementaire aurait sauvé l'honneur de la France en Europe, malgré les éventuelles convulsions intérieures. Le vote au Parlement a conduit à la ratification du Traité à une large majorité, tandis que le référendum a démontré le contraire. C'était le plus fort argument de ceux qui après dimanche du 29 mai demandaient la dissolution de l'Assemblée, en considérant qu'elle ne représente plus les options des électeurs.

La France après le «NON»-implications sur la vie politique intérieure et le débat politique

Avec le rejet de la ratification du traité constitutionnel, le référendum de 2005 apparaît, du point de vue des forces électorales, comme un miroir inversé de celui de 1992, à l'occasion du référendum pour Maastricht. Les résultats montrent en effet que le oui est majoritaire dans les seuls électors UMP et UDF (de 75 % à 80 % pour le oui) et qu'il est minoritaire dans l'électorat socialiste (41 % pour le oui, 59 % pour le non, soit l'inverse du vote des militants lors de la consultation interne) et vert (40 % pour le oui). Les formations anti-européennes traditionnelles (extrême gauche, PC, souverainistes et extrême droite) rejettent, elles, le traité quasiment à l'unanimité, selon les premières données¹⁰.

Les partisans du "oui" à gauche ont fait porter la responsabilité de leur défaite sur Jacques Chirac. "Le rejet du traité, c'est d'abord le rejet du pouvoir", a estimé le Premier secrétaire du PS François Hollande pour qui les Français ont manifesté leur "colère et leur exaspération" à l'égard du chef de l'Etat. Beaucoup au PS ont comparé ce séisme à celui du 21 avril 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'était qualifié à la surprise générale pour le deuxième tour de l'élection présidentielle. "Il y a aussi une crise identitaire dans notre pays, qui ne sait pas bien où il va", a analysé Dominique Strauss-Kahn.

De leur côté, les partisans du "non" jubilaient. "On a gagné", scandaient les militants rassemblés dans leurs QG de campagne avant même l'annonce des estimations à 22h. "Il n'y a plus de Constitution", a exulté Philippe de Villiers. Le président du Mouvement pour la France (MPF) et le président du Front national

¹⁰ Philippe Chiriqui et Pierre Christian - www.expression-publique.com

Jean-Marie Le Pen ont appelé Jacques Chirac à présenter sa démission. "Ce n'est pas un vote de peur, c'est un vote d'espérance", a renchéri le socialiste partisan du "non" Henri Emmanuelli. "C'est un tournant historique", s'est enflammée Marie-George Buffet (PCF)¹¹. L'argument des partisans du «NON» et l'opposition anti-chiracienne considérait que le Président Chirac doit agir comme Général De Gaulle en 1968 après l'échec du référendum organisé à son initiative. D'autre part ils considèrent que le vote contre la Constitution Européenne est également un vote contre le Président Chirac et le Gouvernement Raffarin et donc que la démission s'impose.

Mais, conformément à ce qu'il avait dit tout au long de la campagne, Jacques Chirac ne démissionnera pas, comme le lui ont demandé Jean-Marie Le Penn, sa fille Marine, Philippe de Villiers, le socialiste Jean-Marc Ayrault, et même Jack Lang, sur le thème «dix ans ça suffit». En revanche, il a confirmé un changement de gouvernement: «Vous avez exprimé vos inquiétudes et vos attentes. J'entends y répondre en donnant une impulsion nouvelle et forte à l'action gouvernementale. Je vous ferai part dans les tout prochains jours de mes décisions concernant le gouvernement et les priorités de son action.»¹²

Venant après la débâcle électorale du printemps 2004, le rejet de la Constitution affaiblit considérablement, si elle ne les ruine pas tout à fait, les possibilités pour Jacques Chirac de se représenter en 2007. Ce qui ne peut que profiter à Nicolas Sarkozy qui affiche sa volonté farouche d'être candidat quoi qu'il advienne. Très populaire à droite, le président de l'UMP ne manquera pas de faire valoir ses atouts, son bilan, son enthousiasme et sa jeunesse, pour tenter de contenir définitivement le président sortant. Alors que Nicolas Sarkozy réclame «un tournant majeur» dans la politique économique et sociale, Dominique de Villepin, considéré comme l'anti-Sarko par excellence, fait figure de favori pour succéder à Jean-Pierre Raffarin à Matignon.

Divisés pendant la campagne sur le traité constitutionnel européen, entre les partisans du oui et ceux du non, les partis de gauche ont été pour le moins secoués par le résultat du référendum, donnant le non vainqueur à 54,87 %. Ainsi la secousse a-t-elle été particulièrement forte au sein du Parti socialiste, le plus impliqué en faveur du oui à gauche; mais aussi le plus tiraillé entre une majorité de oui et une minorité de non, tel que l'indiquait le résultat du référendum interne organisé en décembre 2004, soit six mois avant le scrutin. Après six mois de débats houleux, le rapport de forces s'est inversé Les Français retiendront, entre autres, de ce scrutin la division du Parti socialiste¹³.

Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé que le chef de l'Etat "s'est profondément impliqué au lieu de rester neutre, comme sa fonction d'arbitre lui imposait, (...) et qu'aussi bien lui que son gouvernement doivent rendre leur mandat au

¹¹ <http://permanent.nouvelobs.com/europe/20050530.OBS8187.html>

¹² Philippe Gouillaud, *Le rêve brisé de Jacques Chirac* -<http://www.lefigaro.fr/referendum/20050530.FIG0424.html>

¹³ *L'inévitable recomposition de la gauche* - www.lemonde.fr

peuple, qui s'est prononcé sans équivoque". Pour Philippe de Villiers, le président du Mouvement pour la France (MFP), la France connaît "une crise politique majeure", que "seul le président de la République peut dénouer (...) soit par sa démission, étant donné qu'il s'est quand même lourdement engagé, soit par la dissolution de l'Assemblée nationale".

Les partisans du oui de gauche ont aussi suggéré une telle démission. Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, a demandé à M. Chirac *"d'avoir la décence de démissionner"*. Le porte-parole du PS, Julien Dray, a déclaré *"n'accorder plus aucun crédit à la parole présidentielle"* et *"souhaiter que le président en tire lui-même un certain nombre de conséquences"*. A droite, le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, a estimé que la période qui s'ouvre *"exigera l'unité de toute l'UMP et le soutien au président de la République"*.

L'ensemble des ministres ont martelé le mot d'ordre du rassemblement autour du chef de l'Etat. Il y a *"nécessité de faire bloc"* autour du président (Gilles de Robien, Transports), *"besoin de se rassembler"* derrière lui (Michel Barnier, Affaires étrangères). Il faut *"que nous soyons rassemblés derrière le président de la République"* pour Michèle Alliot-Marie (Défense), il faut *"se rassembler derrière le président de la République"* (Philippe Douste-Blazy, Santé), *"cela vaut la peine de se rassembler autour du président"* pour Jean-François Copé (Budget, porte-parole du gouvernement), *"il faut impérativement rassembler la France derrière"* M. Chirac, pour Thierry Breton (Economie).¹⁴

La conséquence immédiate du résultat du référendum est la démission du Premier-Ministre Jean-Pierre Raffarin présenté au Président Chirac, geste qui veut signifier une responsabilité politique assumée. Le 2 juin, le Président a chargé le Ministre de l'Intérieur en fonction- Dominique de Villepin – de former un nouveau Gouvernement, contraire aux attentes qui donnaient favori Nicolas Sarkozy. Pourtant, dans le nouveau Gouvernement celui-ci est le deuxième homme, en occupant le fauteuil de Ministre de l'Intérieur. Michel Barnier, le Ministre des Affaires Etrangères doit quitter Quai d'Orsay pour faire lieu à son collègue, Philippe Douste-Blazy, l'ex Ministre de Santé du Gouvernement Raffarin. La structure du nouveau Gouvernement Villepin semble à un «rocade des chaises sur le Titanic», une rotation de cadres dans un moment de crise. De plus, le Président Chirac, le plus contesté et qui a choisi la voie du référendum pour ratification, voit sa popularité plongée à 25%.

Chirac s'explique à l'Europe

Après le rejet de la Constitution Européenne en France, le Président Chirac a été préoccupé- outre de donner une réponse aux Français avides de têtes politiques- d'assurer les autres leaders européens que la France reste en Europe et de sauver le tandem franco-allemand.

¹⁴ Jacques Chirac dans le collimateur des partisans du non- www.lemonde.fr

Dans une lettre rendue publique 2 juin 2005 et adressée aux 24 autres chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, Jacques Chirac presse ses partenaires de l'UE de «prendre le temps nécessaire» pour décider des suites à donner au rejet massif par les Français de la Constitution et cherche à les rassurer quant à l'engagement européen de la France. *«Dimanche 29 mai, le peuple français s'est démocratiquement exprimé et a majoritairement rejeté le traité constitutionnel européen, rappelle-t-il. Au-delà de ce que cette décision implique pour mon pays, j'ai bien conscience des conséquences que cette situation entraîne pour les partenaires de la France et pour l'Union européenne elle-même. Mais elle ne remet nullement en cause, insiste-t-il, l'engagement historique et profond de la France dans la construction européenne. La France est un pays fondateur de l'Union. Elle continuera à y tenir toute sa place, dans le respect de ses engagements, et j'y veillerai personnellement.»* Après l'approbation du traité par neuf pays de l'Union, et son rejet par la France, Jacques Chirac, estime qu'il faut, *«sans attendre le terme de ce processus de ratification»* par les autres états de l'UE, auxquels il *«appartient de s'exprimer à leur tour»*, prendre *«le temps nécessaire pour bien analyser les conséquences pour l'Union du vote intervenu en France»*. *«C'est une réflexion, précise-t-il, que nous devons commencer lors du Conseil européen des 16 et 17 juin.»* Le président de la République française qui termine sa lettre en réaffirmant son *«souhait le plus vif de continuer à travailler étroitement»* avec ses partenaires de l'UE n'avait alors pas encore connaissance des résultats du référendum aux Pays-Bas. Hier soir, il réagissait au non néerlandais: *«Ce nouveau résultat négatif dans un pays fondateur de l'Union et attaché à la construction européenne traduit de fortes attentes, interrogations et préoccupations sur le développement du projet européen.»* Malgré ce nouveau rejet, le président français continue de penser que le processus de ratification doit se poursuivre afin que tous les pays de l'UE puissent *«s'exprimer à leur tour»*. Seuls 11 des 25 états membres se sont déjà prononcés.

Jacques Chirac a adressé cet lettre à ses partenaires pour les inviter à prendre *«le temps nécessaire»* à la réflexion et pour réaffirmer l'engagement européen de son pays. Puis il a multiplié les contacts téléphoniques et mis en place un calendrier chargé de rencontres. Il a dîné à Berlin -le 4 juin¹⁵- avec le chancelier Gerhard Schröder, qu'il retrouvera trois jours plus tard en France. Entre-temps, il aura vu à Luxembourg le président en exercice de l'Union, Jean-Claude Juncker -le 9 juin¹⁶-, pour les traditionnelles séances dites «du confessionnal» avant chaque sommet européen. Il va aussi programmer une entrevue avec Tony Blair dans les jours qui précèdent le Conseil des 16 et 17 juin au cours duquel les Vingt-Cinq, après un bilan d'étape, décideront de l'avenir du processus de ratification du traité.

Le 10 juin Jacques CHIRAC accueille, pour un entretien au Palais de l'Elysée, Gerhard SCHROEDER, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Cette rencontre, qui se situe dans le cadre des contacts réguliers en format dit

¹⁵http://www.elysee.fr/elysee/francais/actualites/deplacements_a_1_etrangier/2005/juin/diner_de_travail_avec_m_gerhard_schroeder_a_berlin.30048.html

¹⁶http://www.elysee.fr/elysee/francais/actualites/deplacements_a_1_etrangier/2005/juin/rencontre_au_luxembourg_avec_le_president_en_exercice_de_l_union_europeenne.30102.html

"Blaesheim", sera l'occasion de faire le point sur les questions bilatérales, européennes et internationales¹⁷. C'est la deuxième rencontre entre les deux membres du tandem franco-allemand au mois de juin et depuis le référendum français. Le sommet budgétaire s'approche et la France- réduite au silence après l'échec du référendum -veut s'assurer d'appui du Berlin en ce qui concerne les implications budgétaires du dossier de la Politique Agricole Commune, politique dans laquelle Paris est le plus intéressé. D'ailleurs, dans son dernier discours trois jours avant le référendum¹⁸, Chirac insista- comme argument pour le «oui»- sur le fait que les paysans français sont les premiers bénéficiaires de la PAC.

Au conférence de presse qui suit à la rencontre, le Président Chirac présent les principes jugées par lui et le Chancelier Schröder en tant que nécessaires pour dépasser l'impasse: «Alors, nous sommes tous les deux d'accord pour affirmer trois principes qui s'imposent, selon nous. D'une part, une certaine discipline budgétaire: nous ne pouvons pas, au moment où nous avons des problèmes budgétaires, tous, notamment pour financer les réformes en cours, nous ne pouvons pas en plus avoir une augmentation excessive des dépenses européennes. Ensuite, une exigence de solidarité qui est l'esprit même de l'Union européenne. Et enfin, le respect des engagements qui ont été pris dans le passé et qui s'imposent à l'Union européenne. Je pense en particulier, chacun le comprendra, à la politique agricole commune et au respect des engagements pris en 2002 en ce qui concerne la politique agricole commune»¹⁹. A son tour le Chancelier ajoute: «Je crois que c'est maintenant qu'il est essentiel de s'assurer comment, en France et en Allemagne, on doit continuer à piloter la construction européenne, à la fois dans son approfondissement et dans son élargissement. Il y a deux façons de répondre à ce défi. L'une des façons est celle qui est proposée par les populistes de tous pays qui essaient de faire croire que la seule réponse aux difficultés du moment est de donner purement et simplement un coup d'arrêt à cette grande idée que sont l'intégration et l'unification européenne. Cette position que je viens de décrire, qui est celle des populistes et démagogues, n'est -nous nous en réjouissons et cela ne vous étonnera pas- absolument pas notre position. C'est précisément à l'heure où l'Europe traverse ces difficultés -je n'utiliserais pas le mot "crise" mais plutôt difficultés, certes sérieuses- qu'il est plus important que jamais de maintenir le cap de l'unification et de l'élargissement européen. C'est sur la base de ce qui existe et qui, bien sûr, peut être amélioré que nous devons nous atteler à résoudre les problèmes qui se posent. Rien ne serait pire aujourd'hui que d'arrêter ce processus d'approfondissement et d'élargissement de l'Union européenne et nous savons tous le coût que représenterait l'abandon de l'unification européenne. Je prends

¹⁷ http://www.elysee.fr/elysee/francais/actualites/a_1_elysee/2005/juin/rencontre_franco-allemande_a_paris.30101.html

¹⁸ Déclaration aux français de monsieur Jacques Chirac Président de la République-
http://www.elysee.fr/elysee/francais/interventions/interviews_articles_de_presse_et_interventions_televisees/2005/declaration_aux_francais.29980.html

¹⁹http://www.elysee.fr/elysee/francais/interventions/conferences_et_points_de_presse/2005/juin/conference_de_presse_cointe_a_1_issue_de_la_rencontre_franco-allemande_de_paris.30153.html

pour exemple les Balkans, ce coût est largement supérieur à ce que peut coûter la poursuite du processus d'intégration et d'unification européenne et cela est encore plus vrai dans la situation que nous connaissons aujourd'hui; c'est un véritable devoir qui s'impose à nous».

Malgré ses préoccupations de minimaliser les conséquences du vote de ses compatriotes, Chirac n'a pas pu éviter l'effet du «non» français sur les Néerlandais qui étaient appelés immédiatement après à ratifier la Constitution Européenne. En effet pourquoi les Néerlandais votent pour la Constitution Européenne si les Français, les plus Européennes des Européennes ont voté contre? La dialectique du mal n'est manquée des arguments.

3. Pays Bas avant le référendum-la chronique d'un mal annoncé

La campagne des partisans de la ratification du traité constitutionnel a été sévèrement critiquée pour son manque d'élan et d'enthousiasme. Le secteur privé, partisan résolu de l'intégration européenne, a quant à lui fait preuve d'une discrétion remarquable.

Les grands partis politiques Néerlandais, tous favorables à la ratification de la Constitution, ont semblé totalement pris de court par la montée du sentiment anti-européen dans le pays. Cette hausse de l'euroscpticisme se double d'un fort mécontentement à l'égard du gouvernement en place, dont l'impopularité est au plus haut suite à l'introduction de diverses mesures d'austérité (réduction des fonds de protection sociale, relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans, etc.).

Sur le papier, le référendum Néerlandais est censé n'avoir qu'une valeur consultative, mais les principales formations du pays ont indiqué qu'elles s'en tiendraient à la décision des électeurs si le taux de participation dépassait le seuil des 30% (selon les dernières estimations, la participation devrait se situer aux alentours des 40%).

Le camp du "oui" regroupe les chrétiens-démocrates du CDA (la principale formation de la coalition gouvernementale) et leurs partenaires du VVD et de D66, ainsi que les partis de l'opposition de gauche - travaillistes (PVDA) et "Groen Links".

La campagne pour le "non" à la Constitution regroupe l'extrême droite (émanation du parti fondé par Pim Fortuyn), le parti socialiste, et les deux formations chrétiennes ChristienUnie et SGP.

La campagne de l'équipe gouvernementale, qui s'est jetée à corps perdu dans la bataille depuis cette semaine malgré une impopularité croissante, n'a pas non plus eu l'effet escompté. 59 % la jugent contre-productive, selon un sondage. Le premier ministre, Jan Peter Balkenende, a appelé samedi- quelques jours avant le vote- les Néerlandais à ne pas se laisser "emporter par les sondages".²⁰

Pour les Néerlandais, les enjeux du vote au référendum pour le Traité constitutionnel étaient les suivants:

²⁰ Les Néerlandais s'apprêtent à rejeter nettement la Constitution européenne www.lemonde.fr

1/ Economie et euro

Contrairement à la France, la peur d'une Europe "trop libérale" n'est pas la première motivation des partisans du non aux Pays-Bas. Le mécontentement face à l'euro est également un des moteurs du scepticisme croissant après des révélations montrant que l'ancienne monnaie nationale, le florin, avait été sous-évaluée par rapport au deutsche mark au moment de la conversion. 55,8 % des opposants à la Constitution invoquent l'euro comme une des raisons de leur choix.

Les Néerlandais se plaignent fortement des hausses de prix constatées depuis l'adoption de l'euro. Le gouverneur de la Banque centrale néerlandaise a récemment révélé que le florin néerlandais avait été sous-évalué de 5 à 10% au moment de l'introduction de la monnaie unique européenne - ce qu'a finalement admis (après l'avoir longtemps nié) le ministre des finances Gerrit Zalm.

2/ Budget de l'UE

Les Néerlandais sont les premiers contributeurs nets par habitant au budget de l'Union. Cette situation est à l'origine d'un fort sentiment d'injustice, encore aggravé par le régime du "deux poids - deux mesures" appliqué lors de la récente crise du pacte de stabilité: alors que la France et l'Allemagne (toutes deux visées par une procédure de déficit excessif) avaient pu obtenir un délai de grâce en jouant de leur influence au sein du Conseil, les Pays-Bas - dans une situation semblable - avaient été contraints de respecter scrupuleusement les règles en vigueur, au prix notamment de coupes claires dans les dépenses publiques - en particulier dans les budgets sociaux.

3/ Immigration et élargissement

La société néerlandaise est en proie à un profond malaise lié à la question de l'immigration et de l'intégration des populations musulmanes. Le meurtre du réalisateur Théo Van Gogh, assassiné par un intégriste d'origine marocaine à l'automne 2004, a conduit certains segments de l'opinion à remettre en cause les valeurs traditionnelles de tolérance et de permissivité, jusqu'ici au coeur du modèle néerlandais.

Les néerlandais étaient consultés pour la première fois sur l'Europe, et pour la première fois par la voie d'un référendum national.

Les positions des officiels Néerlandais avant du vote sont partagées.

Jan Peter Balkenende, le Premier ministre Néerlandais affirmait que "Nous avons beaucoup à gagner de cette Constitution, en termes de création d'emplois, de sécurité, de démocratie et de transparence au niveau européen... Nous avons toujours toujours tiré profit de la construction européenne, et c'est pour cela que je comprends mal les sentiments très négatifs que nous constatons aujourd'hui. Nous avons tellement de raisons de dire "merci" à l'Europe..."

L'ancien président de la Banque centrale européenne Wim Duisenberg est optimiste: "J'ai une certaine expérience de l'Europe. La Constitution renforce l'Europe, elle renforce donc aussi les Pays-Bas."

Bernard Bot, le Ministre Néerlandais des Affaires étrangères) considérait que "Ce que nous pouvons garantir aux électeurs [...], c'est que nous allons cesser d'être les plus gros contributeurs nets [au budget de l'UE], nous allons ramener notre contribution nette à hauteur de celle de l'Allemagne et de la Suède."

Frits Bolkestein, ancien Commissaire européen est un partisan de l'Europe et il ne se cache pas: "Beaucoup de gens éprouvent un réel désenchantement vis-à-vis de l'UE. Ceci est lié au fait que les mérites de l'Europe ont été par trop mis en avant. L'Europe n'est pas, et ne peut pas être, la solution à tous les problèmes."

Michel Van Hulst, ancien député européen néerlandais, est plus modéré: "En substance, il s'agit d'un choix entre l'espoir et l'optimisme d'une part, la peur et le pessimisme d'autre part. Les arguments contre [la Constitution] sont portés par une ancienne génération de journalistes et de responsables politiques. Nous disons la chose suivante: ne laissez pas cette génération vous priver de l'Europe."

Geert Wilders, député de droite, chef de file de la campagne "Conservons les Pays-Bas" ne dissimule son adversité face à la Turquie: "Si la Constitution entre en vigueur, les pays les plus peuplés auront davantage encore de poids au sein du Conseil, au détriment d'Etats membres plus petits comme les Pays-Bas. Je suis très favorable à ce que nous entretenions de bonnes relations avec la Turquie, mais il ne faut pas confondre bon voisin et membre de la famille. Un pays musulman ne pourra jamais devenir membre de l'UE."

Lousewies van der Laan, députée et membre du parti "D-66" (qui a fait campagne en faveur de la Constitution) déclare: "Je pense qu'il est clair que notre histoire d'amour [avec l'UE] est terminée - quand je dis 'notre', je pense au peuple néerlandais, pas aux responsables politiques. Une partie importante du peuple a été tenue à l'écart du processus d'intégration européenne. Ces gens estiment qu'ils n'ont pas été consultés au sujet de l'introduction de l'euro (qui a entraîné une hausse des prix) ou de l'élargissement."

La situation après

Le rejet de la Constitution Européenne est dévastateur pour le Pays Bas et pour l'Union. Ce grand échec paraît faire l'échec français acceptable.

Le premier ministre néerlandais, Jan Peter Balkenende, s'est dit "*très déçu*" mais a promis de respecter la volonté de ses concitoyens d'autant que le taux de participation s'est élevé à 62,8 %, selon les résultats collationnés par l'agence de presse ANP avec les chiffres des bureaux de vote²¹.

Dans le camp du non, l'heure était à l'euphorie. A Amsterdam, de 200 à 300 militants du Parti socialiste (SP), une petite formation très à gauche, a sauté de joie, s'étreignant et criant leur satisfaction à l'annonce des résultats. "*Nous nous réjouissons que les Néerlandais n'aient pas plié devant l'épouvantail brandi par le gouvernement*", a dit, pour sa part, Mat Herben, député de la Liste Pim Fortuyn (LPF, populiste, opposition), l'un des plus fervents militants du non.

²¹ <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-631760,36-657149@51-656945,0.html>

Le camp hétéroclite du non rassemble les protestants les plus rigoristes, la LPF, le Parti socialiste, et le député d'extrême droite Geert Wilders, soit seulement 22 des 150 sièges du Parlement.

Les déclarations au lendemain des résultats sont unanimes en ce qui concerne le relèvement de la crise. "*C'est un signal clair et que nous ne pouvons pas nier*", a admis M. Balkenende.

Quelles sont **les causes du «non»** massive des Pays Bas? Selon les sondages, les Néerlandais redoutent une dissolution de leur petit pays dans l'Europe élargie, et une intervention de Bruxelles sur des dossiers comme la politique libérale en matière de drogues douces, le mariage ouvert aux homosexuels ou l'euthanasie autorisée sous condition. Ils voient une preuve de la malhonnêteté des politiques dans l'aveu de l'ancien directeur de la Banque centrale néerlandaise selon lequel le florin avait été sous-évalué par rapport au deutschemark lors du passage à l'euro. Parmi les autres raisons du non figurent la crainte de l'étranger et un possible adhésion de la Turquie.

L'euro est soupçonné d'être à l'origine d'une inflation (3-4% par an) rampante, et d'avoir, non seulement rendu la vie quotidienne beaucoup plus chère, mais aussi provoqué les difficultés économiques du moment (le chômage a grimpé au niveau sans précédent de 6,9%)²².

Le coût de l'Europe: les 16,1 millions de Hollandais sont les plus gros contributeurs net au budget de l'UE, et ils se sentent floués, d'autant que les subventions au nord du pays diminuent, et qu'ils ne ressentent aucune discipline communautaire chez les nouveaux arrivants.

Les Pays-Bas diminués: un sentiment largement partagé par ce «petit pays» qui se sent «dilué», «perdu» dans l'ensemble des vingt-cinq. Selon les avocats du non, le traité aurait favorisé les «grands pays» – France et Allemagne en tête –, dont l'arrogance a été contestée lorsqu'ils se sont permis de ne pas respecter le pacte de stabilité.

L'immigration incontrôlée: traditionnellement très ouverts à l'extérieur, les Hollandais des grandes villes, avec une immigration non européenne qui représente, par exemple, 40% des 750 000 habitants d'Amsterdam, se sentent menacés.

Comme en France, l'opinion néerlandaise rejette la candidature d'Ankara. Les sondages indiquent que 60% des Hollandais y sont tout à fait opposés.

Les «technocrates de Bruxelles», fustigés ici comme partout, projetteraient de s'en prendre à la politique libérale spécifiquement hollandaise qui autorise la vente de drogues douces, le mariage des homosexuels, et, dans certaines conditions, l'euthanasie.

Les **conséquences pour la vie politique** intérieure ne sont pas le même que celles de la France. Le non ne fera toutefois pas tomber le gouvernement de La Haye, à la différence de ce qui s'est passé à Paris mardi. En effet, quelque 80 % des élus soutenaient le oui, et c'est le Parlement, contre l'avis du gouvernement, qui

²² François Hauter, *Le non des Pays-Bas, nouveau choc européen* [http:// www.lefigaro.fr/referendum/20050602.FIG0015.html?090811](http://www.lefigaro.fr/referendum/20050602.FIG0015.html?090811)

était à l'origine du référendum. Quelque 58 % des Néerlandais estiment que ce non massif ne doit pas entraîner de conséquences pour le gouvernement, selon un sondage réalisé mercredi soir.

Réactions au niveau des responsables et des institutions de Bruxelles

"Il faut constater que l'Europe ne fait plus rêver. On n'aime pas l'Europe telle qu'elle est", a déploré le président en exercice de l'UE, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse commune avec le président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso, et celui du Parlement européen, Josep Borrell. "Je reste néanmoins d'avis que le processus doit pouvoir continuer dans les autres pays. Nous voudrions que les autres pays aient la possibilité de se livrer avec la même intensité au même débat" que les Néerlandais et les Français, a ajouté M. Juncker²³. "On n'aime pas l'Europe telle qu'elle est, et par conséquent on rejette l'Europe telle qu'elle est proposée par le traité constitutionnel", a commenté le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. "La peur a été plus forte que le rêve", a estimé Josep Borrell, président du Parlement européen. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a reconnu que ce double refus pose "un problème sérieux"²⁴.

Le trio européen a donné rendez-vous aux chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq le 16 juin à Bruxelles, pour qu'ils se prononcent sur le destin à réserver au projet de Constitution. «Je vais leur demander d'éviter toute initiative unilatérale d'ici le sommet», a indiqué hier José Manuel Barroso. «Une telle initiative rendrait plus difficile de dégager un consensus le 16 juin», a-t-il ajouté, en faisant une allusion directe au gouvernement de Tony Blair, tenté d'annuler son propre référendum sur le traité, prévu l'an prochain²⁵.

Les commissaires sont conscients, quelle que soit leur nationalité, du message de «défiance» adressé à l'Europe par les électeurs. «Le citoyen de base trouve que la mondialisation, comme la construction européenne, va trop vite», a résumé un commissaire. Malgré tout, la Commission estime «qu'il ne faut pas arrêter la machine», mais au contraire consolider la construction européenne, en essayant de la rendre moins abstraite. «Il faut surtout éviter la paralysie et aller de l'avant», ont-ils conclu. La Commission, dans son ensemble, appuie la poursuite des ratifications, malgré les risques de rejet. «Les Etats membres ont pris des engagements à ce sujet: ils doivent les respecter», a rappelé le commissaire français Jacques Barrot. «Nous, commissaires, sommes là pour assurer la continuité du travail et des projets.» Son homologue britannique, Peter Mandelson, a prévenu qu'il sera très difficile pour son gouvernement de «demander aux gens de voter sur un texte qui n'entrera jamais en vigueur».

²³ <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-631760,36-657149@51-656945,0.html>

²⁴ *Le non des Pays-Bas aggrave la crise européenne*- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-631760,36-657305@51-658980,0.html>

²⁵ Alexandrine Bouilhet, *Le verdict sur la Constitution renvoyé au 16 juin à Bruxelles*, <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050602.FIG0019.html>

Le Conseil européen est divisé sur le sort du traité. Plusieurs Etats membres sont tentés par une interruption, dès cet été, du processus de ratification. Emmené par la Grande-Bretagne, ce camp des «réalistes», reste minoritaire. Il ne rassemblerait au mieux que cinq pays: la République tchèque, peut-être la Pologne, et pourquoi pas l'Irlande et le Danemark. Gardant tous les fers au feu, le gouvernement Blair s'apprêterait aux Communes, à geler le projet de loi sur le référendum, alors que Varsovie a prévu une réunion de crise en fin de semaine sur le même sujet.

Dans cette atmosphère de tension on le oui letton au traité passe presque inaperçu²⁶. A une large majorité, les députés lettons ont ratifié, le 3 mai, le traité constitutionnel européen qui, la veille, avait été rejeté par les Pays-Bas et, quatre jours avant, par la France. «*Toute l'Europe tourne ses yeux aujourd'hui vers la Lettonie. Nous avons la chance de dire notre ja (oui) après les rejets stupéfiants de la Constitution en France et aux Pays-Bas*», a déclaré le ministre des Affaires étrangères. Mais selon des observateurs lettons, la population serait en fait beaucoup plus partagée. «*Il y a une entre le gouvernement, qui a voulu forcer la main au Parlement, et la population qui est très divisée sur cette question. S'il n'y a eu aucun débat, c'est sans doute parce que l'élite avait peur que les Lettons votent comme les Français*», estime la journaliste Agnese Margevica. Entrée dans l'UE le 1^{er} mai 2004, la Lettonie est le dixième Etat de l'Union, après la Lituanie, la Hongrie, la Slovaquie, l'Italie, la Grèce, la Slovaquie, l'Espagne, l'Autriche et l'Allemagne à approuver le traité constitutionnel. A l'exception de l'Espagne qui avait opté, comme la France et les Pays-Bas, pour la voie référendaire, ces pays du oui avaient choisi la voie parlementaire.

4. L'attitude de Grande Bretagne

En revanche, la Grande-Bretagne semble prête à renoncer à la consultation promise pour l'an prochain par Tony Blair. "*Les Britanniques ne s'embarrassent plus de préoccupations de prudence pour laisser entendre qu'ils vont annuler leur référendum*", constate un diplomate français. Au sein de la Commission, le commissaire britannique Peter Mandelson, approuvé par son collègue irlandais Charlie McCreevy, a plaidé dans ce sens. Il a estimé "*difficile d'aller de l'avant*" quand deux Etats membres ont dit non. Selon lui, un non risque d'en entraîner un autre, ce qui serait désastreux pour le texte²⁷.

Pour faire pression sur Londres, de nombreux responsables européens ont déclaré qu'ils souhaitaient la poursuite du processus. "*L'ensemble des Etats membres doivent pouvoir s'exprimer sur le projet de traité constitutionnel*", ont affirmé à Bruxelles, dans une déclaration conjointe, les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. M. Barroso a demandé aux Etats de s'abstenir de "*toute initiative unilatérale*" avant le Conseil européen des 16 et 17 juin. M. Juncker, qui présidera le Sommet, a indiqué qu'il présenterait à cette occasion des propositions après une "*analyse collective de la situation*".

²⁶ <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603.FIG0129.html>

²⁷ *Le non des Pays-Bas aggrave la crise européenne* - <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-631760,36-657305@51-658980,0.html>

En affirmant, 7 juin, dans un entretien au Financial Times, que l'Europe ne doit pas "*renoncer à son modèle social*", même si elle doit l'adapter au monde d'aujourd'hui, le premier ministre britannique a usé d'"*un ton nouveau*", selon le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), John Monks²⁸.

La question de l'Europe sociale a été l'un des éléments clés du débat sur la Constitution. Les rédacteurs du traité ont réaffirmé que les politiques sociales doivent être, pour l'essentiel, du ressort des Etats membres, et non pas de l'Union. En même temps, ils ont souligné que l'Europe est liée par des valeurs communes, telles que la justice, l'égalité, la solidarité, et unie sur des objectifs communs, dont le plus novateur, selon les défenseurs de la Constitution, doit être celui d'"*une économie sociale de marché*", concept forgé dans l'Allemagne de l'après-guerre. Cette notion, qui rassemble dans une même formule les règles économiques et les exigences sociales, a été considérée comme l'expression même du modèle social européen, attentif à la fois à la compétitivité des entreprises et à la protection des travailleurs.

Toutefois, ce modèle, même s'il repose sur quelques principes communs, diffère selon les Etats. A la limite, explique un haut fonctionnaire de la Commission, il n'existe pas de modèle social européen. Il existe un "*socle*" de droits sociaux de l'Union et une "*méthode*" encouragée par l'Union, qui cohabitent avec des modèles nationaux de protection sociale. Les droits, définis notamment dans la Charte des droits fondamentaux, ont donné lieu à un grand nombre de directives qui établissent des "*prescriptions minimales*" pour compléter l'action des Etats en matière de conditions de travail, de santé et de sécurité, d'information et de consultation, d'égalité entre hommes et femmes.

D'autant que le premier ministre britannique est tenté de profiter d'un certain vide du pouvoir en Europe, en raison de la crise d'autorité dont souffrent Jacques Chirac et Gerhard Schröder, pour "*pousser*" ces prochains mois l'agenda de réformes économiques qu'il souhaite voir l'Union européenne adopter. Le programme auquel il tient est annonciateur de nouveaux affrontements entre Paris et Londres, qu'il s'agisse de la directive sur les services, de l'ouverture des négociations avec la Turquie ou du maintien du "*rabais*" britannique au budget européen.

«*Non français et Nee néerlandais soulèvent de sérieuses questions sur l'avenir de l'Union européenne*», constate Jack Straw, le chef de la diplomatie britannique. Au lendemain du rejet sans ambiguïté du traité constitutionnel par deux États fondateurs de l'Europe, le Foreign Office refuse, officiellement, du moins, de délivrer l'acte de décès du traité de Rome réformant le fonctionnement des institutions d'une Union élargie à 25 membres. En coulisse, pourtant, le verdict est sans appel: le traité n'a plus de raison d'être. Les Français ont prononcé son arrêt de mort. Les Néerlandais l'ont exécuté. Dans ces conditions, le référendum promis aux

²⁸ Tony Blair engage une réflexion sur l'Europe sociale- <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3214,36-659554@51-659796,0.html>

Britanniques par Tony Blair est sans objet, expliquent des proches du premier ministre. Vouloir poursuivre le processus de ratification serait une perte de temps et d'argent²⁹.

5. Continuer les ratifications? Quel avenir pour le Traité constitutionnel?

Selon les termes de la *Déclaration 30 de la Constitution*³⁰, ce processus doit être mené à son terme, mais plusieurs Etats membres (notamment le Royaume-Uni et la République tchèque) laissent déjà entendre que la Constitution se trouve en situation de mort cérébrale et s'interrogent sur l'opportunité de soumettre le texte à référendum.

Certains Etats membres redoutent que la spirale négative enclenchée par les scrutins français et néerlandais n'ait de sérieuses répercussions sur l'issue de leurs propres référendums, comme semble déjà l'indiquer l'ampleur du "non" aux Pays-Bas, probablement renforcé par l'issue du scrutin français.

Réunis samedi 4 juin à Berlin, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac ont quant à eux appelé leurs homologues européens à poursuivre sur la voie du processus de ratification, malgré la nette victoire du "non" à la Constitution enregistré lors des référendums français et néerlandais. Ce rencontre a permis d'évoquer le processus de ratification du traité constitutionnel, les deux pays marquant leur attachement à la construction européenne. Il a également été l'occasion de préparer les discussions à venir sur les perspectives financières de l'UE³¹.

«Il ne serait pas correct, vis-à-vis des autres Etats membres, d'arrêter dès maintenant le processus de ratification», prévient le premier ministre belge Guy Verhofstadt. «Ce ne sont ni les Français ni les Néerlandais qui doivent décider ce que pense le peuple danois», insiste son homologue danois, Anders Fogh Rasmussen, dont le pays doit voter par référendum le 27 septembre. La presse britannique a beau anticiper la décision de Tony Blair de «geler» le référendum en Grande-Bretagne, au motif qu'il serait devenu sans objet, le ministre des Affaires européennes, Douglas Alexander, s'aligne sur les autres dirigeants, en soulignant qu'il ne revient «pas à une nation de déclarer mort un traité signé par vingt-cinq»³². Un seul dirigeant se distingue dans ce brouhaha consterné, Vaclav Klaus, le président tchèque, qui n'a jamais caché son hostilité au traité: il se félicite de ce «signal clair et résolu des gens en Europe qui osent dire que le roi est nu». «C'est comme la rupture d'une digue qui met fin», selon lui à «la mystification selon laquelle on a nécessairement besoin de quelque chose comme ça (la Constitution)».

²⁹Jacques Duplouich, *Tony Blair s'apprête à enterrer son référendum* - <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603.FIG0104.html>

³⁰<http://www.euractiv.com/Article?tcaturi=tcu:28-140551-16&type=News>

³¹http://www.elysee.fr/elysee/francais/actualites/deplacements_a_l_etranger/2005/juin/diner_de_travail_avec_m_gerhard_schroeder_a_berlin.30048.html

³²*L'Europe assommée par les deux non* - <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603.FIG0132.html?031421>

En Allemagne le ton des déclarations est nuancé. «*Nous devons montrer aux gens, explique Angela Merkel, candidate de la CDU à la chancellerie allemande, que nous comprenons leurs craintes. Cela signifie qu'il faut enfin définir les frontières de l'Union européenne, qu'il faut en finir avec la bureaucratie et qu'il ne faut pas tricher avec le pacte de stabilité*»³³, tandis que le chancelier allemand Gerhard Schröder a estimé qu'il était du "devoir" des Etats membres de poursuivre sur la voie de la ratification³⁴.

Le ministre britannique des affaires étrangères a annoncé, le 6 juin³⁵, que son pays renonçait pour l'heure à organiser le référendum sur la Constitution européenne prévu pour le premier semestre 2006. M. Straw a par ailleurs indiqué que Londres était favorable à l'adoption séparée de certaines parties du texte. Dans un discours prononcé devant la Chambre des Communes, le ministre britannique des affaires étrangères, Jack Straw, s'est attaché à souligner que le Royaume-Uni demeurerait attaché à la Constitution européenne, laquelle, a-t-il dit, "représente un ensemble de nouvelles règles raisonnables pour l'Union européenne élargie".

M. Straw a souligné que, suite au double "non" français et néerlandais, l'avenir du processus de ratification devait faire l'objet d'une clarification de la part des dirigeants de l'Union. L'attitude future du Royaume-Uni dépendra de l'évolution de la situation au niveau européen: "Nous nous réservons le droit de réintroduire cette loi pour un référendum si les circonstances changent", a déclaré le ministre, avant de souligner que les autorités britanniques "ne voy[aient] pas de raison de le faire pour l'instant". En indiquant qu'il approuvait l'idée d'une mise en oeuvre immédiate de certaines dispositions "raisonnables" de la Constitution, Jack Straw s'est attiré les foudres de l'opposition conservatrice, qui a accusé le gouvernement Blair de vouloir introduire le texte à la sauvette.

Berlin et Paris, qui continuent de réclamer la poursuite du processus de ratification, ont réagi de façon mesurée à l'annonce faite par Jack Straw. De son côté, le premier ministre tchèque Jiri Paroubek a affirmé que la décision britannique rendait pour l'instant "impossible" l'organisation d'un référendum dans son pays.

M. Blair, qui assumera la présidence de l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet, se garde bien, quoi qu'il en ait, d'être aussi hâtif et péremptoire. «*Une période de réflexion*» s'impose avant «*de tirer toutes les leçons*» des votes français et néerlandais, explique-t-il.

Renoncer au référendum sans autre forme de procès illustrerait l'une des tares principales de l'Europe dénoncée par les eurosceptiques britanniques: son déficit démocratique. Avant d'entonner le requiem du traité, il convient, donc, que les 25 pays de l'Union se prononcent, à charge pour le Conseil européen de prendre acte du résultat des consultations populaires et parlementaires. Pourtant,

³³ L'Europe assommée par les deux non -<http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603.FIG0132.html?031421>

³⁴ www.euractiv.com/Article

³⁵ Straw annonce la suspension du référendum britannique sur la Constitution- <http://www.euractiv.com/Article?tcnuri=tcn:28-140551-16&type=News>

Tony Blair n'est pas enclin à observer cette clause contraignante. Ni les oppositions – Tories et libéral-démocrates –, ni a fortiori, son propre parti, ne l'y pousseront. Au nom du réalisme, chacun estime, en effet, qu'il n'y a plus lieu d'entériner un document frappé de caducité.

En dépit de la circonspection qu'il affiche en public, M. Blair est fort aise, dit-on des scrutins français et néerlandais. Parce qu'il échappe, du même coup, au piège du référendum qu'il s'était tendu à lui-même. Le Royaume-Uni, où sévit un euroscepticisme endémique, lui promettait une défaite référendaire encore plus cinglante que celles infligées à Jacques Chirac et Jan Peter Balkenende par leurs électeurs. Le premier ministre ne plaidera pas la poursuite du processus de ratification comme l'y invite le président de la République. Si Paris insiste, le Foreign Office brandit, d'ores et déjà, une arme de dissuasion massive. Le Royaume-Uni s'engagera à tenir, en 2006, le référendum promis à la condition que la France organise une nouvelle consultation sur le traité constitutionnel inchangé. Une exigence que les diplomates britanniques savent irrecevable.

Peu importe que les Français aient par leur vote rejeté le «*modèle anglo-saxon*». Tony Blair estime que c'est le seul viable. Il entend profiter de l'affaiblissement de Jacques Chirac pour l'imposer avec l'appui de la «*nouvelle Europe*», des pays scandinaves, de l'Autriche, l'Irlande, l'Italie et José Manuel Barroso, le président de la Commission présenté comme son «*fondé de pouvoir*» à Bruxelles. Contre le «*protectionnisme*» français, il veut ouvrir en grand les portes de l'Union à la globalisation. Il veut en finir avec les aides d'État sans lesquelles, pourtant Airbus n'existerait pas, la politique agricole commune tout en conservant le rabais britannique financé pour l'essentiel par... la France et la réglementation émanant de Bruxelles³⁶.

Interrompre ou non les ratifications, sauver ce qui peut l'être de la Constitution, convoquer une CIG (conférence intergouvernementale), nommer un comité des sages, déclencher des coopérations renforcées, attendre et organiser une grande consultation en 2007: les plans «B» et leurs variantes, «C» ou «D», pullulent depuis hier matin³⁷. Le président du Conseil, Jean-Claude Juncker, a pris les choses en main, en recevant, hier, le chancelier Schröder à Luxembourg, lequel a annoncé une rencontre avec Jacques Chirac, dès demain, à Berlin. «*Il faut décider vite et bien*», note la présidence. «*Il nous reste deux semaines, jusqu'au sommet, pour mettre au point une stratégie et montrer au reste du monde que, malgré la crise, l'Union européenne continue et qu'elle progresse !*»³⁸

Le Parlement européen n'est pas en reste. La Commission des Affaires constitutionnelles a tenu à Bruxelles une réunion extraordinaire pour échanger des idées. Même si le Parlement appuie la poursuite des ratifications, refusant la mise à mort un traité auquel il a tant travaillé, plusieurs «plans B» ont été évoqués.

³⁶ Jacques Duplouich, *Tony Blair s'apprête à enterrer son référendum* - <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603>

³⁷ Alexandrine Bouilhet, *Bruxelles fourmille de plans «B», «C» et «D»*- <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603.FIG0130.html>

³⁸ *Ibidem*

Le plus prolix sur les «options de sortie» fut le député britannique Andrew Duff, membre du groupe libéral et ancien membre de la Convention. Première option, selon lui, pour les Chefs d'État et de gouvernement: placer le traité au «frigo» le temps de trouver le remède. «*Il serait absurde de dire maintenant que la Constitution est morte*» estime-t-il. Deuxième option: sélectionner «*les parties qui nous plaisent le plus*» et les faire entrer en vigueur. Cette solution du «saucissonnage», juridiquement possible, mais politiquement délicate, ne plaît guère aux députés car elle reviendrait à tuer le traité. Troisième solution: reconnaître que la partie III du traité, consacrée aux politiques de l'Union, «*n'est pas parfaite*», et convoquer une conférence intergouvernementale, afin de la «*moderniser*», de la «*rafraîchir*», «*pour mieux répondre aux préoccupations des citoyens*». Quatrième option, «*la plus réaliste, la plus censée*» selon Andrew Duff: laisser les États membres continuer les ratifications jusqu'en 2006, conformément à la déclaration 30 annexée au traité.

Le président du Parlement, Josep Borrell, a rejoint l'analyse de M. Juncker en affirmant: "La peur a été plus forte que les rêves"³⁹. Jean-Claude Juncker a par ailleurs affirmé que la crise actuelle avait pour conséquence directe un affaiblissement de la place de l'Union européenne dans le monde, les Etats-Unis et l'Asie se trouvant dans la plus grande confusion face à la direction actuellement empruntée par l'UE.

M. Juncker s'est voulu optimiste quant à la capacité des dirigeants européens de démontrer, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 16 et 17 juin prochains, que "l'Europe fonctionne"; il a par ailleurs appelé ses homologues à s'abstenir de toute "initiative unilatérale", un message clairement adressé au premier ministre britannique Tony Blair (lequel semble actuellement envisager une annulation du référendum prévu dans son pays).

Interrogé sur les chances qu'un accord puisse être trouvé dans les discussions en cours sur les perspectives financières de l'Union, MM. Juncker et Barroso ont souligné que, dans le contexte actuel, les dirigeants européens devaient plus que jamais faire preuve de sens des responsabilités et d'esprit de compromis. Selon le premier ministre luxembourgeois, une "guerre de deux semaines" pourrait, pour certains Etats, se révéler plus coûteuse que plusieurs années de contribution au budget de l'UE.

6. Que reste-t-il de l'Europe d'hier

Après le non français à la Constitution, le président en exercice de l'Union européenne (UE), Jean-Claude Juncker, rêve de rebondir en bouclant un accord sur le budget européen pour la période 2007-2013. Dimanche 29 mai, le premier ministre luxembourgeois a indiqué qu'un compromis "*permettrait de démontrer que l'Europe reste sur les rails*". Il devrait tenter un ultime effort en recevant l'un après l'autre ses homologues, à Luxembourg, avant le Conseil européen des 16 et 17 juin. Le non français, conjugué à la campagne électorale allemande et à l'attitude très

³⁹ Juncker : "L'Europe ne fait plus rêver"-www.euractiv.com/Article

ferme du Royaume-Uni pour défendre sa ristourne budgétaire accordée en 1984 à Margaret Thatcher, bloque les négociations.

Les Etats membres continuent de s'opposer sur l'enveloppe du budget de l'Union élargie. Les six principaux bailleurs de fonds de l'Union l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède exigent que le budget communautaire ne dépasse par 1 % du produit intérieur brut européen (soit 815 milliards d'euros).

La plupart des autres capitales plaident pour une enveloppe plus généreuse, dans l'esprit des propositions de la Commission européenne, qui propose un budget de 1,24 % du PIB européen. Cette enveloppe permettrait de satisfaire tout le monde: préserver la politique agricole commune (PAC), développer l'aide aux régions les plus pauvres, à l'est comme à l'ouest du continent, et renforcer les efforts de recherche. Pour trouver un compromis, la présidence luxembourgeoise de l'Union a proposé de fixer le budget entre 1,06 % et 1,09 % du PIB, soit entre 863 milliards et 903 milliards euros pour la période 2007-2013. Cette proposition ne correspond pas non plus aux demandes des Six. L'Allemagne campe sur ses positions à l'approche des élections législatives de l'automne, qui limitent encore plus les marges de manoeuvre du chancelier Schröder. La France semble prête à faire preuve de souplesse en matière de dépenses, pour une raison simple: elle a assuré ses arrières en obtenant que les dépenses de la PAC, qui représentent encore 45 % du budget européen, soient stabilisées jusqu'en 2013. Dans ce contexte, les plus inquiets sont les nouveaux Etats membres mais aussi l'Espagne et le Portugal, premiers bénéficiaires actuels des aides régionales, qui craignent que les économies budgétaires ne se fassent à leur détriment⁴⁰.

La gravité de la crise ne laisse à entrevoir une Commission maître sur la situation. Depuis la fin du mandat de Jacques Delors (1995)⁴¹, la Commission peine à faire entendre sa voix pour des raisons institutionnelles liées à l'élargissement, mais aussi personnelles. Son actuel président, José Manuel Barroso, n'a pas la crédibilité suffisante pour jouer le chef de file. La conviction européenne des dirigeants des trois grands pays, Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Tony Blair, est pour le moins à géométrie variable, même si le dernier cité est sans doute le premier ministre le plus européen que la Grande-Bretagne ait eu depuis Edward Heath dans les années 1970⁴².

Le chancelier allemand est déjà occupé par la campagne pour les élections législatives de l'automne qu'il a lui-même provoquées après le sérieux revers subi par son Parti social-démocrate au scrutin régional de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. L'hypothèse d'un changement de coalition à Berlin, en septembre, est

⁴⁰Philippe Ricard, *La prochaine crise portera sur le budget de l'Union élargie* - <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-631760,36-655996@51-656094,0.html>

⁴¹Voire Dacian-Gratian Gal, *La Commission Européenne Jacques Delors. La construction européenne entre l'élargissement et l'approfondissement (1985-1995)*- Thèse de doctorat, 2005

⁴²Daniel Vernet, *Un coup d'arrêt dont l'Union aura du mal à se remettre rapidement*- <http://www.lemonde.fr/>

très probable. Si Angela Merkel arrive au pouvoir à la tête d'un gouvernement composé de chrétiens-démocrates et de libéraux, elle ne sera pas moins européenne que son prédécesseur mais il lui faudra du temps pour définir une politique et s'imposer dans le cénacle des Vingt-Cinq.

Quant à Tony Blair, qui présidera le Conseil européen au second semestre 2005, il peut profiter dans un premier temps de l'affaiblissement certain français et de l'effacement relatif allemand pour mettre en avant les objectifs traditionnels de la diplomatie britannique. De toute façon, ses jours mêmes au 10 Downing Street sont comptés. Son troisième mandat, obtenu de haute lutte le 5 mai, est à durée déterminée. Un accord tacite l'obligera à passer le flambeau, dans six mois, dans un an, à son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown. A en juger par ses actes passés, ce dernier n'est pas un partisan acharné de l'intégration européenne. C'est plutôt un adversaire de l'euro et un partisan de l'alliance plus étroite encore avec les Etats-Unis que Tony Blair.

A moyen terme, il ne faut donc pas s'attendre à une relance de la construction européenne qui permettrait de compenser l'enterrement programmé du projet de Constitution. Une majorité de oui en France, dimanche, n'aurait pas comme par enchantement transformé des européens tièdes en "intégrationnistes" forcenés. Elle les aurait cependant entraînés dans une petite étape vers une Europe politique. Les Français, qui étaient les premiers à réclamer cette Europe politique, ont stoppé cette marche. On ne voit personne à l'horizon se lever pour la reprendre.⁴³

Pire que cette situation à l'issue des référendums français et néerlandais est la remise en discussions des thèmes de la construction européenne conciliées auparavant. Il y a des voix qui parlent de la renégociation du pacte de stabilité monétaire, il y a des voix qui contestent l'autorité de la Banque Centrale Européenne ou qui veulent le retour de leur monnaie nationale. La tension est augmentée par la nécessité de voter le nouveau budget et dans toute l'histoire de la construction européenne le budget a été le point faible, la source des crises et des graves compromis. Il y a vingt ans -1984- que Madame Thatcher tenait l'Europe paralysée en demandant «my money back». A ce moment-là il existait une monnaie d'échange ayant en vue la nécessité d'un accord sur la nomination du futur Président de la Commission. La situation est presque la même, gardant les proportions. Aujourd'hui cette monnaie de compromis n'existe pas. Tony Blair a déjà annoncé qu'une réforme budgétaire s'impose d'autant plus que 40 % des ressources budgétaires sont destinées à l'agriculture, secteur qui n'emploie que 2% de la population de l'Union. Le défi est ainsi lancé: comment puisse la France-la plus intéressée dans le dossier agricole- s'opposer aux prétentions budgétaires de Blair lorsque' elle a provoqué une crise et a générée le retour des discussions sur les thèmes assumés?

La France voit ses intérêts périliter suite au référendum et, plus précisément suite au geste maladroit de son Président de laisser à ses compatriotes de lui préparer les conditions de négociation européenne. Même si ses calculs

⁴³ *Ibidem*

politiques intérieures à long terme se vont avérer bien faites, sur la scène européenne il s'est lié aux mains à cause du référendum. De plus ni la future conjoncture politique européenne n'est favorable pour lui. Le tandem franco-allemand a ses jours comptés, non du point de vue politique, mais parce- que le partenaire allemand portera jupon.

Outre la situation délicate qui confronte le Président Chirac, la crise européenne générée par le «non» français et par le «nee» néerlandais ne pourra être dépassée que par un bon compromis aux négociations budgétaires.

Pour la plupart des Etats membres, un accord sur les finances européennes de 2007 à 2013 démontrerait que l'Union n'est pas à l'arrêt et continue à décider, notamment vis-à-vis des pays tiers et des investisseurs qui doutent. "*Nous sommes tous obligés de contribuer à sauver l'Europe*", a déclaré le président polonais, Aleksander Kwasniewski, au quotidien allemand *Tagesspiegel* en demandant que les dirigeants européens évitent "*la stagnation, voire le recul*" au sommet. Techniquement, un accord n'est pas très éloigné, la proposition présentée par la présidence luxembourgeoise faisant pratiquement l'unanimité, moyennant quelques ajustements pour des pays comme l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a proposé des dépenses de 870 milliards d'euros sur la période, soit 1,06 % du Revenu national brut (RNB) de l'UE, un subtil compromis entre "maximalistes" et "minimalistes"⁴⁴.

Mais ce texte prévoit la stabilisation du chèque britannique en 2007 à son niveau moyen annuel de la période 1997-2003, soit 4,6 milliards d'euros, avant une réduction progressive, alors que sans changement il grimperait à sept milliards en 2013. "*Il faut trouver des marges et le chèque britannique occupe une place centrale dans la négociation*", explique un diplomate en précisant que cette ristourne représentera quelque 50 milliards d'euros pendant la période 2007-2013, l'équivalent de tout le budget de recherche et de financement des réseaux.

Tous les partenaires du Royaume-Uni ont fait monter la pression la semaine dernière, le phénomène culminant vendredi avec un appel de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder demandant à Londres de faire un geste pour permettre l'accord. Appliquant l'adage selon lequel la meilleure défense est l'attaque, le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, a répliqué qu'il n'y avait rien à négocier si les autres pays, et surtout la France, n'acceptent pas une réduction des subventions agricoles de quelque 42 milliards d'euros par an.

CONCLUSIONS

Le rejet du Traité constitutionnel par la France et les Pays Bas s'inscrire dans la chronologie noire des grands échecs de la construction européenne dont font partie l'échec du Traité de la Communauté Européenne du Défense, la «crise de la chaise vide», la crise du «cheque britannique», le «non» danois au Traité de Maastricht et la démission de la Commission Jacques Santer. Les explications des

⁴⁴ Le budget européen entre rabais britannique et subventions agricoles- www.lemonde.fr

résultats aux référendums de France et des Pays Bas sont étroitement liées des réalités sociales, économiques et politiques de ces deux pays. Autre la crise institutionnelle et politique générées par les deux référendums il s'ajoute une crise de légitimité, une crise morale et psychologique, d'autant plus que la France et les Pays Bas sont des pays fondateurs des Communautés.

Les résultats négatifs enregistrés en France et au Pays Bas sont le prétexte pour remettre en discussion des textes une fois accomplies et assumés à des conséquence pour la stabilité de l'Union. L'impression est celle d'une «Europe fatigue», d'une Europe allée trop loin et trop vite, sans assimiler les grands dossiers ouvertes auparavant: l'Elargissement à 25, la monnaie unique, l'Europe politique.

BIBLIOGRAPHIE

<http://www.constitution-europeenne.fr>

<http://www.euractiv.com>

www.nouvelobs.com/

www.elysee.fr

Anne Rovan, *La France vers un nouveau «tournant social»*- www.lefigaro.fr

Voyage dans la France du non- <http://www.lefigaro.fr>

Philippe Chriqui et Pierre Christian - www.expression-publique.com

Philippe Gouillaud, *Le rêve brisé de Jacques Chirac* -<http://www.lefigaro.fr>

L'inévitable recomposition de la gauche- www.lemonde.fr

Jacques Chirac dans le collimateur des partisans du non- www.lemonde.fr

Christine Fauvet-Mycia, *Chirac juge urgent de ne rien précipiter*- <http://www.lefigaro.fr>

Les Néerlandais s'apprêtent à rejeter nettement la Constitution européenne-www.lemonde.fr

François Hauter, *Le non des Pays-Bas, nouveau choc européen* -www.lefigaro.fr

Le non des Pays-Bas aggrave la crise européenne- <http://www.lemonde.fr>

Alexandrine Bouilhet, *Le verdict sur la Constitution renvoyé au 16 juin à Bruxelles*, <http://www.lefigaro.fr>

Tony Blair engage une réflexion sur l'Europe sociale- <http://www.lemonde.fr/>

Jacques Duplouich, *Tony Blair s'apprête à enterrer son référendum* - www.lefigaro.fr/referendum/20050603.

L'Europe assommée par les deux non -<http://www.lefigaro.fr>

Straw annonce la suspension du référendum britannique sur la Constitution- <http://www.euractiv.com/Article>

Alexandrine Bouilhet, *Bruxelles fourmille de plans «B», «C» et «D»*- <http://www.lefigaro.fr/referendum/20050603>. FIG0130

Philippe Ricard, *La prochaine crise portera sur le budget de l'Union élargie*- <http://www.lemonde.fr>

Dacian-Gratian Gal, *La Commission Européenne Jacques Delors. La construction européenne entre l'élargissement et l'approfondissement (1985-1995)*- Thèse de doctorat, 2005

Daniel Vernet, *Un coup d'arrêt dont l'Union aura du mal à se remettre rapidement*-www.lemonde.fr

Le budget européen entre rabais britannique et subventions agricoles- www.lemonde.fr